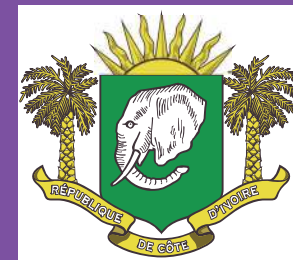




MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET



PROJET DE LOI DE REGLEMENT POUR L'ANNEE 2023

RAPPORT GENERAL SUR LA PERFORMANCE

PROJET DE LOI DE REGLEMENT POUR L'ANNEE 2023

RAPPORT GENERAL SUR LA PERFORMANCE

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	5
LISTE DES TABLEAUX.....	9
LISTE DES FIGURES	9
LISTE DES ANNEXES.....	9
AVANT PROPOS	11
INTRODUCTION	13
I. Mise en œuvre du budget-programmes	14
I.1. Acquis	14
I.2. Perspectives.....	14
I.2.1. Renforcement du cadre institutionnel de la gestion des programmes.....	14
I.2.2. Poursuite du renforcement des capacités des acteurs des ministères	15
I.2.3. Implémentation du dispositif de Contrôle de Gestion	15
I.2.4. Implémentation du Contrôle Interne Budgétaire	15
I.2.5. Poursuite de l'extension du SIGOBE.....	15
II. Synthèse des Rapports Annuels de Performance.....	16
II.1. Architecture programmatique	16
II.2. Architecture de performance.....	16
II.2.1. Analyse globale des données sur le cadre de performance.....	16
II.2.2. Analyse de la réalisation des indicateurs par mission	18
II.2.3. Analyse de la réalisation des indicateurs des sections par mission	19
II.3. Financement global des programmes supports et opérationnels	29
III. Analyse des Comptes Spéciaux du Trésor	33
ANNEXES.....	39
Annexe 1 : Architecture programmatique détaillée.....	39
Annexe 2 : Architecture détaillée de la performance des ministères	56

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACD	Arrêté de Concession Définitive	CGI	Centre de Gestion Intégrée
AEJ	Agence Emploi Jeunes	CMU	Couverture Maladie Universelle
AGR	Activités Génératrices de Revenus	CNDS	Conseil National du Dialogue Social
AIP	Agence Ivoirienne de Presse	CNI	Carte Nationale d'Identité
ANAC	Autorité Nationale de l'Aviation Civile	CNJCI	Conseil National de la Jeunesse de Côte d'Ivoire
ANAGED	Agence Nationale de Gestion des Déchets	CONAFIP	Comité National de la Coordination et de suivi de la mise en œuvre du schéma directeur et de la réforme des Finances Publiques
ANSUT	Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications/TIC	COP	Contrat d'Objectif et de Performance
APE	Accords de Partenariat Economique	CPN	Consultation Prénatale
APEi	Accords de Partenariat Economique intérimaires	CPO	Contrat de Performance Opérationnel
APV-FLEGT	Accords de Partenariat Volontaires-Forest Law Enforcement Governance and Trade (Applications des Règlements Forestières, Gouvernance et Echanges)	CPPE	Centre de Protection de la Petite Enfance
AQ	Assurance Qualité	CSC	Centre de Service Civique
ARV	Anti Rétro Viraux	CSST	Comités de Santé et Sécurité au Travail
ASDM	Agence de Soutien et de Développement des Médias	CST	Compte Spécial du Trésor
BAC	Baccalauréat	CSU	Centre de Secours d'Urgence
BEPC	Brevet d'Étude du Premier Cycle	DDAP	Direction de la Documentation, des Archives et des Publications
BURIDA	Bureau Ivoirien des Droits d'Auteur	DGBF	Direction Générale du Budget et des Finances
CAMES	Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur	DGI	Direction Générale des Impôts
CEA	Centre d'Excellence Africain	DGPE	Direction Générale du Portefeuille de l'Etat
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest	DTC-HepB-Hib	Vaccin Diphtérique, Tétanique, Coquelucheux, de l'Hépatite B, poliomyélitique, et de l'Haemophilus influenzae de type B
CEPE	Certificat d'Études Primaires Élémentaires	E2C	Ecole de la Deuxième Chance
CEPICI	Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire	EES	Evaluation Environnementale Stratégique
CHR	Centre Hospitalier Régional	EIES	Etudes d'Impact Environnemental et Social
CF	Contrôleur Financier	EMGA	État-Major Général des Armées
CG	Contrôle de Gestion	ENA	Ecole Nationale d'Administration
CGAF	Compte Général de l'Administration des Finances		

ENSEA	École Nationale Supérieure de Statistique et d'Économie Appliquée	ISE	Institutions Socio-Educatives
EPR	Établissement de Protection de Remplacement	ITS	Impôts sur Traitements et Salaires
ESATIC	Ecole Supérieure Africaine des TIC	JFAC	Journées Africaines de l'Ecologie et des Changements Climatiques
ESPC	Etablissements Sanitaires de Premier Contact	MDPMMSCV	Ministère Délégué auprès du Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, chargé des Sports et du Cadre de Vie
ESRS	Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique	MCC	Cellule Millénium Challenge Corporation
F CFA	Franc de la Communauté Financières Africaine	MCF	Ministère de la Culture et de la Francophonie
FAA	Fédéral Aviation Administration	MCI	Ministère du Commerce et de l'Industrie
FCB	Formation Commune de Base	MCLU	Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme
FDFP	Fonds de Développement de la Formation Professionnelle	MEER	Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier
FER	Fonds d'Entretien Routier	MEMDEF	Ministère d'Etat, Ministère de la Défense
FIRCA	Fonds Interprofessionnels pour la Recherche et le Conseil Agricole	MEMINADERPV	Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des productions vivrières
FIMR	Fonds d'Investissement en Milieu Rural	MEMFPMA	Ministère d'Etat, Ministère de la Fonction publique et de la Modernisation de l'Administration
FNAD	Fonds National de l'Assainissement et du Drainage	MENA	Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation
FNLS	Fonds National de lutte contre le SIDA	MEPD	Ministère de l'Economie, Plan et du Développement
GCI	Global Cybersecurity Index	MEPS	Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale
GEC-MPD	Gestion Électronique des Courriers- Ministère du Plan et du Développement	MESRS	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
GED-MPD	Gestion Électronique des Documents- Ministère du Plan et du Développement	METFPA	Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage
GPS	Global Positioning System	MFB	Ministère des Finances et du Budget
HA	Hectare	MFFE	Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant
HG	Hôpital Général	MHVL	Maladie Hémorragique Virale du Lapin
ICC	Industries Culturelles et Créatives	MICEN	Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique
IFEF	Institut de Formation et d'Education Féminine	MIMEDDE	Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique
IGIS	Indice Général Ivoirien de Sécurité	MINEF	Ministère des Eaux et Forêts
INFPA	Institut National de Formation Professionnelle Agricole	MAEIAIE	Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieurs
INIE	Institut Ivoirien de l'Entreprise	MILDA	Moustiquaire Imprégnée à Longue Durée d'Action
INS	Institut National de Statistique	MINHAS	Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité
INSCS	Indice National de Solidarité et de Cohésion Sociale	MIRAH	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
IPNETP	Institut Pédagogique National de l'Enseignement Technique et Professionnel		
ICF	Initiative Cacao Forêts		
ILD	Indicateurs Liés au Décaissement		

MIS	Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	PIP	Programme d'Investissements Publics
MJDH	Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	PJEJ	Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse
MMPE	Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie	PME	Petites et Moyennes Entreprises
MPJIPSC	Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	PND	Plan National de Développement
MPPEEP	Ministère du Patrimoine, du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques	PNDC	Programme National de Développement Communautaire
MRCN	Ministère de la Réconciliation et de la Cohésion Nationale	PNIA	Programme National d'Investissement Agricole
MT	Ministère des Transports	PNLTAT	Programme National de Lutte contre le Tabagisme, l'Alcoolisme et les autres Addictions
MTL	Ministère du Tourisme et des Loisirs	PNR	Parcs Nationaux et Réserves
MW	Méga Watt	PPPBASE	Prospective, Planification, Programmation, Budgétisation et Suivi-Évaluation
NI	Normes Ivoiriennes	PPCB	Péripneumonie Contagieuse Bovine
OEV	Orphelins et Enfants Vulnérables	PPM	Plan de Passation des Marchés
OIPC	Office Ivoirien des Parcs et Réserves	PPR	Peste des Petits Ruminants
OISSU	Office Ivoirien des Sports Scolaires et Universitaires	PTA	Plan de Travail Annuel
ONG	Organisation Non Gouvernementale	PTFs	Partenaire Techniques et Financiers
OPA	Offre Publique d'Achat	PTMP	Programme de Transfert Monétaire Productif
OSC	Organisation de la Société Civile	PVVIH	Personnes Vivant avec le VIH
PA	Plan d'Aménagement	2QC	Quantité-Qualité-Croissance
PAO	Plan d'Actions Opérationnel	RAP	Rapport Annuel de Performance
PAP	Projet Annuel de Performance	RGP	Rapport Général sur la Performance
PAS	Plan d'Actions Stratégiques	RI	Riz Irrigué
PAT	Personnel Administratif et Technique	RICI	Réseau Informatique de Comptabilité Intégré
PCS-PCC	Prélèvement Communautaire de Solidarité- Prélèvement Communautaire de la CEDEAO	RP	Riz Pluvial
PDC	Projet de Développement Communal	RPB	Riz Pluvial de Bas-fond
PDL	Plan de Développement Local	RPP	Riz Pluvial de Plateau
PDV	Plan de Développement Villageois	RProg	Responsable de Programme
PEC	Pôle Économique Compétitif	RSE	Responsabilité Sociétale des Entreprises
PF	Planification Familiale	RSTI	Régime Social des Travailleurs Indépendants
PFE	Pratique Familiale Essentielle	RSU	Registre Social Unique
PIB	Produit Intérieur Brut	RTI	Radiodiffusion Télévision Ivoirienne
		RUO	Responsable d'Unité Opérationnelle

SATDA	Schémas d'Aménagement Territorial des Districts Autonomes	SST	Santé et Sécurité au Travail
SEGH	Société d'Etudes et de Gestion en Hydrocarbures	T	Tonne
SFD	Systèmes Financiers Décentralisés	TBA	Taux Brut d'Admission
SGG	Secrétariat Général du Gouvernement	TBS	Taux Brut de Scolarisation
SGP	Service de Gestion du Patrimoine	TD	Travaux Dirigés
SIG	Système d'Information et de Gestion	TMR	Taux Moyen de Réalisation
SIGFU	Système Intégré de Gestion du Foncier Urbain	TNT	Télévision Nationale Terrestre
SIGOMAP	Système Intégré de Gestion des Opérations des Marchés Publics	TP	Travaux Pratiques
SIGOBE	Système Intégré de Gestion des Opérations Budgétaires de l'Etat	TSSMP	Taxes sur les Sacs et Sachets en Matière Plastique
SIR	Société Ivoirienne de Raffinage	TSU	Taxe Spécifique Unique
SMQ	Système de Management de la Qualité	TV	Télévision
SNJ	Service National des Jeunes	TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
SOSTECI	Système d'Observation et de Suivi du Travail des Enfants en Côte d'Ivoire	UA	Union Africaine
SP	Sulfadoxine Pyriméthamine	UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine
SPACIA	Système de Prévention et de Détection des Actes de Corruption et Infractions Assimilées	VAE	Validation des Acquis de l'Expérience
SPEE	Service de Promotion Economique Extérieure	VBG	Violence Basée sur le Genre
SPJEJ	Service de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse	VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine
SRADT	Schéma Régional d'Aménagement et de Développement du Territoire	VITIB	Village des Technologies de l'Information et de la Biotechnologie
		ZNA	Zoo National d'Abidjan

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Synthèse des données de la chaîne programmatique	16
Tableau 2 : Synthèse des données des cadres de performance	16
Tableau 3 : Financement global des programmes supports et opérationnels	29
Tableau 4 : Liste des CST du budget de l'Etat pour l'exercice budgétaire 2023	33

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Proportion de réalisation des indicateurs	17
Figure 2 : Evolution de l'atteinte des cibles des indicateurs	17
Figure 3 : Niveau de réalisation des indicateurs par mission	18
Figure 4 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 1 « Pouvoirs publics, Organes de Souveraineté et Gouvernance »	19
Figure 5 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 2 « Défense, Sécurité et Justice »	20
Figure 6 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 3 « Administration Générale et Développement Economique »	21
Figure 7 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 4 « Enseignement, Formation et Recherche »	22
Figure 8 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 5 « Santé et Actions Sociales »	23
Figure 9 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 6 « Culture, Jeunesse, Sports et Loisirs »	24
Figure 10 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 7 « Développement des Infrastructures et Equipements Collectifs »	25
Figure 11 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 8 « Production, Développement industriel et Commercial »	26
Figure 12 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 9 « Environnement, Cadre de Vie et Protection de la Nature »	27
Figure 13 : Evolution du taux moyen de réalisation des cibles des 9 missions de 2020 à 2023	28
Figure 14 : Evolution du budget global par nature de dépenses de 2021 à 2023	29
Figure 15 : Financement global des ministères par nature de dépenses en 2023	29
Figure 16 : Répartition du budget global par nature de dépenses	30
Figure 17 : Répartition des mandats ordonnancés des programmes par nature de dépenses	31
Figure 18 : Evolution des mandats ordonnancés par nature de dépenses	31
Figure 19 : Niveau de réalisation du budget des programmes à l'intérieur des natures de dépenses	32
Figure 20 : Taux d'accroissement des réalisations du budget des programmes à l'intérieur des natures de dépenses entre 2022 et 2023	32
Figure 21 : Répartition du budget entre les programmes « supports et opérationnels » et les CST	35
Figure 22 : Répartition du budget des CST par ministère	36
Figure 23 : Evolution du budget des CST de 2021 à 2023	37

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Architecture programmatique détaillée	39
Annexe 2 : Architecture détaillée de la performance des ministères	56

AVANT PROPOS

La réforme des finances publiques, initiée en Côte d'Ivoire depuis 2009, a abouti au basculement en mode budget-programmes le 1^{er} janvier 2020. Ce nouveau mode de gestion requiert des Responsables de Programme (RProg) de rendre compte de leur gestion à travers l'élaboration des Rapports Annuels de Performance (RAP).

Les RAP, élaborés par programme en fin d'exercice et synthétisés dans un document unique appelé Rapport Général sur la Performance (RGP) sont présentés à la Cour des comptes pour être audités et au Parlement pour information.

Le Rapport Général sur la Performance (RGP) vise à faciliter la compréhension des résultats produits par les différents programmes des ministères après la mise en œuvre des politiques publiques. Ce document récapitule les résultats présentés dans les Rapports Annuels de Performance (RAP) ministériels. Il permet aux décideurs, aux acteurs budgétaires, à la société civile et aux citoyens d'avoir une représentation synthétique et graphique des résultats des actions menées par le Gouvernement à travers la gestion des dépenses publiques.

Ainsi, ce document de synthèse, représentant la note explicative qui accompagne les RAP à la Cour des comptes et au Parlement, met l'accent sur l'évolution des indicateurs, les données statistiques relatives à la répartition des indicateurs et les taux de réalisation des cibles au sein des programmes des différentes missions.

Il présente également les données budgétaires en termes de prévisions et de réalisations. Par conséquent, le RGP facilite la lecture et l'exploitation des Rapports Annuels de Performance.

La rédaction du RGP au titre de l'exercice 2023, s'appuie sur la consolidation des acquis des années antérieures et fixe les automatismes nécessaires, en matière de compte-rendu de la gestion en mode budget-programmes.

Il s'agit de présenter l'évolution des données d'année en année, de sorte à éclairer les débats sur la gestion des finances publiques, en mettant un accent sur les objectifs de politiques publiques, les moyens qui leur sont alloués et les réalisations obtenues.

INTRODUCTION

La reddition des comptes dans l'administration publique ivoirienne est matérialisée principalement par l'élaboration des Rapports Annuels de Performance (RAP) depuis le basculement en mode budget-programmes. Ces documents obligent les gestionnaires de crédits notamment les Responsables de Programme à rendre compte de l'utilisation des crédits budgétaires mis à leur disposition.

Cette exigence découle de l'article 51 alinéa 1 de la Loi Organique n°2014-336 du 05 juin 2014 relative aux Lois de Finances, qui stipule que : « il est fait obligation aux ministères et éventuellement aux institutions gestionnaires de programmes de produire, à la fin de chaque exercice, leurs rapports annuels de performance de l'exercice et de les transmettre au ministre en charge des finances au plus tard à la fin du mois de mai de l'année suivante. ».

En effet, la reddition des comptes, par la production des RAP, vise l'appréciation de la performance, le renforcement de la transparence entre les citoyens et les agents publics et l'évaluation de la qualité de la gestion des politiques publiques.

Par conséquent, les RAP revêtent une importance capitale au regard de :

- leur contribution à la prévention des abus liés à la gestion des crédits budgétaires en justifiant les crédits consommés au franc près ;
- leur capacité à vérifier le niveau de réalisation des activités prévues dans le Projet Annuel de Performance (PAP) ;
- leur appui à l'amélioration des résultats des programmes et du bien-être des populations.

Sur la base des RAP reçus des ministères, le Ministre des Finances et du Budget élabore le Rapport Général sur la Performance, lequel est joint aux RAP transmis à la Cour des comptes et au Parlement. Ce rapport général constitue la synthèse des RAP des ministères.

A cet égard, le RGP est élaboré chaque année pour l'exercice clos afin de faciliter l'exploitation des RAP.

Pour l'exercice 2023, le RGP est bâti sur l'analyse des réalisations des programmes de trente-trois (33) ministères à travers les neuf (09) missions assignées à la gestion des dépenses publiques.

Le Rapport Général sur la Performance 2023 comporte trois (03) parties :

- la mise en œuvre du budget-programmes qui rappelle les avancées réalisées et énonce les perspectives liées à la réforme budgétaire ;
- la synthèse des Rapports Annuels de Performance qui fait l'économie de l'exploitation des RAP produits par les Ministères et présente les perspectives liées à cet exercice ;
- l'analyse des Comptes Spéciaux du Trésor (CST) qui présente les CST et l'évolution de leur budget.

I. Mise en œuvre du budget-programmes

L'année 2023 constitue le début d'un nouveau cycle de programmation triennale basé sur les acquis du premier cycle de programmation 2020-2022.

Toutefois, des défis restent à relever.

I.1. Acquis

La gestion budgétaire 2023 s'est effectuée dans un environnement marqué par la consolidation des acquis notamment :

- l'existence d'un cadre juridique conforme aux normes de l'UEMOA ;
- l'appropriation des outils de gestion par les acteurs ;
- la forte implication des acteurs budgétaires au plus haut niveau ;
- l'existence d'un système d'information budgétaire performant ;
- les capacités des acteurs renforcées sur toutes les thématiques du budget-programmes ;
- l'organisation d'une conférence dédiée à la performance ;
- le déploiement progressif du dispositif du Contrôle Interne Budgétaire et du Contrôle de Gestion dans les ministères.

I.2. Perspectives

Pour consolider les acquis, plusieurs leviers d'actions sont envisagés.

I.2.1. Elaboration des cadres de performance des Comptes Spéciaux du Trésor

L'article 35 de la Loi Organique relative à la Loi de Finances (LOLF) stipule que chaque CST constitue un programme. Par conséquent, la présentation de chaque CST doit prendre en compte les composantes de la chaîne programmatique et du cadre de performance.

Ainsi, les projets de cadre de performance des programmes CST ont été produits dans le cadre de l'élaboration des projets de Documents de Programmation Pluriannuelle des Dépenses-Projet Annuel de Performance (DPPD-PAP) 2025-2027.

I.2.2. Renforcement du cadre institutionnel de la gestion des programmes

Afin d'adapter la nomenclature budgétaire aux nouvelles dispositions liées à la requalification de certaines recettes, la révision de l'arrêté N°0735/MBPE/DGBF/DRBMGP/SD_1 du 7 décembre 2020 portant détermination des codes de la nomenclature budgétaire de l'Etat applicable au budget-programmes, a été initiée.

1.2.3. Poursuite du renforcement des capacités des acteurs des ministères

L'appropriation de la gestion en mode budget-programmes par les acteurs budgétaires nécessite la poursuite des sessions de formation sur les thématiques liées à la réforme budgétaire en vue d'une meilleure maîtrise des processus et des outils de ce nouveau mode de gestion publique. A cet effet, des sessions régulières de renforcement de capacités seront réalisées au profit des acteurs des ministères.

Ces formations faciliteront la maîtrise des liens entre les éléments de la chaîne programmatique (programmes, actions et activités) et ceux de l'architecture de la performance (objectifs, indicateurs et cibles) ainsi que l'interprétation des résultats (écarts et taux de réalisation). Elles porteront également sur les innovations issues de l'arrêté révisé régissant le circuit d'exécution des recettes et des dépenses du budget de l'Etat dans le SIGOBE et les nouveaux outils de gestion budgétaire.

1.2.4. Implémentation du dispositif de Contrôle de Gestion

Dans le cadre de l'amélioration de la gestion budgétaire, le Ministère en charge du Budget entend poursuivre l'implémentation du dispositif de Contrôle de Gestion dans les ministères. Cette activité consistera à renforcer les capacités des acteurs concernés à l'utilisation des outils du Contrôle de Gestion.

L'appropriation de ces outils par les ministères devra à terme renforcer la qualité des documents budgétaires (Projets Annuels de Performance (PAP), Rapports Annuels de Performance (RAP) et Rapport Général sur la Performance (RGP)).

1.2.5. Implémentation du Contrôle Interne Budgétaire

La mise en œuvre du Contrôle Interne Budgétaire dans les ministères vise à fiabiliser l'information financière et à assurer le respect de l'autorisation budgétaire annuelle et pluriannuelle par le développement et la qualité de la programmation budgétaire en début d'exercice, de son suivi et de son actualisation en cohérence avec les actes de gestion. L'implémentation du Contrôle Interne Budgétaire se déroule à travers la mise en œuvre d'une phase pilote dans cinq (05) ministères. Ce sont :

- le Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières ;
- le Ministère de l'Equipeement et de l'Entretien Routier ;
- le Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle ;
- le Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation ;
- le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

Cette phase pilote fera l'objet d'évaluation suivie de son extension aux autres ministères.

1.2.6. Poursuite de l'extension du SIGOBE

Développé en environnement WEB avec des technologies modernes, le Système Intégré de Gestion des Opérations Budgétaires de l'Etat (SIGOBE) inclut tous les acteurs budgétaires et renforce la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des opérations budgétaires.

A terme, il s'agira pour le Ministère en charge du Budget de déployer le SIGOBE dans les Institutions de la République et les projets cofinancés.

II. Synthèse des Rapports Annuels de Performance

II.1. Architecture programmatique

Au titre de l'exercice 2023, l'architecture programmatique présente 33 ministères, 122 programmes hors Comptes Spéciaux du Trésor décomposée en 33 programmes supports et 89 programmes opérationnels avec 478 actions. Cette architecture programmatique comprend également 13 programmes Comptes Spéciaux du Trésor (CST) composés de 33 Comptes d'Affectation Spéciale.

Tableau 1 : Synthèse des données de la chaîne programmatique

	NOMBRE DE MISSIONS	NOMBRE DE SECTIONS	NOMBRE DE PROGRAMMES	NOMBRE D'ACTIONS
HORS CST	9	33	122	478
AVEC CST			135	492

Source : SIGOBE

II.2. Architecture de performance

II.2.1. Analyse globale des données sur le cadre de performance

L'analyse des cadres de performance porte sur 32 sections et 121 programmes hors CST car la section 421 « Ministère délégué auprès du Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et de la Diaspora » ne dispose pas de cadre de performance dans le DPPD-PAP 2023-2025. Cela s'explique par l'absence du décret portant organisation dudit ministère au moment de l'élaboration de l'annexe 4.

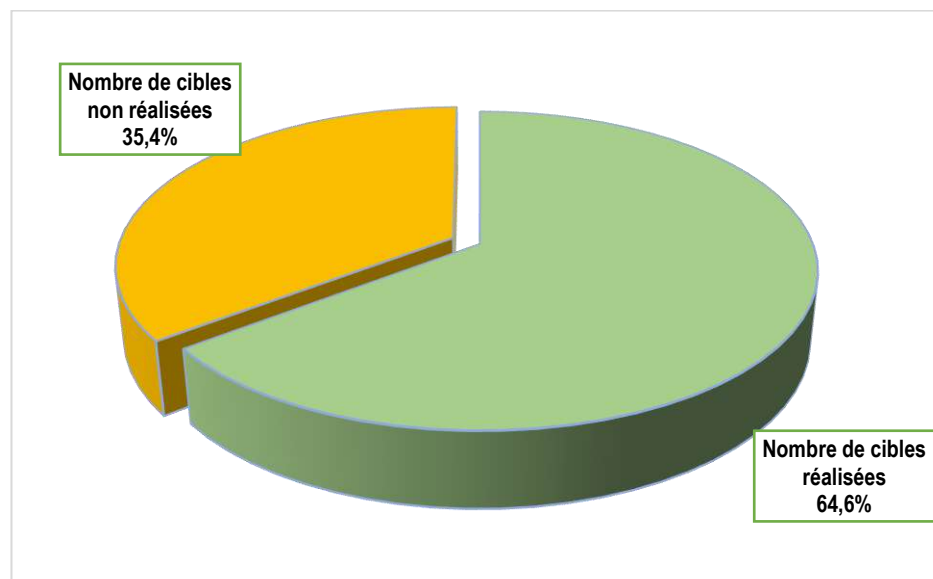
Tableau 2 : Synthèse des données des cadres de performance

	NOMBRE DE MISSIONS	NOMBRE DE SECTIONS	NOMBRE D'OBJECTIFS GLOBAUX	NOMBRE DE PROGRAMMES	NOMBRE D'OBJECTIFS SPECIFIQUES	NOMBRE D'INDICATEURS
HORS CST	9	32	118	121	334	1.011

Sources : Annexe 4 DPPD-PAP 2023-2025, RAP 2023 des ministères

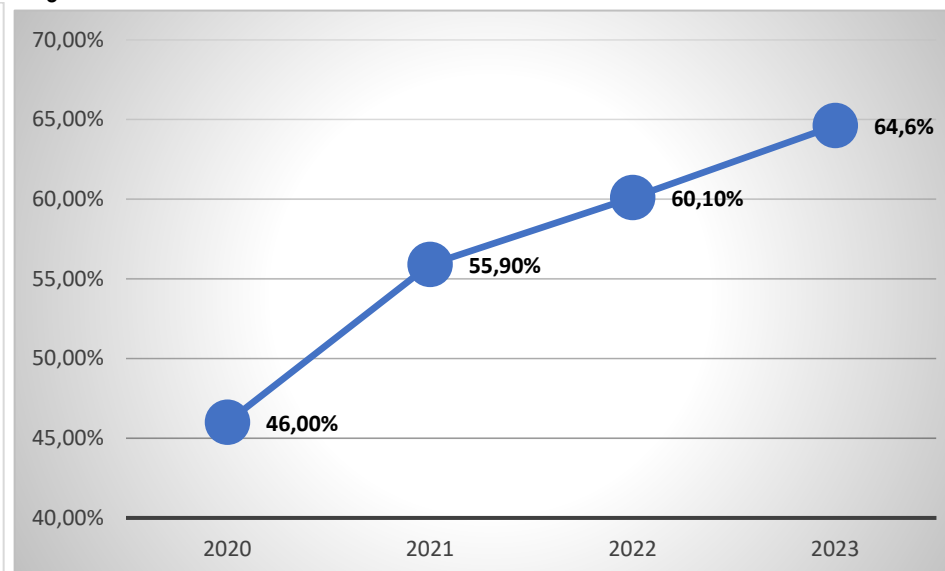
Les 121 programmes comportent 1.011 indicateurs rattachés à 334 objectifs spécifiques. L'évaluation de ces indicateurs met en exergue la performance des programmes auxquels ils sont liés. L'analyse des RAP se fera uniquement sur les programmes supports et opérationnels.

Figure 1 : Proportion de réalisation des indicateurs



Source : RAP 2023 des ministères

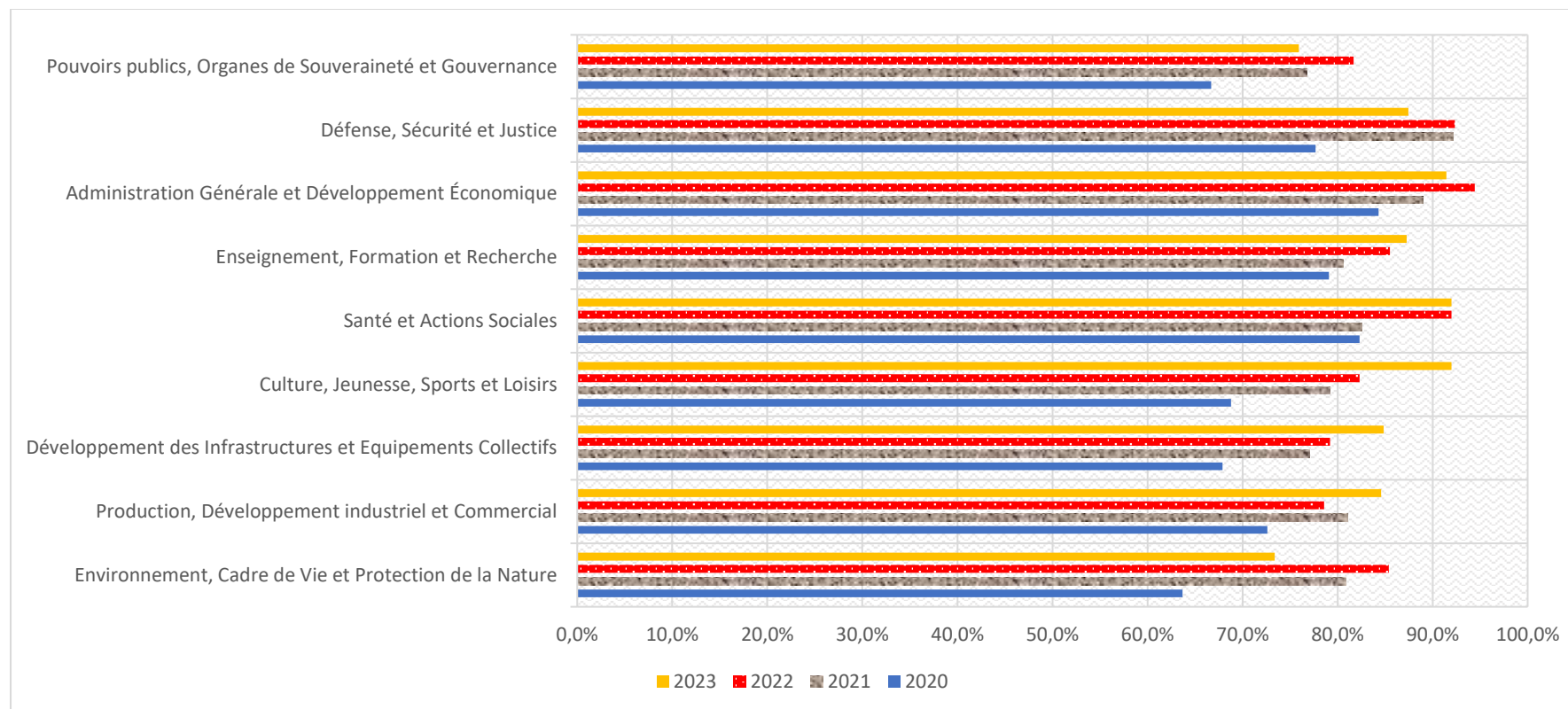
Figure 2 : Evolution de l'atteinte des cibles des indicateurs



Les valeurs cibles pour 2023 ont été atteintes dans 64,6% des cas contre 60,1% en 2022, 55,9% en 2021 et 46% en 2020.

II.2.2. Analyse de la réalisation des indicateurs par mission

Figure 3 : Niveau de réalisation des indicateurs par mission



Source : RAP 2023 des ministères

En 2023, le taux moyen global de réalisation est de 85,4% contre 85,2% en 2022, 82,1% en 2021 et 73,7% en 2020, soit un taux d'accroissement de 0,2% par rapport à 2022. Quatre (04) missions sur neuf (09) connaissent une progression du niveau de la réalisation de leurs indicateurs par rapport à 2022. En revanche, les niveaux de réalisation de quatre (04) autres missions ont connu une régression de 2022 à 2023, en l'occurrence les missions « Environnement, Cadre de Vie et Protection de la Nature », « Administration Générale et Développement Économique », « Pouvoirs publics, Organes de Souveraineté et Gouvernance » et « Défense, Sécurité et Justice » qui ont baissé respectivement de 14,1%, 3,1%, 7,1% et 5,3%.

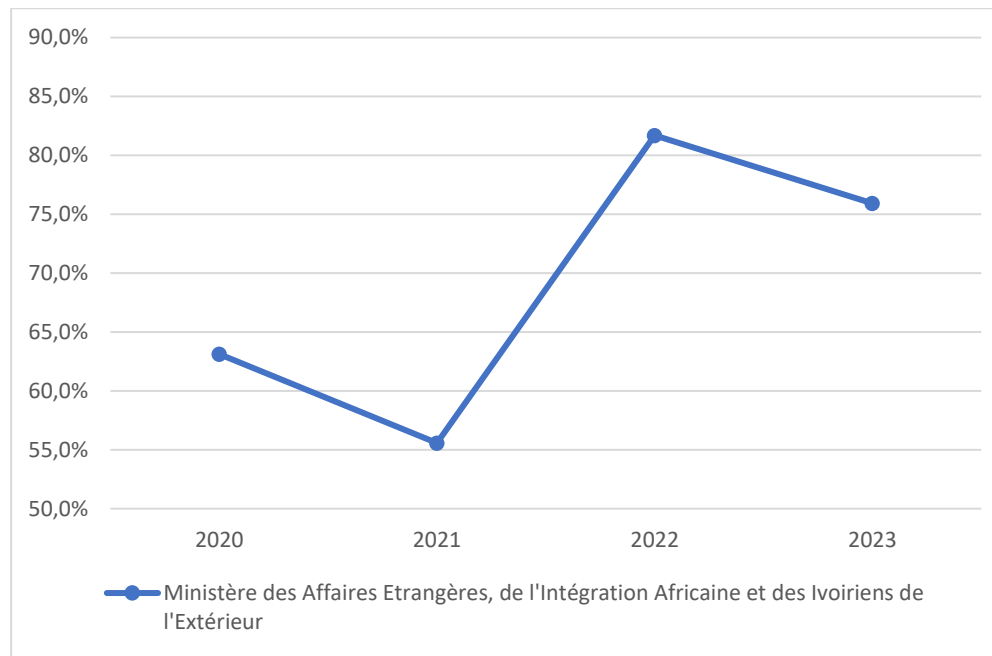
II.2.3. Analyse de la réalisation des indicateurs des sections par mission

En 2023, la mission 1 « Pouvoirs Publics, Organes de Souveraineté et Gouvernance » est constituée d'un ministère comportant 57 indicateurs.

Le taux moyen de réalisation (TMR) des cibles définies est de 75,9% en 2023 contre 89,7% en 2022, 76,7% en 2021 et 66,7% en 2020.

Le taux d'accroissement du taux moyen de réalisation entre 2022 et 2023 est de -7,1%.

Figure 4 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 1 « Pouvoirs publics, Organes de Souveraineté et Gouvernance »



Source : RAP 2023 des ministères de la mission 1

En 2023, la mission 2 « Défense, Sécurité et Justice » est constituée de 3 ministères dont la performance est mesurée par 96 indicateurs.

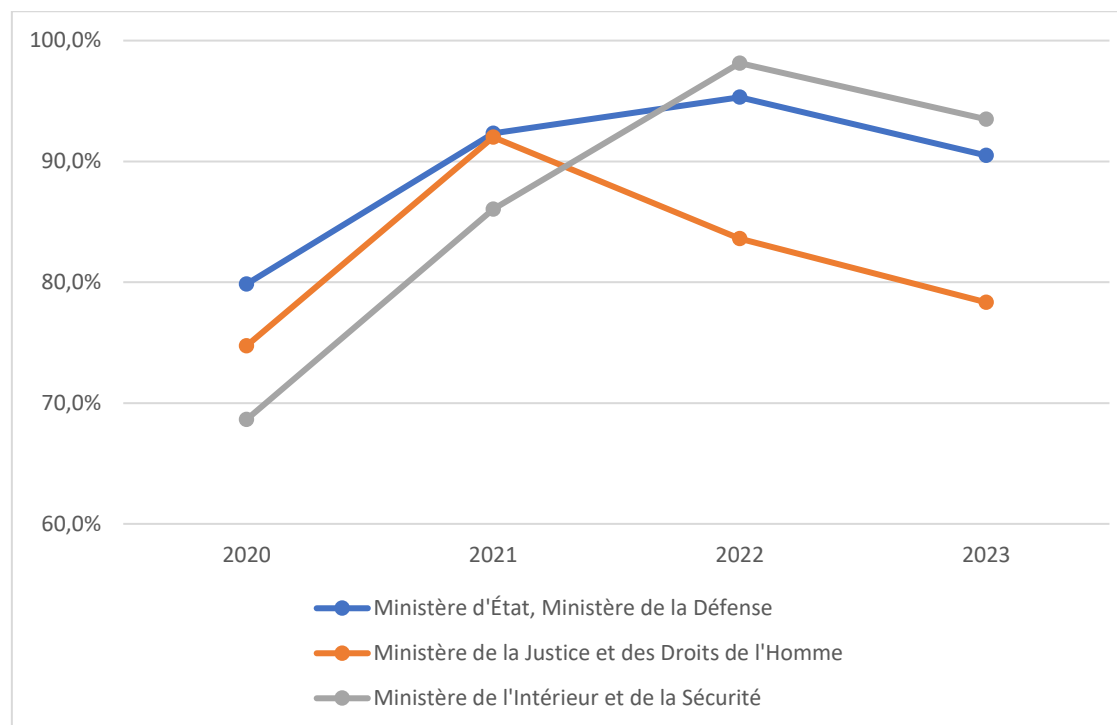
Le taux moyen de réalisation des cibles définies est de 87,4% en 2023 contre 89,5% en 2022, 92,2% en 2021 et 77,7% en 2020.

Le taux d'accroissement du TMR entre 2022 et 2023 est de -5,3%.

La régression constatée dans cette mission est due à la baisse des taux de réalisation des trois (3) Ministères :

- -5,1% pour le Ministère d'Etat, Ministère de la Défense ;
- - 6,3% pour le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ;
- - 4,8% pour le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité.

Figure 5 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 2 « Défense, Sécurité et Justice »



Source : RAP 2023 des ministères de la mission 2

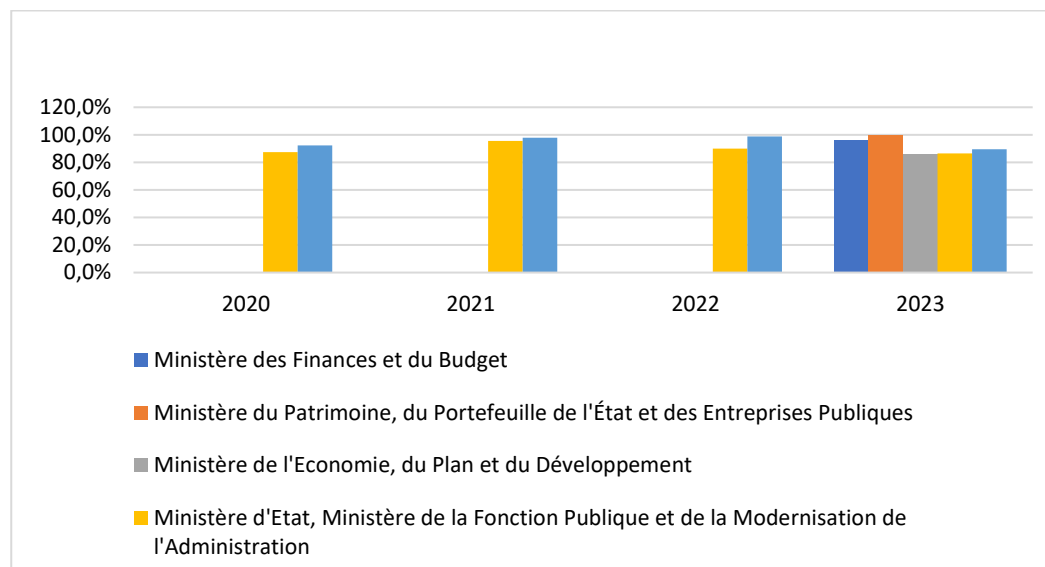
En 2023, la mission 3 « Administration Générale et Développement Economique » comprend 5 ministères comportant 168 indicateurs.

A la faveur du remaniement ministériel opéré le 17 octobre 2023, la mission 3 a connu une restructuration.

Le taux moyen de réalisation des cibles définies est de 91,6% en 2023 contre 89,2% en 2022, 89,0% en 2021 et 84,3% en 2020.

Le taux d'accroissement du TMR entre 2022 et 2023 est de 2,7%.

Figure 6 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 3 « Administration Générale et Développement Economique »



Source : RAP 2023 des ministères de la mission 3

En 2023, la mission 4 « Enseignement, Formation et Recherche » comprend 3 ministères dont la performance est mesurée par 84 indicateurs.

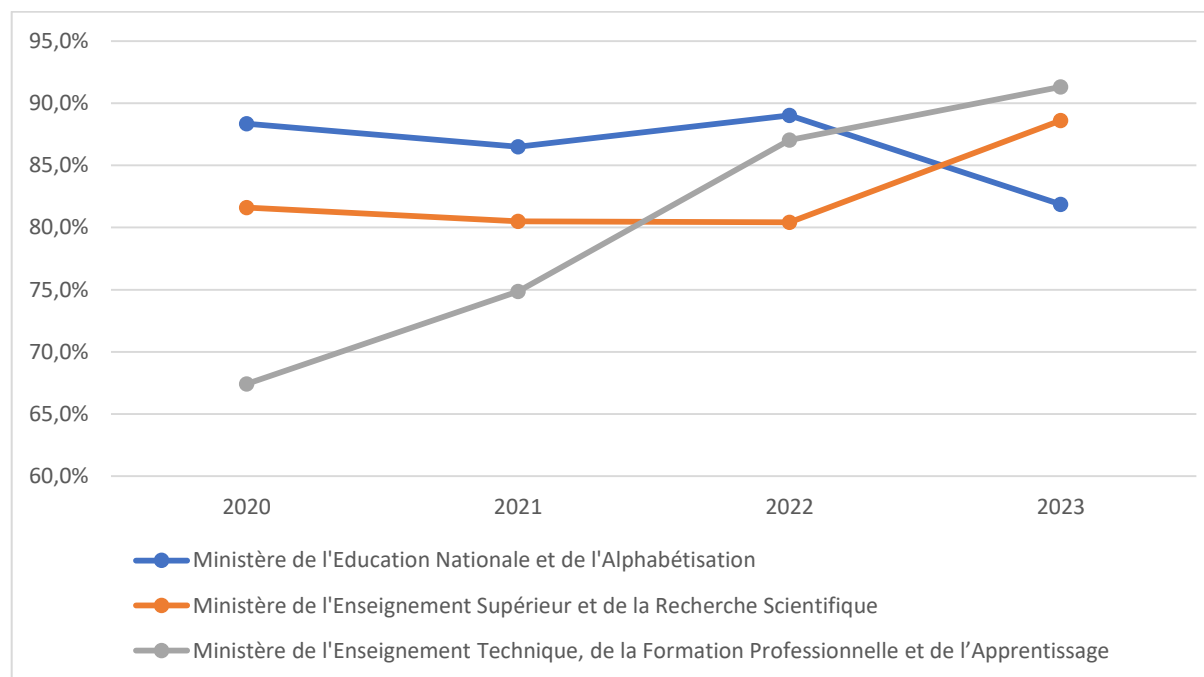
Le taux moyen de réalisation des cibles définies est de 87,3% en 2023 contre 85,4% en 2022, 80,6% en 2021 et 79,1% en 2020.

Le taux d'accroissement du TMR entre 2022 et 2023 est de 2,1%.

Le Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage présente le taux de réalisation le plus élevé en 2023.

Par ailleurs, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique a connu le taux de progression le plus élevé, soit un taux de croissance de 10,2%.

Figure 7 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 4 « Enseignement, Formation et Recherche »



Source : RAP 2023 des ministères de la mission 4

En 2023, la mission 5 « Santé et Actions Sociales » comprend 5 ministères dont la performance est mesurée par 147 indicateurs.

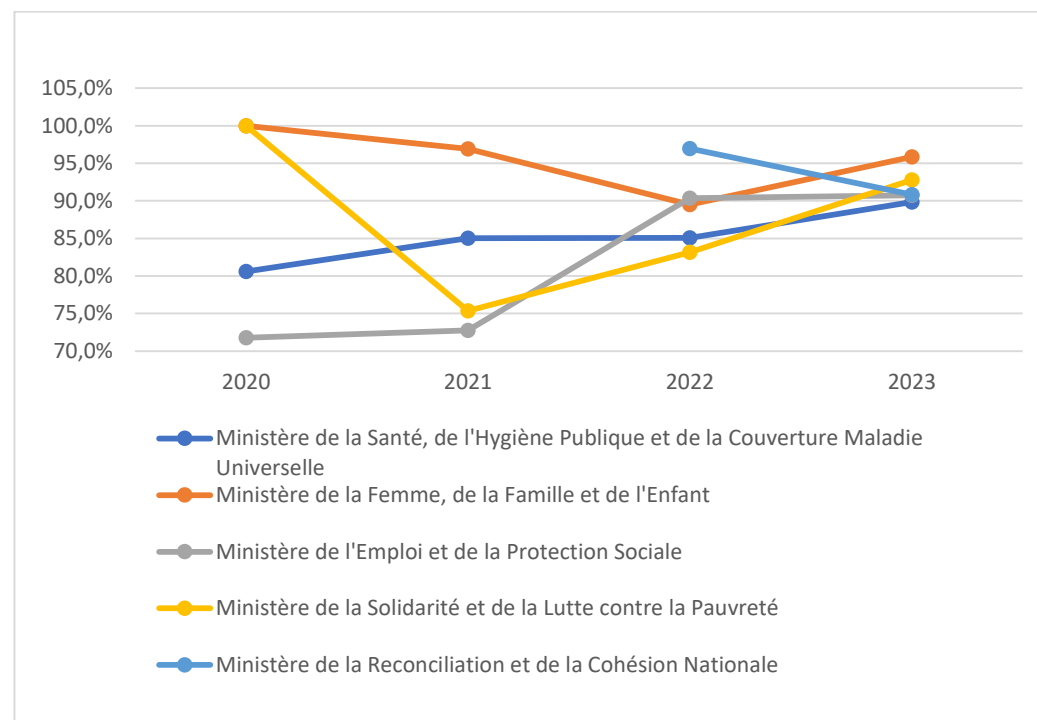
Le taux moyen de réalisation des cibles définies est de 92,0% en 2023 contre 87,0% en 2022, 82,5% en 2021 et 82,3 % en 2020.

Le taux d'accroissement du TMR entre 2022 et 2023 est de 5,8%.

Les ministères ayant significativement contribué à l'atteinte des résultats de cette mission en 2023 sont :

- le Ministère de la Solidarité et de la lutte contre la Pauvreté avec un taux de croissance de 11,6% ;
- le Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant avec un taux de croissance de 7%.

Figure 8 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 5 « Santé et Actions Sociales »



Source : RAP 2023 des ministères de la mission 5

En 2023, la mission 6 « Culture, Jeunesse, Sports et Loisirs » est constituée de 5 ministères dont la performance est mesurée par 131 indicateurs.

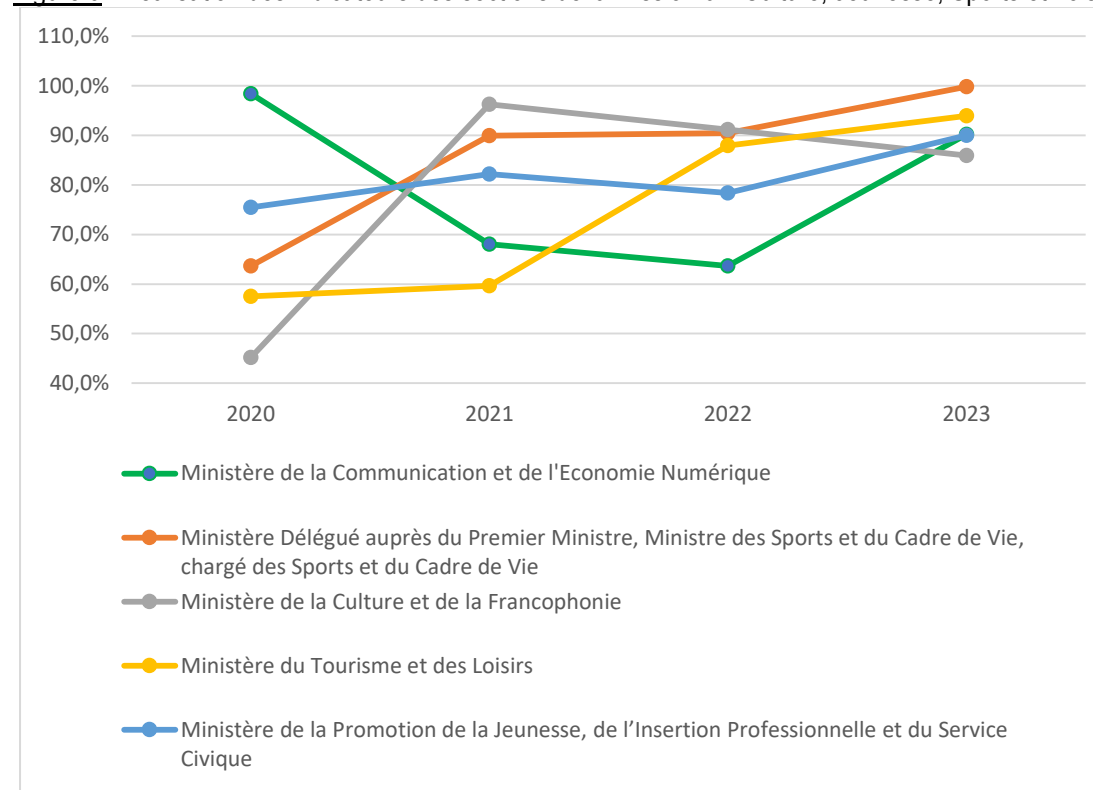
Le taux moyen de réalisation des cibles définies est de 92,0% en 2023 contre 82,3% en 2022, 79,2% en 2021 et 68,8% en 2020.

Le taux d'accroissement du TMR entre 2022 et 2023 est de 11,7%.

Les trois ministères ayant significativement contribué à l'atteinte des résultats de cette mission en 2023 sont :

- le Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique avec un taux de croissance de 41,7% ;
- le Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique avec un taux de croissance de 14,9% ;
- le Ministère Délégué auprès du Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, chargé des Sports et du Cadre de Vie avec un taux de croissance de 10,3%.

Figure 9 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 6 « Culture, Jeunesse, Sports et Loisirs »



Source : RAP 2023 des ministères de la mission 6

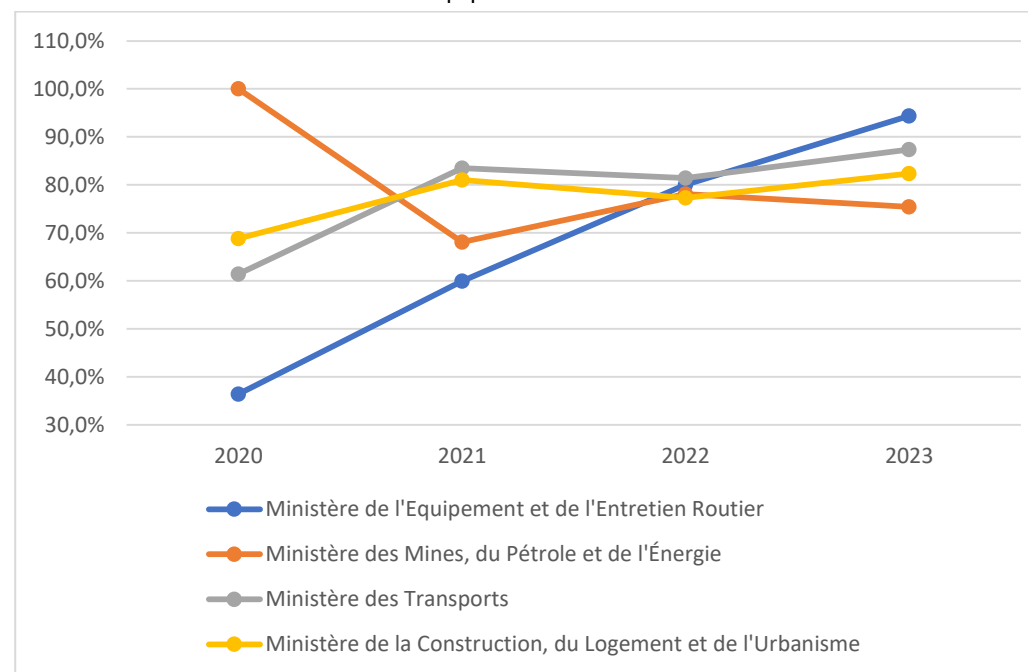
En 2023, la mission 7 « Développement des Infrastructures et Equipements Collectifs » est constituée de 4 ministères dont la performance est mesurée par 125 indicateurs.

Le taux moyen de réalisation des cibles définies est de 84,9% en 2023 contre 79,7% en 2022, 77,0% en 2021 et 67,9% en 2020.

Le taux d'accroissement du TMR entre 2022 et 2023 est de 6,5%.

Le Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier a connu une performance continue passant de 36,4% en 2020 à 60,0% en 2021, 80,1% en 2022 et 94,4% en 2023, soit des taux d'accroissement annuel respectifs de 64,8%, de 33,5% et de 17,9%.

Figure 10 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 7 « Développement des Infrastructures et Equipements Collectifs »



Source : RAP 2023 des ministères de la mission 7

En 2023, la mission 8 « Production, Développement industriel et Commercial » comprend 3 ministères dont la performance est mesurée par 117 indicateurs.

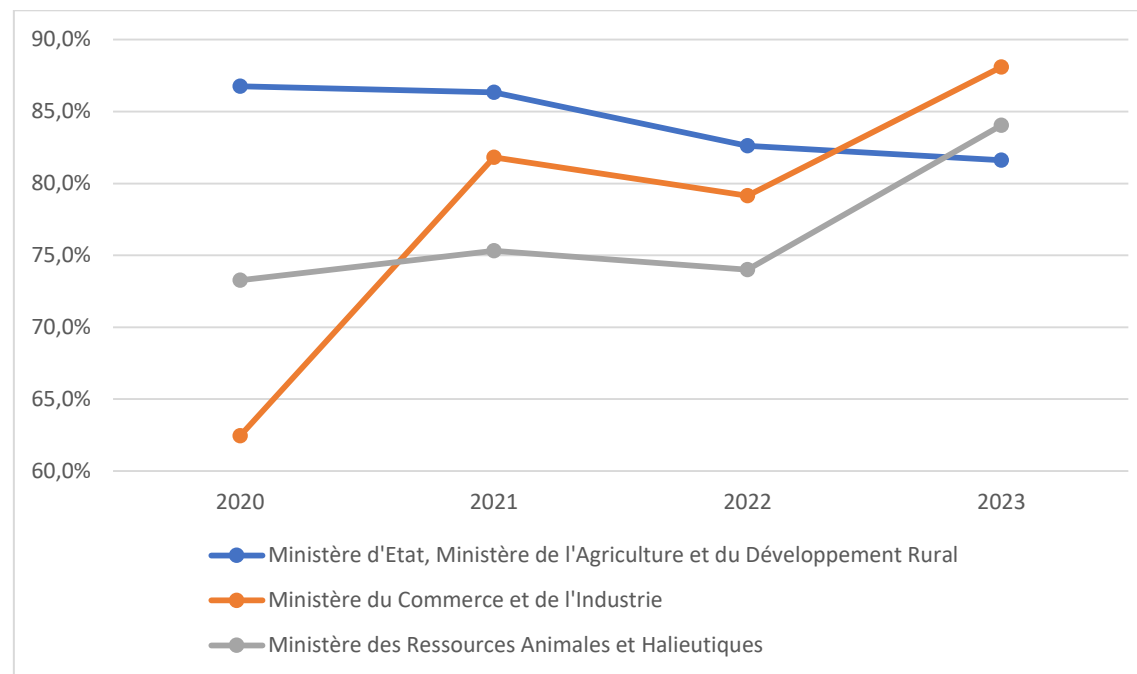
Le taux moyen de réalisation des cibles définies est de 84,6% en 2023 contre 78,6% en 2022, 81,1% en 2021 et 72,6% en 2020.

Le taux d'accroissement du TMR entre 2022 et 2023 est de 7,6%.

Dans cette mission, le Ministère du Commerce et de l'Industrie a le taux de réalisation (88,1%) le plus élevé en 2023.

Par ailleurs, le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques a connu le taux de progression le plus élevé soit un taux de croissance de 13,6%.

Figure 11 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 8 « Production, Développement industriel et Commercial »



Source : RAP 2023 des ministères de la mission 8

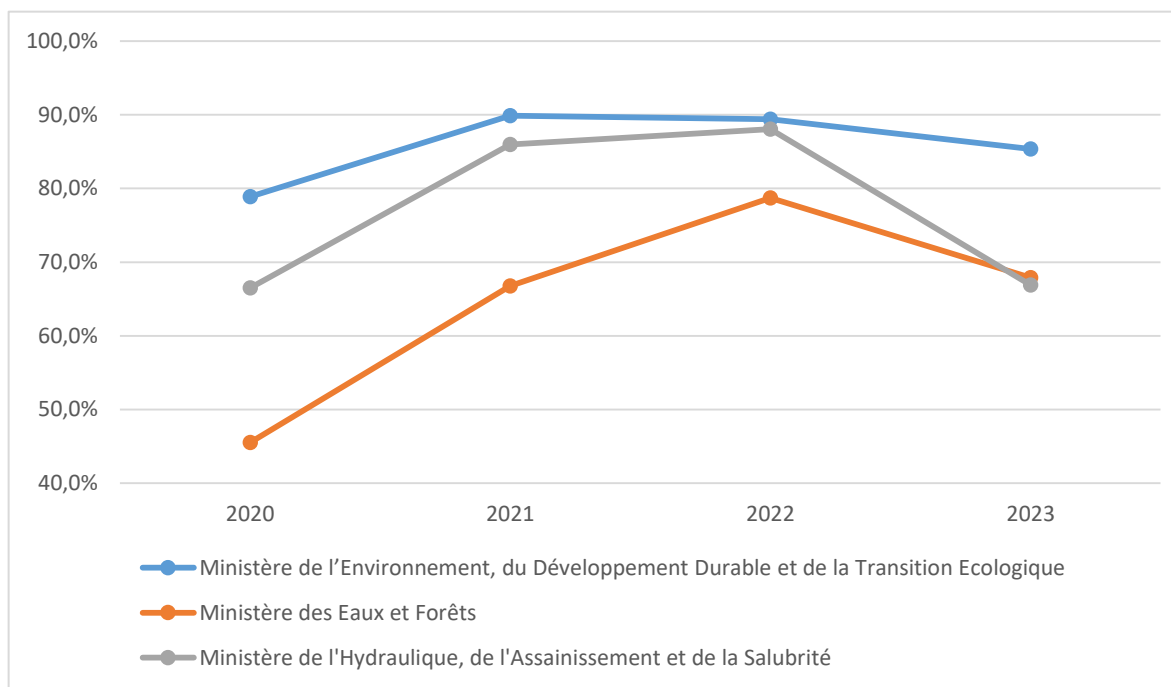
En 2023, les ministères composant la mission 9 « Environnement, Cadre de Vie et Protection de la Nature » sont au nombre de 3 dont la performance est mesurée par 86 indicateurs.

Le taux moyen de réalisation des cibles définies est de 73,4% en 2023 contre 85,4% en 2022, 80,9% en 2021 et 63,7% en 2020.

Le taux d'accroissement du TMR entre 2022 et 2023 est de -14,1%.

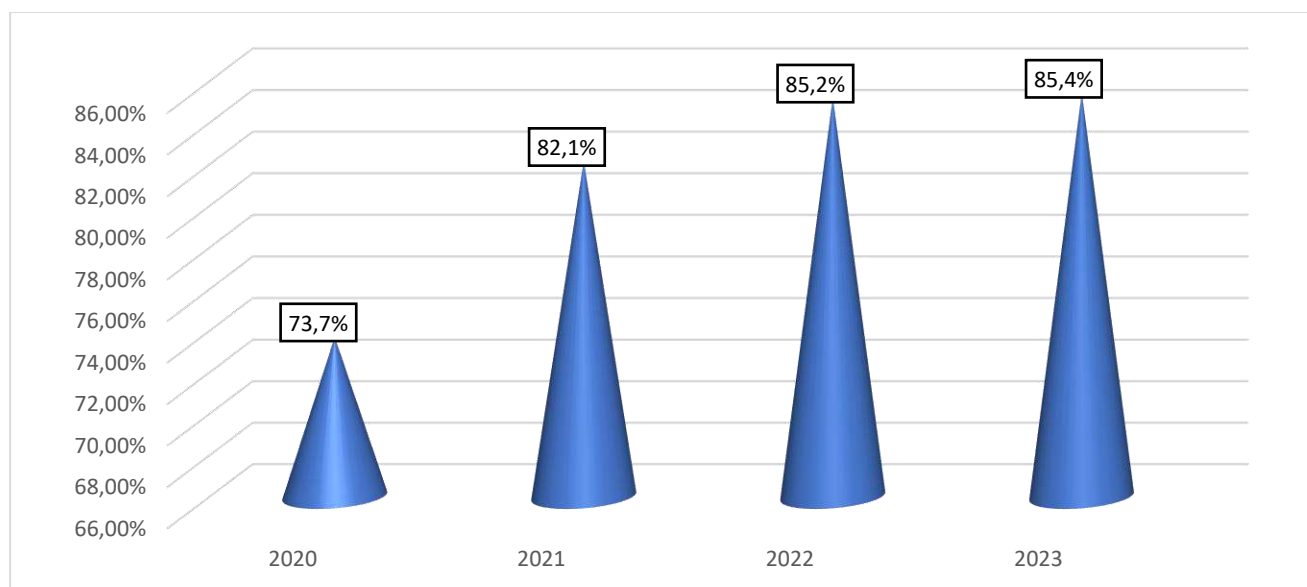
La régression constatée dans cette mission est due à la baisse du taux de réalisation du Ministère des Eaux et Forêts (-13,7) et de celui du Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité (-24,0%).

Figure 12 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 9 « Environnement, Cadre de Vie et Protection de la Nature »



Source : RAP 2023 des ministères de la mission 9

Figure 13 : Evolution du taux moyen de réalisation des cibles des 9 missions de 2020 à 2023



Source : RAP

L'analyse de la réalisation des indicateurs des sections par mission relève que le taux moyen de réalisation des cibles pour les neuf (09) missions est passé de 73,7% en 2020 à 82,1% en 2021, à 85,2% en 2022 pour s'établir à 85,4% en 2023. Cette évolution est due principalement à la croissance du taux de réalisation des cibles du Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique (41,7%) et du Ministère de l'Equipeement et de l'Entretien Routier (17,9%).

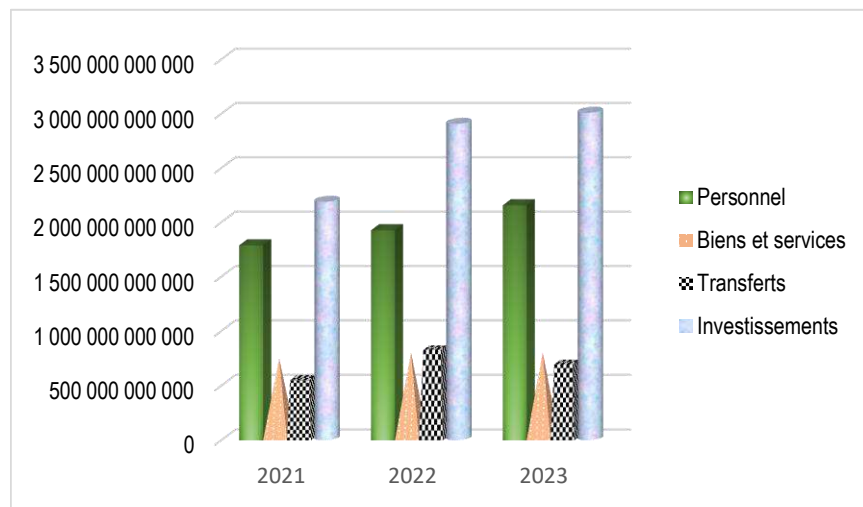
II.3. Financement global des programmes supports et opérationnels

Tableau 3 : Financement global des programmes supports et opérationnels

	BUDGET VOTE	COLLECTIFS	BUDGET ACTUEL (a)	MANDAT ORDONNANCÉ (b)	TAUX D'EXECUTION (c) = (b)/(a)
Personnel	2 157 278 621 180	2 162 116 059 850	2 157 449 693 860	2 157 269 517 277	100,0%
Biens et Services	613 962 958 800	623 841 773 368	778 844 497 415	774 250 159 665	99,4%
Transferts	565 952 389 927	624 248 094 062	688 977 702 280	688 799 690 784	100,0%
Investissements	2 242 618 009 350	2 647 812 590 255	3 009 024 962 172	2 573 773 937 429	85,5%
Total	5 579 811 979 257	6 058 018 517 535	6 634 296 855 727	6 194 093 305 155	93,4%

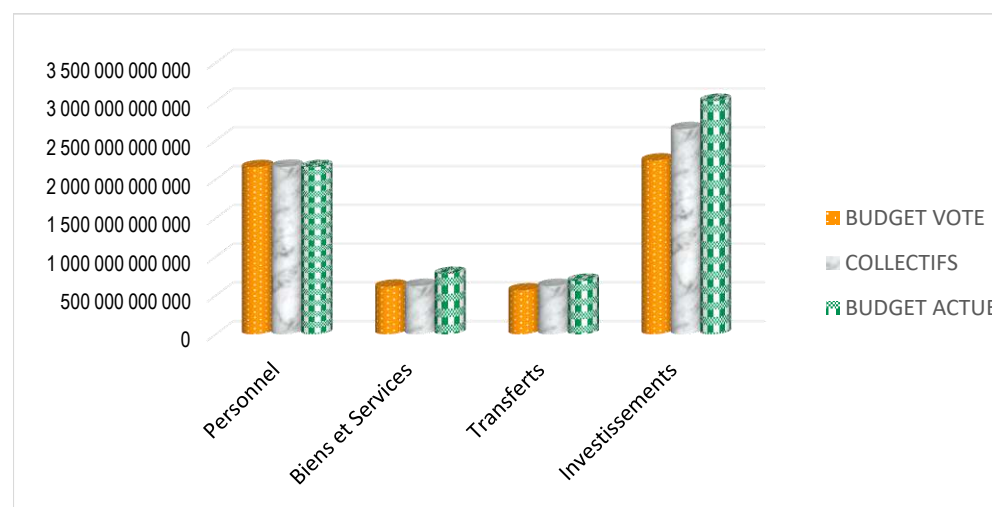
Source : DGBF

Figure 14 : Evolution du budget global par nature de dépenses de 2021 à 2023



Source : DGBF

Figure 15 : Financement global des ministères par nature de dépenses en 2023



Source : DGBF

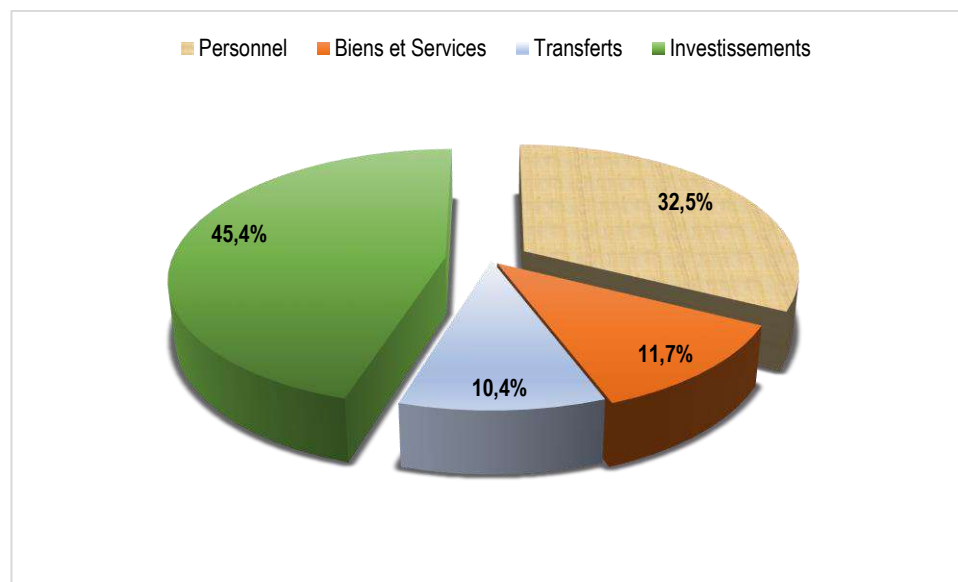
De 2021 à 2023, le niveau des crédits des quatre (4) natures de dépenses des programmes a connu une hausse de 26,4%.

Le budget voté alloué en 2023 aux programmes s'élevait à 5.579.811.979.257 FCFA. Suite au collectif budgétaire intervenu en cours d'année, ce montant est passé à 6.058.018.517.535 FCFA contre 5.668.316.809.110 FCFA en 2022 et 4.736.822.193.387 FCFA en 2021.

Divers actes modificatifs intervenus en cours d'exercice ont porté le budget actuel des programmes à 6.634.296.855.727 FCFA contre 6.433.276.364.481 FCFA en 2022 et 5.249.156.717.833 FCFA en 2021.

En 2023, sur les quatre natures de dépenses, les dépenses d'investissement ont connu la plus forte augmentation, passant d'un budget initial de 2.242.618.009.350 FCFA à un budget actuel de 3.009.024.962.172 FCFA, soit 34,2%. Les dépenses de biens et services ont évolué de 26,9% passant de 613.962.958.800 FCFA à 778.844.497.415 FCFA. Les dépenses de transferts ont évolué de 21,7% passant de 565.952.389.927 FCFA à 688.977.702.280 FCFA. Quant aux dépenses de personnel, elles sont restées quasiment stables.

Figure 16 : Répartition du budget global par nature de dépenses

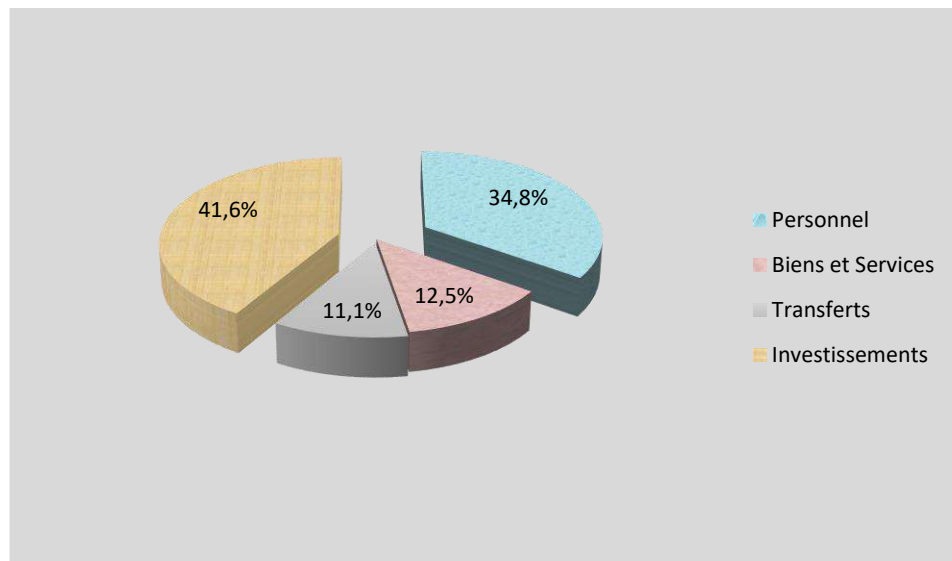


Source : DGBF

En 2023, le budget global des programmes a connu une hausse de **18,9%** en passant d'un budget voté de **5.579.811.979.257 FCFA** à un budget actuel de **6.634.296.855.727 FCFA** dont :

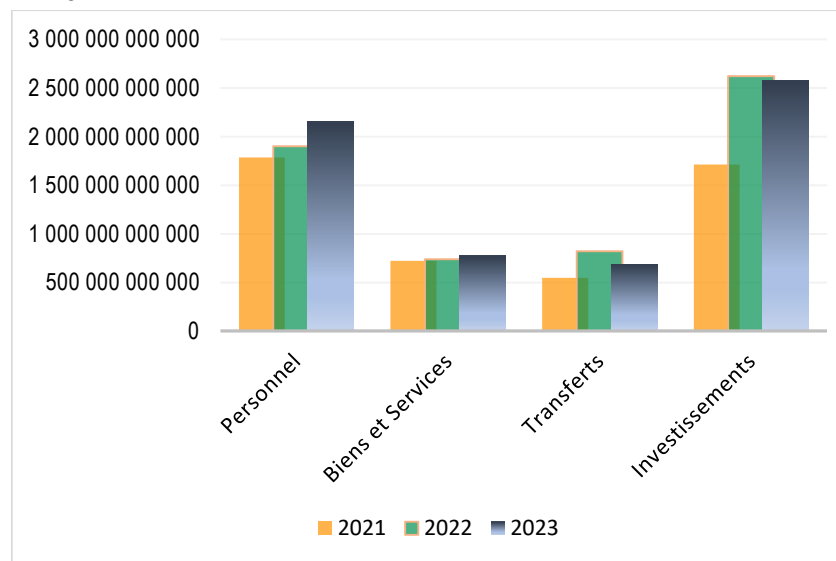
- 2.157.449.693.860 FCFA pour le Personnel, soit 32,5%;
- 778.844.497.415 FCFA pour les Biens et Services, soit 11,7%;
- 688.977.702.280 FCFA pour les Transferts, soit 10,4%;
- 3.009.024.962.172 FCFA pour les Investissements, soit 45,4%.

Figure 17 : Répartition des mandats ordonnancés des programmes par nature de dépenses



Source : DGBF

Figure 18 : Evolution des mandats ordonnancés par nature de dépenses



Source : DGBF

D'un montant de 6.080.506.191.908 FCFA en 2022, les mandats ordonnancés ont globalement connu une hausse de 29,9% en 2023, les faisant passer à 6.194.093.305.155 FCFA.

Les taux d'exécution par nature de dépenses de 2021 à 2023 se présentent comme suit :

- 34,8% pour le Personnel contre 31,2% en 2022 et 37,4% en 2021 ;
- 12,5% pour les Biens et Services contre 12,2% en 2022 et 15,2% en 2021 ;
- 11,1% pour les Transferts contre 13,5% en 2022 et 11,5% en 2021 ;
- 41,6% pour les Investissements contre 43,1% en 2022 et 35,9% en 2021.

Figure 19 : Niveau de réalisation du budget des programmes à l'intérieur des natures de dépenses

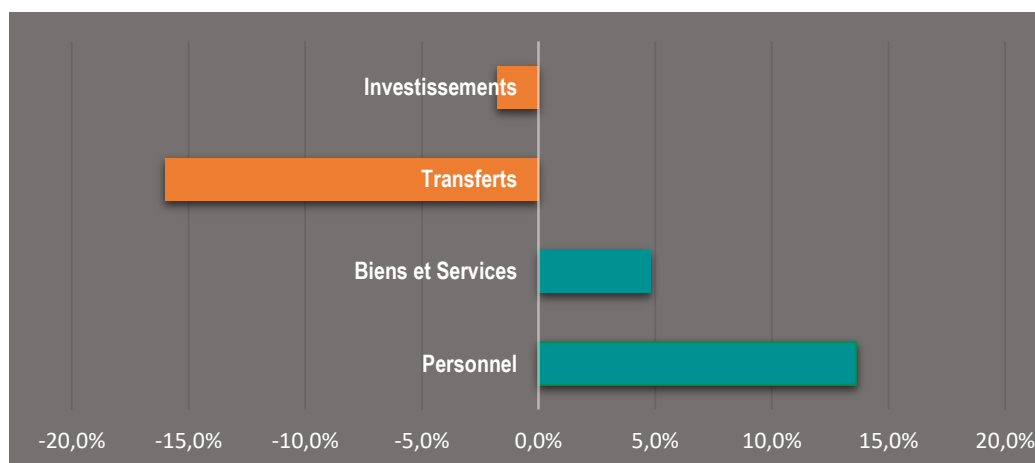
La réalisation globale en 2023 est de 93,4% et le niveau des mandats ordonnancés, à l'intérieur de chaque nature de dépenses, se présente de la manière suivante :

- 100% pour le Personnel contre 98,6% en 2022 et 99,8% en 2021, soit une hausse de 20,8% entre 2023 et 2021;
- 99,4% pour les Biens et Services contre 95,0% en 2022 et 99,8% en 2021, soit une baisse de 7,0% entre 2023 et 2021 ;
- 100% pour les Transferts contre 99,9% en 2022 et 99,9% en 2021 , soit une hausse de 26,1% entre 2023 et 2021;
- 85,5% pour les Investissements contre 90,2% en 2022 et 78,2% en 2021, soit une hausse de 50,3% entre 2023 et 2021.



Source : DGBF

Figure 20 : Taux d'accroissement des réalisations du budget des programmes à l'intérieur des natures de dépenses entre 2022 et 2023



Source : DGBF

Entre 2022 et 2023, il est constaté une baisse des niveaux de réalisation des dépenses de transferts et d'investissement respectivement de 16,0% et 1,8%.

Les dépenses de personnel et de biens et services ont connu des hausses respectives de 13,6% et de 4,8% entre 2022 et 2023.

III. Analyse des Comptes Spéciaux du Trésor

Au titre de la programmation 2023-2025, les Comptes Spéciaux du Trésor ont été présentés uniquement à travers leurs crédits budgétaires. Cette situation a conduit à la non prise en compte des CST dans les Rapports Annuels de Performance (RAP).

Toutefois, les projets de cadre de performance des programmes CST ont été produits dans le cadre de l'élaboration des projets de Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses-Projets Annuels de Performance (DPPD-PAP) 2025-2027.

Les trente-trois (33) Comptes d'Affectation Spéciale sont repartis entre 13 sections budgétaires et leur analyse porte essentiellement sur des affectations de fonds aux Etablissements Publics Nationaux, aux Collectivités Territoriales, aux Sociétés d'Etat, etc.

Le budget actuel, en 2023, au titre des Comptes Spéciaux du Trésor est de 1.057.575.372.910 FCFA. Leur liste complète se présente comme suit :

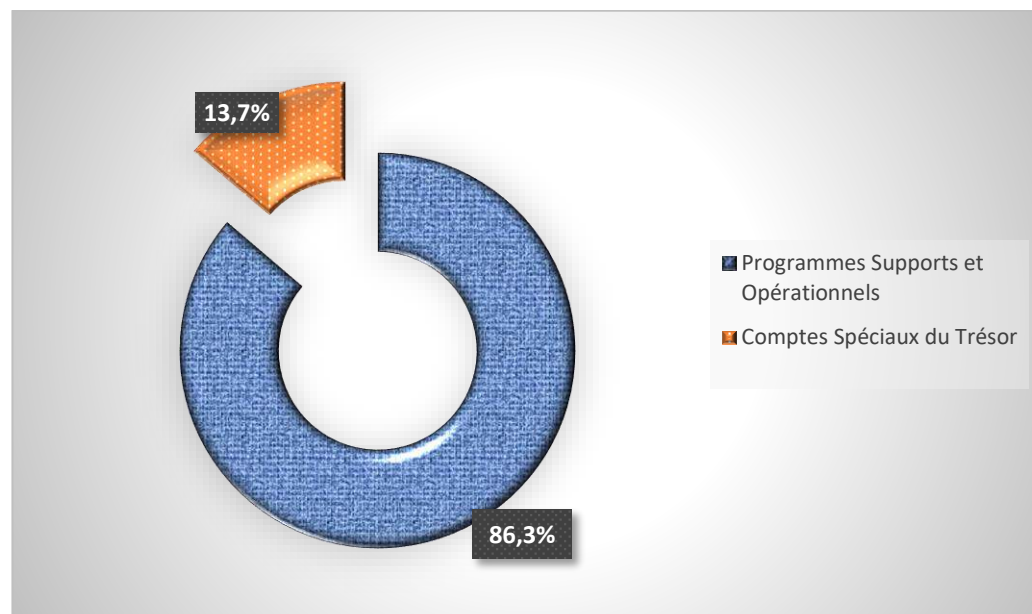
Tableau 4 : Liste des CST du budget de l'Etat pour l'exercice budgétaire 2023

N° d'ordre	Libellés des Comptes Spéciaux du Trésor	Sections
1	Transférer les recettes affectées aux Fonds Interprofessionnels pour la Recherche et le Conseil Agricole (FIRCA)	Ministère d'État, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
2	Transférer les recettes affectées au Fonds d'Investissement Agricole (2QC)	
3	Soutenir le secteur anacarde (Parafiscalité anacarde)	
4	Transférer les recettes affectées au secteur café cacao	
5	Transférer les recettes affectées au fonds d'investissement en milieu rural (FIMR)	Ministère des Finances et du Budget
6	Transférer la taxe spéciale	
7	Transférer les recettes affectées pour le contrôle des Marchandises à l'Importation	
8	Transférer les prélèvements communautaires UEMOA-CEDEAO (PCS-PCC)	
9	Transférer la taxe à l'importation de l'Union Africaine (UA)	Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité
10	Transférer les recettes affectées aux Collectivités Territoriales	
11	Transférer les recettes affectées au Fonds d'Entretien Routier (FER)	Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier
12	Apporter un appui à la formation professionnelle (FDFP)	Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage
13	Renforcer la lutte contre le tabac, l'alcoolisme et autres addictions / Fonds National de lutte contre le SIDA (FNLS)	Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle
14	Renforcer la lutte contre le tabac, l'alcoolisme et autres addictions / Programme National de Lutte contre le Tabagisme, l'Alcoolisme et les autres Addictions (PNLTAT)	

N° d'ordre	Libellés des Comptes Spéciaux du Trésor	Sections
15	Transférer la Taxe pour le Développement des nouvelles technologies en zones rurales (ANSUT)	Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique
16	Soutenir l'activité de régulation du secteur des télécommunications	
17	Transférer la redevance RTI	
18	Transférer la taxe de Publicité à l'Agence de Soutien et de Développement des Médias (ASDM)	
19	Transférer la redevance Société Ivoirienne de Télédiffusion	
20	Transférer la Taxe pour la Préservation et le Développement Forestier au Fonds Forestier National	Ministère des Eaux et Forêts
21	Transférer la taxe pour la Promotion de la culture (Fonds de la Culture)	Ministère de la Culture et de la Francophonie
22	Transférer la TVA affectée au secteur électricité	Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie
23	Transférer la TSU-SIR à la SIR	
24	Transférer les taxes ad valorem	
25	Transférer les ressources de la péréquation produit à la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR)	
26	Transférer les ressources de la péréquation transport à la Société d'Etudes et de Gestion en Hydrocarbures (SEGH)	
27	Transférer la Taxe d'Embarquement sur les Titres de Transports Aériens pour la Promotion du tourisme en Côte d'Ivoire (CI Tourisme)	Ministère du Tourisme et des Loisirs
28	Transférer la Taxe pour le Développement du Tourisme au Fonds de Développement Touristique	
29	Transférer les Taxes d'enlèvement des ordures ménagères/ANAGED	Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité
30	Transférer les recettes affectées au financement de la Salubrité Urbaine/ANAGED	
31	Transférer les taxes sur les sacs et sachets en matière plastique (TSSMP) à l'ANAGED	
32	Transférer les recettes affectées au FNAD pour le financement de l'assainissement et le drainage	
33	Transférer la taxe sur le tabac pour le développement du sport (Fédérations sportives)	Ministère délégué auprès du Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, chargé des Sports et du Cadre de Vie

Source : DGBF

Figure 21 : Répartition du budget entre les programmes « supports et opérationnels » et les CST

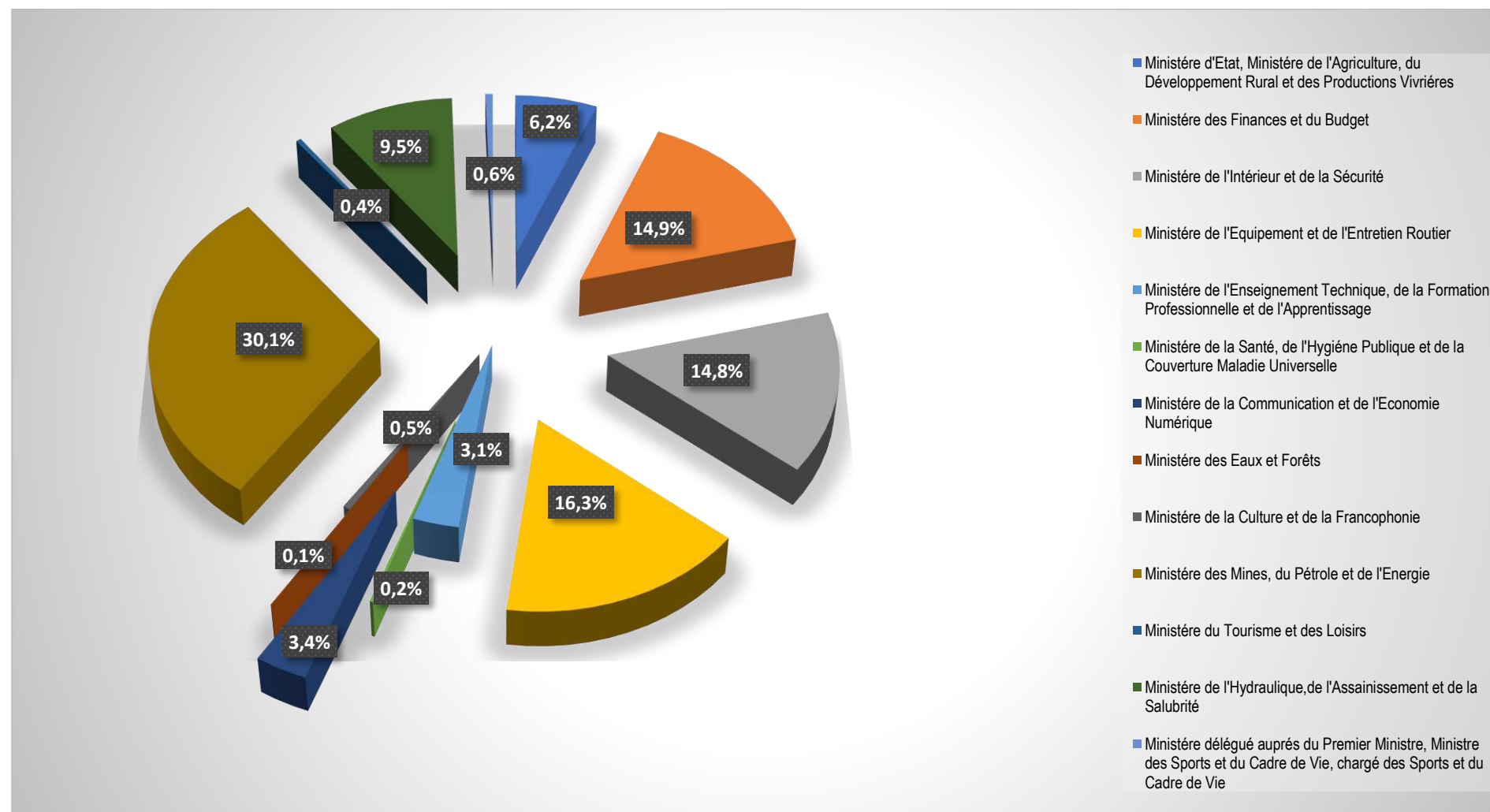


Source : DGBF

En 2023, le budget global des programmes y compris les CST s'élève à 7.691.872.228.637 FCFA. Il est reparti comme suit :

- 6.634.296.855.727 FCFA pour les programmes supports et opérationnels, soit 86,3% contre 89,7% en 2022 et 87,1% en 2021 ;
- 1.057.575.372.910 FCFA pour les Comptes Spéciaux du Trésor, soit 13,7% contre 10,3% en 2022 et 12,9% en 2021.

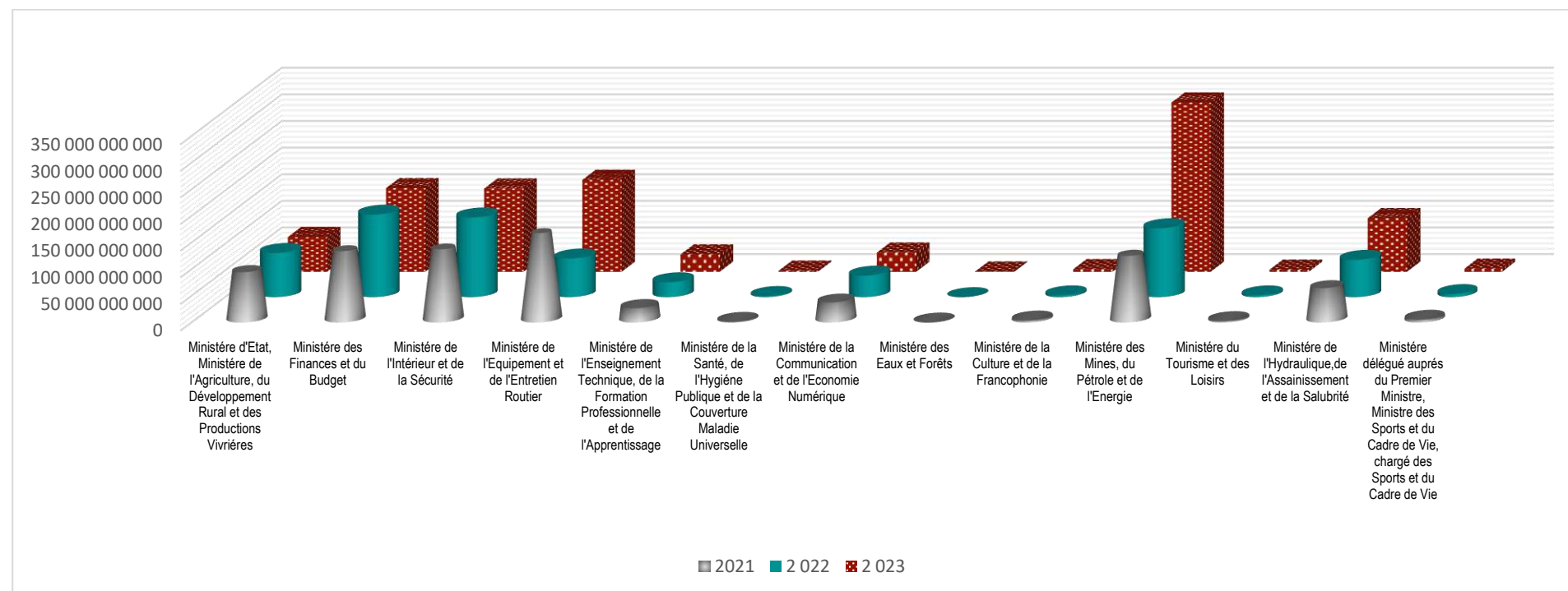
Figure 22 : Répartition du budget des CST par ministère



Source : DGBF

Les CST des Ministères des Mines, du Pétrole et de l'Energie, de l'Equiptement et de l'Entretien Routier, de l'Intérieur et de la Sécurité, des Finances et du Budget, de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité représentent 85,6% du volume global du budget des CST.

Figure 23 : Evolution du budget des CST de 2021 à 2023



Source : DGBF

Pour l'année 2023, le montant voté au titre des Comptes Spéciaux du Trésor est de 967.513.053.450 FCFA. A l'issue d'ajustements budgétaires, ce montant est passé à 1.057.575.372.910 FCFA au budget actuel contre 742.322.430.227 FCFA en 2022 et 779.642.929.136 FCFA en 2021, soit une hausse de 35,6% de 2021 à 2023.

Comparativement à 2022, la quasi-totalité des CST des ministères a connu une hausse des crédits de 42,5% en 2023.

L'année 2023, a enregistré la création de cinq (5) nouveaux CST. Il s'agit de :

- Transférer la Taxe pour la Préservation et le Développement Forestier au Fonds Forestier National ;
- Transférer les ressources de la péréquation produit à la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) ;
- Transférer les ressources de la péréquation transport à la Société d'Etudes et de Gestion en Hydrocarbures (SEGH) ;
- Transférer les taxes sur les sacs et sachets en matière plastique (TSSMP) à l'ANAGED ;
- Transférer les taxes ad valorem.

CONCLUSION

Le Rapport Général sur la Performance (RGP) 2023 a été élaboré à partir des RAP produits par les ministères. L'ensemble des indicateurs des RAP des ministères disposaient de cibles prédéfinies. La complétude des tableaux et la qualité des RAP confirment l'appropriation de l'orthodoxie du budget-programmes par les ministères.

Le RGP 2023 a permis de faire la synthèse de la performance des ministères sur la base de 1009 indicateurs de performance retenus. Cette synthèse fait ressortir un taux moyen de réalisation de 85,4% contre 85,2% en 2022, 82,1% en 2021 et 73,7% en 2020.

Les résultats enregistrés traduisent l'engagement du Gouvernement à accorder une importance au bien-être des populations à travers la mise en œuvre efficace et efficiente des politiques publiques.

En rendant compte des actions du Gouvernement, les gestionnaires de crédits respectent les principes de la gestion en mode budget-programmes énoncés dans les différentes lois organiques relatives aux Lois de Finances et portant Code de Transparence dans la gestion des finances publiques.

Toutefois, en vue de renforcer la culture de la redevabilité dans l'administration publique, des défis restent à relever. Ces défis se rapportent notamment à la poursuite du renforcement des capacités des acteurs, à la sensibilisation au renforcement du système statistique, au renforcement de l'appui aux ministères dans l'élaboration des documents budgétaires, à l'implémentation du contrôle interne budgétaire et du contrôle de gestion dans l'administration publique et à l'élaboration des cadres de performance des Comptes Spéciaux du Trésor.

ANNEXES

Annexe 1 : Architecture programmatique détaillée

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	ACTIONS
1-Pouvoirs publics, Organes de Souveraineté et Gouvernance	Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation en matière de politique extérieure
		Action 1.2 : Planification, suivi et évaluation
		Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
		Action 1.4 : Information et communication
		Action 1.5 : Gestion des conférences internationales, des bourses, des formations et stages professionnels et de la délivrance des passeports officiels
		Action 1.6 : Intensification des missions de prospections économique et commerciale au profit de la Côte d'Ivoire
	Programme 2 : Relation bilatérale	
	Programme 3 : Relation multilatérale	Action 2.1 : Renforcement de la coordination des initiatives en matière de relation bilatérale
		Action 2.2 : Promotion et suivi des relations bilatérales
	Programme 4 : Protocole d'État, Affaires Juridiques et Consulaires	Action 3.1 : Coordination des initiatives en matière de relation multilatérale
		Action 3.2 : Suivi de la relation multilatérale
		Action 4.1 : Coordination de la mise en œuvre des initiatives en matière du Protocole d'État, des Affaires Juridiques et Consulaires
	Programme 5 : Politiques d'Intégration	Action 4.2 : Protection des réfugiés et apatrides
		Action 4.3 : Gestion des affaires juridique, consulaire et de l'Etat civil
		Action 5.1 : Libre circulation et intégration monétaire
2-Défense, Sécurité et Justice	Programme 6: Diaspora	Action 5.2 : Infrastructures et politiques communautaires de développement durable
		Action 5.3 : Coordination et promotion des politiques d'intégration africaine
		Action 6.1 : Assistance aux ivoiriens de la diaspora et lutte contre l'immigration clandestine
		Action 6.2 : Contribution de la diaspora au développement économique
2-Défense, Sécurité et Justice	Ministère d'État, Ministère de la Défense	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
		Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
		Action 1.3 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.4 : Gestion des systèmes d'information et de communication
	Programme 2 : Défense	Action 2.1 : Renforcement des capacités opérationnelles des armées et des forces spéciales
		Action 2.2 : Amélioration des conditions de vie, de travail et la sécurité sociale du militaire
		Action 2.3 : Participation à la sécurité régionale et internationale
	Programme 3 : Sécurité	Action 3.1 : Renforcement des capacités opérationnelles de la gendarmerie nationale
		Action 3.2 : Amélioration des conditions de vie, de travail et la sécurité sociale du gendarme
		Action 3.3 : Participation à la sécurité régionale et internationale

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	ACTIONS
2-Défense, Sécurité et Justice	Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
		Action 1.2 : Planification, suivi et évaluation
		Action 1.3 : Gestion des ressources matérielles et financières du ministère
		Action 1.4 : Information et communication
	Programme 2 : Sécurité Intérieure	Action 2.1 : Recrutement, formation et gestion du personnel de Police
		Action 2.2 : Amélioration des conditions de santé des fonctionnaires de Police
		Action 2.3 : Sécurité et protection des personnes et des biens
		Action 2.4 : Construction, réhabilitation, et équipement des infrastructures de la Police Nationale
	Programme 3 : Décentralisation	Action 3.1 : Renforcement du cadre institutionnel du processus de décentralisation
		Action 3.2 : Renforcement des capacités des structures de tutelle des collectivités territoriales
		Action 3.3 : Coordination des services des districts autonomes
		Action 3.4 : Coordination des services des régions
		Action 3.5 : Coordination des services des communes
		Action 3.6 : Coordination du développement des services généraux dans les districts autonomes
		Action 3.7 : Coordination du développement des services généraux dans les régions
		Action 3.8 : Coordination du développement des services généraux dans les communes
		Action 3.9 : Coordination du développement de l'ordre et de la sécurité dans les régions
		Action 3.10 : Coordination du développement de l'ordre et de la sécurité dans les communes
		Action 3.11 : Coordination du développement des affaires économiques dans les districts autonomes
		Action 3.12 : Coordination du développement des affaires économiques dans les régions
		Action 3.13 : Coordination du développement des affaires économiques dans les communes
		Action 3.14 : Coordination du développement de la protection de l'environnement dans les districts autonomes
		Action 3.15 : Coordination du développement de la protection de l'environnement dans les régions
		Action 3.16 : Coordination du développement de la protection de l'environnement dans les communes
		Action 3.17 : Coordination du développement des logements et équipements collectifs dans les districts autonomes
		Action 3.18 : Coordination du développement des logements et équipements collectifs dans les régions
		Action 3.19 : Coordination du développement des logements et équipements collectifs dans les communes
		Action 3.20 : Coordination du développement de la santé dans les districts autonomes
		Action 3.21 : Coordination du développement de la santé dans les régions
		Action 3.22 : Coordination du développement de la santé dans les communes
		Action 3.23 : Coordination du développement des loisirs, culture et culte dans les districts autonomes
		Action 3.24 : Coordination du développement des loisirs, culture et culte dans les régions
		Action 3.25 : Coordination du développement des loisirs, culture et culte dans les communes
		Action 3.26 : Coordination du développement de l'enseignement dans les districts autonomes
		Action 3.27 : Coordination du développement de l'enseignement dans les régions

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	ACTIONS
2-Défense, Sécurité et Justice	Programme 3 : Décentralisation (suite)	Action 3.28 : Coordination du développement de l'enseignement dans les communes
		Action 3.29 : Coordination du développement de la protection sociale dans les districts autonomes
		Action 3.30 : Coordination du développement de la protection sociale dans les régions
		Action 3.31 : Coordination du développement de la protection sociale dans les communes
		Action 3.32 : Appui pour le développement des collectivités
	Programme 4 : Administration territoriale et identification	Action 4.1 : Renforcement et amélioration de l'offre de service de l'Administration du Territoire
		Action 4.2 : Modernisation du processus d'identification des populations
		Action 4.3 : Renforcement de l'encadrement de la vie culturelle et promotion de la laïcité de l'État
	Programme 5 : Protection civile	Action 5.1 : Renforcement de la protection civile
		Action 5.2 : Information et sensibilisation
	Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
		Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
		Action 1.3 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.4 : Formation, documentation, gestion des systèmes d'informations et de communication
	Programme 2 : Juridictions	Action 2.1 : Renforcement de l'assistance judiciaire, réalisation et mise en œuvre de la carte judiciaire
		Action 2.2 : Optimisation des conditions d'application de la législation en matière civile et pénale
		Action 2.3 : Renforcement de la coopération intersectorielle dans le domaine de la protection de la jeunesse et de l'enfance
		Action 2.4 : Gestion de la formation et de la documentation
	Programme 3 : Établissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs	Action 3.1 : Coordination et suivi de l'exécution des décisions privatives de liberté et amélioration des conditions et du cadre de vie des gardes pénitentiaires et des détenus
		Action 3.2 : Exécution du volet correctionnel des détenus et renforcement des structures d'apprentissage
	Programme 4 : Droits de l'homme	Action 4.1 : Promotion des Droits de l'Homme
		Action 4.2 : Suivi et protection des droits de l'homme
3-Administration Générale et Développement Économique	Ministère d'Etat, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
		Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
		Action 1.3 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.4 : Gestion du système d'information et de communication
	Programme 2 : Fonction Publique	Action 2.1 : Amélioration du système de recrutement des fonctionnaires et agents de l'Etat
		Action 2.2 : Formation et perfectionnement des cadres de l'administration publique et agents de l'Etat

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	ACTIONS
3-Administration Générale et Développement Économique	Programme 3 : Modernisation de l'Administration	Action 3.1 : Développement de l'e-administration
		Action 3.2 : Renforcement de la politique de modernisation de l'administration
		Action 3.3 : Rationalisation de la création, de l'organisation des services de l'administration centrale et simplification des procédures administratives
		Action 3.4 : Mise en place d'un système de management de la qualité (SMQ) dans les administrations publiques et parapubliques
	Ministère de l'Économie, du Plan et du Développement	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
		Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
		Action 1.3 : Information et communication
	Programme 2 : Gestion macroéconomique et politique économique et financière	Action 2.1 : Pilotage des politiques économiques et financières
		Action 2.2 : Soutien au développement du secteur privé et contribution à l'orientation des politiques économiques
		Action 2.3 : Promotion et coopération économiques internationales
		Action 2.4 : Contribution au renforcement de l'intégration économique régionale
		Action 2.5 : Coordination des activités du programme
		Action 2.6 : Gestion efficiente des ressources du programme
	Programme 3 : Prospective, planification, programmation, suivi et évaluation	Action 3.1 : Pérennisation des réflexions prospectives
		Action 3.2 : Réalisation de la planification stratégique
		Action 3.3 : Programmation des investissements publics
		Action 3.4 : Réalisation du suivi, de l'évaluation et du contrôle des actions de l'État
	Programme 4 : Aménagement du territoire, développement régional et local	Action 4.1 : Mise en place des outils d'aménagement du territoire
		Action 4.2 : Appui à la mise en œuvre de la politique nationale de l'aménagement du territoire
		Action 4.3 : Soutien à la mise en œuvre des politiques de développement régional et local
	Programme 5 : Coordination de l'aide, population et productions statistiques	Action 5.1 : Gestion de l'aide et du partenariat
		Action 5.2 : Gestion de la politique nationale de la population avec les acteurs nationaux et internationaux
		Action 5.3 : Gestion des statistiques
	Ministère du Patrimoine, du Portefeuille de l'État et des Entreprises Publiques	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
		Action 1.2 : Information et communication
		Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Programme 2 : Portefeuille de l'État	Action 2.1 : Coordination des activités et optimisation du système d'information de la DGPE
		Action 2.2 : Gestion active du portefeuille de l'État
		Action 2.3 : Mise en place des systèmes de contrôle efficaces des entreprises publiques

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	ACTIONS
3-Administration Générale et Développement Économique	Ministère des Finances et du Budget	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
		Action 1.2 : Information et communication
		Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
		Action 1.4 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.5 : Gestion des contentieux de l'État
		Action 1.6 : Contrôle de l'exécution du budget
	Programme 2 : Trésor et Comptabilité Publique	Action 2.1 : Coordination des activités du Programme
		Action 2.2 : Mobilisation des recettes publiques
		Action 2.3 : Gestion de l'endettement et des dons
		Action 2.4 : Optimisation de la gestion de la trésorerie et des dépôts
		Action 2.5 : Exécution efficace des dépenses publiques
		Action 2.6 : Réglementation et suivi de la comptabilité publique
		Action 2.7 : Réglementation et surveillance du secteur financier et des relations financières avec l'Étranger
		Action 2.8 : Réalisation des études, collecte et production des données statistiques économiques et financières
		Action 2.9 : Gestion efficiente des ressources du programme
	Programme 3 : Douanes	Action 3.1 : Pilotage, suivi et évaluation de l'administration douanière
		Action 3.2 : Gestion des ressources informatiques
		Action 3.3 : Contrôle des opérations douanières et gestion des contentieux
		Action 3.4 : Emission, recouvrement et comptabilisation des recettes douanières
	Programme 4 : Impôts	Action 4.1 : Pilotage de l'administration fiscale et appui aux services
		Action 4.2 : Établissement de l'assiette de l'impôt
		Action 4.3 : Contrôle de l'impôt
		Action 4.4 : Recouvrement et comptabilisation des recettes
		Action 4.5 : Cadastre et gestion de la propriété foncière
	Programme 5 : Budget	Action 5.1 : Coordination et animation de l'administration budgétaire
		Action 5.2 : Préparation, élaboration, suivi et contrôle de l'exécution des lois de finances de l'année
		Action 5.3 : Contrôle des opérations budgétaires de l'État, des établissements publics nationaux et des collectivités décentralisées
		Action 5.4 : Communication, qualité du service et gestion des ressources humaines et matérielles
		Action 5.5 : Gestion des systèmes d'information budgétaires
	Programme 6 : Marchés Publics	Action 6.1 : Pilotage de l'administration des Marchés Publics
		Action 6.2 : Qualité du service et gestion des ressources humaines et matérielles
		Action 6.3 : Gestion de la formation, de la communication et des systèmes d'information des Marchés Publics
		Action 6.4 : Réglementation, contrôle, suivi et évaluation des opérations des Marchés Publics
	Programme 7 : Gestion des Financements	Action 7.1 : Coordination des activités
		Action 7.2 : Négociation et Mobilisation des financements
		Action 7.3 : Optimisation de la gestion des financements et de la Dette
		Action 7.4 : Planification, études et production des données statistiques
		Action 7.5 : Gestion efficiente des ressources

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	ACTIONS
3-Administration Générale et Développement Économique	Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance et de la Lutte Contre la Corruption	
	Programme 1: Administration générale	Action 1.1 : Coordination et animation
		Action 1.2 : Gestion des ressources humaines financières et matérielles
		Action 1.3 : Information et communication
		Action 1.4 : Etudes, Planification, Suivi, Evaluation des activités du Ministère
	Programme 2 : Renforcement des capacités	Action 2.1 : Renforcement des capacités
		Action 2.2 : Animation et coordination des actions de renforcement des capacités
		Action 2.3 : Valorisation et promotion du capital humain en vue de la transformation économique et sociale
	Programme 3 : Promotion de la Bonne Gouvernance et Lutte contre la Corruption	Action 3.1 : Communication, formation et sensibilisation sur la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption
		Action 3.2 : Lutte contre la corruption
		Action 3.3 : Promotion de la bonne gouvernance
4-Enseignement Formation et Recherche	Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
		Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.3 : Information et communication
		Action 1.4 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
	Programme 2 : Enseignement préscolaire et primaire	Action 2.1 : Gestion des écoles préscolaires et primaires
		Action 2.2 : Suivi pédagogique, contrôle et évaluation du préscolaire et du primaire
		Action 2.3 : Formation initiale des enseignants du préscolaire et du primaire
		Action 2.4 : Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du préscolaire et du primaire
	Programme 3 : Enseignement secondaire général	Action 3.1 : Gestion des établissements du secondaire général du premier et du second cycle
		Action 3.2 : Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du secondaire général et technique
	Programme 4 : Alphabétisation et Éducation non formelle	Action 4.1 : Gestion de l'alphabétisation
	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et Animation
		Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
		Action 1.3 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.4 : Gestion des systèmes d'information et de communication
		Action 1.5 : Développement de la démarche qualité du système d'ESRS

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	ACTIONS
4-Enseignement Formation et Recherche	Programme 2 : Enseignement supérieur	Action 2.1 : Gestion des universités et des grandes écoles
		Action 2.2 : Amélioration de l'insertion professionnelle des diplômés
		Action 2.3 : Réhabilitation et équipement des infrastructures des universités et grandes écoles publiques
		Action 2.4 : Construction, extension et équipement des infrastructures des universités et grandes écoles publiques
	Programme 3 : Œuvres universitaires et vie estudiantine	Action 3.1 : Gestion des œuvres universitaires
		Action 3.2 : Pacification de l'environnement universitaire
		Action 3.3 : Réhabilitation et équipement des infrastructures des œuvres universitaires
	Programme 4 : Recherche scientifique et innovation	Action 4.1 : Gestion des centres et instituts de recherche et l'innovation
		Action 4.2 : Réhabilitation et équipement des infrastructures des centres et instituts de recherche
		Action 4.3 : Construction, extension et équipement des infrastructures des centres et instituts de recherche
	Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
		Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
		Action 1.3 : Information et communication
		Action 1.4 : Planification, programmation et suivi-évaluation
	Programme 2 : Formation professionnelle	Action 2.1 : Modernisation de la formation professionnelle initiale et continue
		Action 2.2 : Construction, réhabilitation et équipement des structures de formation professionnelle
		Action 2.3 : Développement de la formation professionnelle qualifiante et de l'apprentissage
	Programme 3 : Enseignement secondaire technique	Action 3.1 : Gestion des établissements du secondaire technique
5-Santé et Actions Sociales	Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
		Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.3 : Information et communication
		Action 1.4 : Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières
	Programme 2 : Promotion de la Femme et du genre	Action 2.1 : Renforcement des capacités techniques et du dispositif juridique de promotion du genre
		Action 2.2 : Développement des approches de lutte contre les VBG
		Action 2.3 : développement des stratégies d'éducation et de formation à l'endroit des femmes et des jeunes filles en milieux urbain et rural

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	ACTIONS
5-Santé et Actions Sociales	Programme 3 : Promotion et consolidation de la Famille	Action 3.1 : Promotion des conditions de bien-être familial
		Action 3.2 : Renforcement du cadre réglementaire et institutionnel de protection des familles
	Programme 4 : Protection des enfants et des adolescents vulnérables	Action 4.1 : Amélioration du dispositif de prise en charge des enfants et adolescents vulnérables
		Action 4.2 : Renforcement de la lutte contre la traite, l'exploitation et les violences faites aux enfants
	Programme 5 : Autonomisation des femmes	Action 5.1 : Développement des stratégies d'éducation et de formation à l'endroit des femmes et des jeunes filles en milieux urbain et rural
		Action 5.2 : Renforcement des capacités des femmes et jeunes filles en entrepreneuriat
		Action 5.3 : Appui aux projets d'entrepreneuriat des femmes
	Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
		Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
		Action 1.4 : Gestion des systèmes d'information et de communication
	Programme 2 : Emploi	Action 2.1: Conception et suivi de la Politique d'Emploi
		Action 2.2 : Elaboration et suivi-évaluation des projets et programmes d'emploi
		Action 2.3 : Insertion socio-économique et professionnelle des couches vulnérables
	Programme 3 : Travail	Action 3.1: Conception et suivi de la politique générale du Travail
		Action 3.2: Elaboration et suivi de la réglementation du travail
		Action 3.3: Dialogue social
		Action 3.4: Lutte contre le travail des enfants
	Programme 4 : Protection sociale	Action 4.1: Assistance des groupes vulnérables
		Action 4.2: Mise en œuvre de la sécurité sociale et mutualité
		Action 4.3: Formation des travailleurs sociaux
		Action 4.4: Conception et suivi de la politique générale de protection sociale
		Action 4.5: Protection des groupes vulnérables
		Action 4.6: Promotion de la sécurité sociale et mutualité
	Ministère de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
		Action 1.2 : Planification, programmation, suivi et évaluation
		Action 1.3 : Information et communication
		Action 1.4 : Gestion des Ressources humaines, matérielles et financières
		Action 1.5 : Renforcement des systèmes de contrôle, de gestion juridique, de gestion de la qualité et du genre

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	ACTIONS
5-Santé et Actions Sociales	Programme 2 : Solidarité et Action Humanitaire	Action 2.1 : Coordination et suivi des actions d'assistance aux personnes en détresses et sinistrées
		Action 2.2 : Assistance aux personnes en détresses et sinistrées
		Action 2.3 : Renforcement du mécanisme national de veille et d'alerte en matière de solidarité et de cohésion sociale
		Action 2.4 : Renforcement des mécanismes de coordination, d'assistance et du suivi des personnes victimes de traite et de trafic illicite des migrants
		Action 2.5 : Mise en place du cadre organique pour la mobilisation des acteurs en faveur de la solidarité
	Programme 3 : Lutte contre la pauvreté	Action 3.1 : Renforcement de la résilience des personnes en situation de vulnérabilité pour la réduction des inégalités sociales
		Action 3.2 : Renforcement de l'accès aux infrastructures sociales de base et de la mobilisation communautaire
		Action 3.3 : Opérationnalisation du Registre Social Unique (RSU)
	Ministère de la Réconciliation et de la Cohésion Nationale	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
		Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
		Action 1.3 : Gestion du système de planification, d'information, d'archivage et de communication
	Programme 2 : Réconciliation	Action 2.1 : Réconciliation
		Action 2.2 : Dialogue
		Action 2.3 : Réparation
		Action 2.4 : Promotion de la démocratie
	Programme 3 : Cohésion Nationale	Action 3.1 : Prévention et gestion des conflits
		Action 3.2 : Sécurité Humaine
		Action 3.3 : Unité nationale
	Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
		Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
		Action 1.4 : Information et de communication
	Programme 2 : Amélioration de l'offre et l'accessibilité aux soins	Action 2.1 : Réhabilitation, extension et équipement des infrastructures sanitaires
		Action 2.2 : Construction et équipement des infrastructures sanitaires
		Action 2.3 : Approvisionnement en médicaments et autres intrants stratégiques
		Action 2.4 : Prise en charge médicale et autres soutiens aux différents niveaux de la pyramide sanitaire
		Action 2.5 : Formation et renforcement des capacités des agents de santé
	Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie	Action 3.1 : Renforcement de la lutte contre le VIH, le paludisme et la tuberculose
		Action 3.2 : Renforcement de la lutte contre les autres maladies transmissibles et non transmissibles et les maladies tropicales négligées
		Action 3.3 : Prévention de la santé et l'hygiène publique et promotion des bonnes pratiques nutritionnelles
		Action 3.4 : Renforcement de la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et des jeunes

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	ACTIONS
6-Culture, Jeunesse, Sports et Loisirs	Ministère de la communication et Economie Numérique	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
		Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
		Action 1.3 : Gestion du système d'Information et communication
	Programme 2 : Communication et médias	Action 2.1 : Développement de la presse, de l'audiovisuel et de la communication publicitaire
		Action 2.2 : Formation et accès aux métiers de la presse et de l'audiovisuelle
		Action 2.3 : Régulation du secteur de la communication et des médias
	Programme 3 : Economie Numérique et Poste	Action 3.1 : Développement du secteur Économie Numérique
		Action 3.2 : Modernisation et développement du secteur Postal
	Ministère de la Culture et de la Francophonie	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
		Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
		Action 1.4 : Information et communication
	Programme 2 : Animation culturelle et industries culturelles et créatives	Action 2.1 : Soutien aux industries cinématographiques et audiovisuelles
		Action 2.2 : Promotion du livre et de la lecture publique
		Action 2.3 : Valorisation des arts visuels, de l'artisanat, du design, et des arts vivants
		Action 2.4 : Aménagement Culturel du territoire et promotion des expressions culturelles
	Programme 3 : Patrimoine culturel	Action 3.1 : Inventaire du patrimoine culturel national
		Action 3.2 : Conservation, valorisation et promotion de la politique du patrimoine culturel national
		Action 3.3 : Protection du patrimoine culturel et archéologique du patrimoine culturel national
	Programme 4 : Enseignement artistique et culturel	Action 4.1 : Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du secteur de l'enseignement artistique et culturel.
		Action 4.2 : Coordination de l'enseignement artistique et culturel
		Action 4.3 : Développement du système de formation artistique et culturelle
	Programme 5 : Francophonie	Action 51 : Promotion de la Francophonie
	Ministère du Tourisme et des Loisirs	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 11 : Coordination et animation
		Action 12 : Information et communication
		Action 13 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 14 : Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières
	Programme 2 : Tourisme	Action 2.1 : Suivi de la réglementation, contrôle de la qualité et de la sécurité dans le secteur
		Action 2.2 : Mobilisation de l'investissement privé dans le secteur
		Action 2.3 : Rénovation et construction de nouvelles infrastructures du secteur
		Action 2.4 : Promotion du tourisme récepteur et interne
	Programme 3 : Loisirs	Action 3.1 : Construction d'infrastructures de loisirs
		Action 3.2 : Elaboration d'un répertoire des jeux traditionnels
		Action 3.3 : Vulgarisation de la pratique des loisirs

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	ACTIONS
6-Culture, Jeunesse, Sports et Loisirs	Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination de la politique du secteur jeunesse
		Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
		Action 1.3 : Information et communication
		Action 1.4 : Planification, programmation, suivi-évaluation et documentation
	Programme 2 : Promotion de la jeunesse	Action 2.1 : Promotion de l'environnement associatif et du cadre d'expression des jeunes
		Action 2.2 : Amélioration de l'environnement socio-éducatif des jeunes
		Action 2.3 : Promotion des institutions socio-éducatives des jeunes
	Programme 3 : Emploi des jeunes	Action 3.1 : Amélioration de la gouvernance du secteur de l'emploi jeune
		Action 3.2 : Emploi et insertion socio-professionnels des jeunes
	Programme 4 : Service civique	Action 4.1 : Promotion de la culture civique et citoyenne
		Action 4.2 : Promotion du volontariat et du bénévolat
	Ministère Délégué auprès du Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, chargé des Sports et du Cadre de Vie	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Promotion et coordination de la politique du secteur
		Action 1.2 : Amélioration du système de planification, de suivi-évaluation et des statistiques
		Action 1.3 : Amélioration du cadre de gestion des ressources humaines
		Action 1.4 : Amélioration de la gestion des finances et du patrimoine
	Programme 2 : Sport	Action 2.1 : Construction, réhabilitation et renforcement du parc des infrastructures sportives
		Action 2.2 : Promotion des sports scolaires, universitaires, de masse et du sport pour tous
		Action 2.3 : Encadrement de la vie fédérale et promotion des sports de haut niveau
7-Développement des Infrastructures et Equipements Collectifs	Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
		Action 1.2 : Gestion des ressources financières, matérielles et humaines
		Action 1.3 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.4 : Gestion du domaine public de l'Etat
		Action 1.5 : Information et communication
	Programme 2 : Infrastructures routières et ouvrages d'arts	Action 2.1 : Réalisation des études pour le développement et le fonctionnement des infrastructures routières et ouvrages d'art
		Action 2.2 : Construction de nouvelles routes
		Action 2.3 : Réhabilitation et entretien des infrastructures routières et ouvrages d'art
		Action 2.4 : Construction des ouvrages d'art

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	ACTIONS
7-Développement des Infrastructures et Equipements Collectifs	Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
		Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation des activités du ministère
		Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
		Action 1.4 : Information et communication
	Programme 2 : Hydrocarbures	Action 2.1 : Renforcement du cadre institutionnel, légal et réglementaire du secteur des Hydrocarbures
		Action 2.2 : Sécurisation de l'approvisionnement des marchés locaux et sous régionaux en produits pétroliers
		Action 2.3 : Promotion des investissements nationaux et étrangers dans le secteur pétrolier et gazier
	Programme 3 : Énergie	Action 3.1 : Renforcement du cadre institutionnel, légal et réglementaire du secteur de l'énergie
		Action 3.2 : Renforcement des infrastructures de production, du transport et de distribution de l'énergie électrique
		Action 3.3 : Vulgarisation des technologies modernes d'exploitation des sources d'énergie
		Action 3.4 : Amélioration de l'accessibilité financière aux services énergétiques
	Programme 4 : Développement des Mines et de la géologie	Action 4.1 : Contrôle et suivi de l'application de la législation
		Action 4.2 : Gestion des informations géologiques et minières
		Action 4.3 : Assainissement de l'exploitation minière
		Action 4.4 : Renforcement du cadre institutionnel, légal et réglementaire du secteur des mines et géologie
	Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
		Action 1.2 : Planification, programmation et suivi évaluation
		Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
		Action 1.4 : Information et communication
	Programme 2 : Foncier et urbanisme	Action 2.1 : Conception et suivi des politiques de planification urbaine
		Action 2.2 : Gestion du foncier
		Action 2.3 : Promotion du développement urbain durable et amélioration du cadre de vie urbain
	Programme 3 : Construction et maintenance	Action 3.1 : Construction, maintenance et entretien des bâtiments administratifs
		Action 3.2 : Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat et des baux administratifs
		Action 3.3 : Réglementation et mise en œuvre des réformes en matière de permis de construire
		Action 3.4 : Instruction et délivrance du permis de construire
	Programme 4 : Logement et cadre de vie	Action 4.1 : Production et accès au logement abordable
		Action 4.2 : Amélioration du cadre de vie

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	ACTIONS
7-Développement des Infrastructures et Equipements Collectifs	Ministère des Transports	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et Animation
		Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
		Action 1.4 : Information et communication
	Programme 2 : Transport aérien	Action 2.1 : Coordination et suivi des activités du transport aérien
		Action 2.2 : Réhabilitation et développement des infrastructures aéroportuaires
		Action 2.3 : Renforcement de la sécurité et de la sûreté
		Action 2.4 : Développement de la compagnie aérienne nationale et des vols intérieurs
	Programme 3 : Transport terrestre	Action 3.1 : Coordination et suivi des activités du transport terrestre
		Action 3.2 : Réhabilitation et développement des infrastructures du transport terrestre
		Action 3.3 : Renforcement de la sécurité routière et ferroviaire
		Action 3.4 : Accroissement et renouvellement de la flotte de transport terrestre et fluidité des transports
	Programme 4 : Transport maritime et fluvio-lagunaire	Action 4.1 : Coordination et suivi des activités de transport, de sécurité, de sûreté et de formation maritime
		Action 4.2 : Construction d'infrastructures et acquisition d'équipements techniques de sécurité et de sûreté maritime
		Action 4.3 : Renforcement des capacités didactiques et opérationnelles des structures de formation maritime
8-Production, Développement Industriel et Commercial	Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Animation et coordination du Ministère
		Action 1.2 : Information et communication
		Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
		Action 1.4 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.5 : Amélioration de la formation professionnelle agricole
	Programme 2 : Productions et Sécurité alimentaire	Action 2.1 : Elaboration et coordination de la mise en œuvre des stratégies de production et sécurité alimentaire
		Action 2.2 : Amélioration de l'accès aux intrants de qualité
		Action 2.3 : Renforcement du potentiel de production des produits d'exportation
		Action 2.4 : Dynamisation des productions alimentaires végétales
		Action 2.5 : Renforcement des capacités d'analyses qualité et de contrôle
		Action 2.6 : Dynamisation du dispositif national du Conseil Agricole et de la vulgarisation des résultats de la recherche agricole

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	ACTIONS
8-Production, Développement Industriel et Commercial	Programme 3 : Développement rural	Action 3.1 : Coordination de la mise en œuvre des stratégies de développement rural
		Action 3.2 : Equipement rural et maîtrise de l'eau
		Action 3.3 : Développement et vulgarisation de technologies de la conservation et de la transformation des produits agricoles
		Action 3.4 : Sécurisation du domaine foncier rural
		Action 3.5 : Accompagnement de la professionnalisation des OPA et Promotion des métiers ruraux
		Action 3.6 : Développement de mécanismes innovants de financement et de commercialisation
		Action 3.7 : Renforcement du cadre incitatif pour le développement des agro-industries
	Programme 4 : Promotion de la riziculture	Action 4.1 : Amélioration de l'accès aux services mécanisés, au conseil agricole, à la recherche-développement et aux innovations technologiques
		Action 4.2 : Aménagement, entretien et maintenance des périmètres rizicoles
		Action 4.3 : Amélioration de l'accès aux semences certifiées et aux intrants de qualité
		Action 4.4 : Amélioration de la transformation du paddy et de l'offre locale de riz blanchi de qualité conforme au besoin de consommation
		Action 4.5 : Coordination de la mise en œuvre des stratégies de promotion de la riziculture
	Ministère du Commerce et de l'Industrie	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
		Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.3 : Gestion des systèmes d'information
		Action 1.4 : Gestion des ressources humaines
		Action 1.5 : Gestion des ressources matérielles et financières
		Action 1.6 : Gestion de la communication et des activités du Ministère
	Programme 2 : Commerce intérieur	Action 2.1 : Renforcement de la promotion des activités commerciales
		Action 2.2 : Renforcement des contrôles en matière de la concurrence commerciale, de la consommation et de la stratégie de lutte contre la vie chère
		Action 2.3 : Coordination des activités de modernisation du Commerce intérieur et de lutte contre la vie chère
		Action 2.4 : Renforcement des contrôles en matière de métrologie légale, de contrôle qualité et de répression des fraudes
		Action 2.5 : Contribution à la création d'infrastructures commerciales de mise à marché modernes
	Programme 3 : Commerce extérieur	Action 3.1 : Mise en œuvre de la politique commerciale et de la régulation des échanges commerciaux
		Action 3.2 : Développement des accords commerciaux et du commerce électronique
		Action 3.3 : Développement et promotion des exportations
		Action 3.4 : Assistance aux structures d'import/export

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	ACTIONS
8-Production, Développement Industriel et Commercial	Programme 4 : Industrie	Action 4.1 : Promotion de la transformation industrielle et de la compétitivité
		Action 4.2 : Renforcement de la restructuration et de la mise à niveau des entreprises industrielles
		Action 4.3 : Renforcement de l'infrastructure de la qualité et promotion de la qualité des produits industriels
		Action 4.4 : Renforcement de l'innovation technologique des entreprises industrielles
		Action 4.5 : Renforcement des mesures d'incitations à l'investissement industriel
		Action 4.6 : Renforcement des travaux de création de nouvelles infrastructures industrielles
		Action 4.7 : Développement des réformes sectorielles
		Action 4.8 : Incitation des investissements nationaux dans le secteur productif
	Programme 5 : PME et Artisanat	Action 5.1 : Coordination, encadrement et appui à l'artisanat
		Action 5.2 : Renforcement de la promotion de l'artisanat et de la mutualité
		Action 5.3 : Réalisation d'infrastructures et des sites artisanaux
		Action 5.4 : Financement de l'activité artisanale
		Action 5.5 : Assistance et amélioration de la compétitivité des PME
		Action 5.6 : Renforcement de la promotion des PME
		Action 5.7 : Opérationnalisation de l'agence Côte d'Ivoire PME
		Action 5.8 : Recensement et enregistrement des acteurs du secteur informel
		Action 5.9 : Renforcement des capacités managériales, techniques et technologiques des entrepreneurs
	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
		Action 1.2 : Appui à la valorisation et à la commercialisation des produits des filières animales et halieutiques
		Action 1.3 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.4 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
	Programme 2 : Développement des productions animales	Action 2.1 : Gestion de l'espace pastoral et de la transhumance
		Action 2.2 : Promotion et modernisation des élevages et produits d'élevage
	Programme 3 : Gestion durable des ressources halieutiques	Action 3.1 : Promotion des activités aquacoles, des pêches et des produits halieutiques
		Action 3.2 : Préservation et gestion des ressources halieutiques
	Programme 4 : Renforcement de la santé publique vétérinaire	Action 4.1 : Amélioration de la santé animale et de la lutte contre les épizooties
		Action 4.2 : Renforcement de l'hygiène publique vétérinaire et de la sécurité sanitaire des aliments

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	ACTIONS
9-Environnement, Cadre de Vie et Protection de la Nature	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable et de la Transition Écologique	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation des activités du ministère
		Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
		Action 1.3 : Gestion des systèmes d'information, de la communication et de la documentation
		Action 1.4 : Planification, programmation, suivi-évaluation et statistiques
	Programme 2 : Environnement et développement durable	Action 2.1 : Renforcement de la lutte contre la pollution des matrices environnementales
		Action 2.2 : Renforcement de la lutte contre les changements climatiques et la résilience des populations
		Action 2.3 : Préservation de l'environnement et gestion durable des ressources naturelles
		Action 2.4 : Évaluation environnementale des politiques, plans et programmes sectoriels des projets et organisations
		Action 2.5 : Promouvoir les objectifs de développement durable
	Ministère des Eaux et Forêts	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
		Action 1.2 : Planification, programmation, et suivi-évaluation
		Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
		Action 1.4 : Information et communication
		Action 1.5 : Protection, contrôle et surveillance des ressources forestières, fauniques et ressources en eau
	Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières	Action 2.1 : Gestion différentielle des forêts du domaine permanent de l'Etat
		Action 2.2 : Développement du reboisement et reconstitution des forêts du domaine rural
		Action 2.3 : Protection, contrôle et surveillance des forêts et des activités forestières
		Action 2.4 : Renforcement du cadre d'exploitation rationnelle, de transformation et de commercialisation des produits forestiers
		Action 2.5 : Mise en œuvre des activités du programme gestion durable des ressources forestières
	Programme 3 : Gestion durable des ressources fauniques	Action 3.1 : Renforcement du dispositif de protection des ressources fauniques
		Action 3.2 : Aménagement du zoo, prévention et éradication des zoonoses
		Action 3.3 : Mise en œuvre des activités du programme gestion durable des ressources fauniques
	Programme 4 : Gestion intégrée des ressources en eau	Action 4.1 : Évaluation, protection et régulation des ressources en eau
		Action 4.2 : Mise en œuvre des activités du programme gestion intégrée des ressources en eau

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	ACTIONS
9-Environnement, Cadre de Vie et Protection de la Nature	Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination, animation et coopération
		Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
		Action 1.3 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.4 : Gestion des systèmes d'information et de communication
	Programme 2 : Infrastructures de l'hydraulique humaine	Action 2.1 : Sécurisation des ressources en eau
		Action 2.2 : Système d'hydraulique urbaine
		Action 2.3 : Système d'hydraulique villageoise
		Action 2.4 : Système d'hydraulique villageoise améliorée
	Programme 3 : Assainissement et drainage	Action 3.1 : Promotion de l'assainissement et de drainage en milieu urbain et rural
		Action 3.2 : Réhabilitation des réseaux et ouvrages d'assainissement et du drainage
	Programme 4 : Salubrité et lutte contre les nuisances	Action 4.1 : Réduction des nuisances
		Action 4.2 : Promotion d'infrastructures modernes de gestion et de valorisation des déchets

Source : Annexe 4 : DPPD-PAP

Annexe 2 : Architecture détaillée de la performance des ministères

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
1-Pouvoirs Publics, Organes de Souveraineté et Gouvernance	Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur					
	Programme 1 : Administration Générale	Améliorer la coordination et l'animation des activités du Ministère	Taux de réalisation des activités du plan d'actions prioritaires	%	50,0	55,0
			Taux de réalisation des missions de contrôle, d'audits et d'investigation	%	30,0	46,7
			Taux de vulgarisation des outils de planification sectorielle	%	50,0	36,0
		Assurer une gestion efficiente des ressources humaines, financières et matérielles	Délai de notification des décisions du mouvement diplomatique (rappels et affectations)	Date	30 avril	Juillet
			Taux d'exécution des projets d'investissements au Département Central	%	100,0	100,0
			Taux de participation des acteurs budgétaires aux conférences internes	%	50,0	100,0
			Taux de réalisation des réunions de gestion	%	70,0	100,0
			Taux de réalisations du mouvement diplomatique	%	85,0	83,7
		Moderniser les systèmes d'information	Taux de dématérialisation des procédures	%	40,0	35,0
			Taux de déploiement de l'infrastructure des technologies et systèmes d'information	%	10,0	0,0
			Taux de réalisation du projet d'archivages	%	50,0	70,0
		Améliorer l'efficacité et la qualité des services en matière de gestion des conférences internationales, des bourses, des formations et stages professionnels et de délivrance des passeports officiels	Taux d'absorption des bourses, formations et stages professionnels offerts à la Côte d'Ivoire	%	90,0	41,6
			Taux de réalisation des réunions et conférences internationales préparées et coordonnées	%	80,0	74,2
		Renforcer la diplomatie économique	Montant des ressources financières extérieures mobilisées par les Ambassades (en milliards de FCFA)	Milliard de FCFA	1 400	0
			Nombre d'entreprises créées avec le concours des missions diplomatiques et consulaires	Nombre	10	0
			Taux de réalisation des journées de promotion économique de la Côte d'Ivoire dans les missions diplomatiques	%	30,0	33,3
			Taux de réalisation des missions de prospection en faveur des entreprises Ivoiriennes	%	50,0	36,0
	Programme 2 : Relation Bilatérale	Renforcer la relation bilatérale	Nombre de collectivités territoriales assistées, promues et suivies en liaison avec les Ministères techniques.	Nombre	5	7
			Taux d'exécution des décisions et des recommandations du document stratégique de coordination et de suivi des Relations Bilatérales	%	30,0	0,0
			Taux d'exécution des décisions et des recommandations du guide des négociations et de conduite des réunions internationales	%	30,0	0,0
			Taux de réalisation des missions des Ambassades à accréditation multiple dans leurs circonscriptions diplomatiques	%	50,0	66,6
		Promouvoir les instruments de coopération bénéfiques pour la Côte d'Ivoire	Nombre d'instruments de coopération bilatérale activés et réactivés	Nombre	5	6
			Nombre d'instruments de coopération bilatérale signés	Nombre	15	33

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
1-Pouvoirs Publics, Organes de Souveraineté et Gouvernance	Programme 3 : Relation Multilatérale	Accroître l'influence et le leadership de la Côte d'Ivoire dans les organismes internationaux	Nombre d'organisations internationales dans lesquelles la Côte d'Ivoire est élue	Nombre	15	6
			Nombre de cadres nationaux recensés dans les Organisations Internationales	Nombre	1100	1317
			Pourcentage des organisations internationales dans lesquelles la Côte d'Ivoire est à jour de ses contributions	%	43,0	36,5
			Proportion de candidats ivoiriens élus dans les organisations internationales ayant bénéficié de l'appui du Gouvernement	%	4/4	3/4
		Améliorer le suivi des activités des ONG internationales	Nombre d'activités d'aides au développement menées par les ONG internationales	Nombre	50	102
			Taux des rapports d'activités des ONG Internationales collectés	%	30,0	37,0
	Programme 4 : Protocole d'Etat, Affaires Juridiques et Consulaires	Améliorer la qualité des services des privilèges et immunités diplomatiques et des corps assimilés	Délai moyen (en jours) de traitement des dossiers	Jour	5	5
			Taux de dossiers relatifs aux demandes d'exonérations fiscales et douanières validées	%	50,0	98,0
		Améliorer la qualité du service des affaires juridiques, consulaires et de l'état civil	Durée de traitement (en jours) des dossiers d'état civil et authentification	Jour	7,0	7,0
			Nombre d'accords soumis à ratification / adoption	Nombre	20	76
			Nombre de dossiers de contentieux résolus	Nombre	10	6
			Nombre de représentations ayant bénéficié d'une formation sur la bonne tenue des registres	Nombre	5	3
		Améliorer l'aide et l'assistance aux réfugiés et apatrides	Taux de réalisation des actions d'aide et d'assistance aux réfugiés et apatrides	%	15,0	100,0
			Taux de réfugiés ivoiriens rapatriés	%	100,0	100,0
	Programme 5 : Politiques d'Intégration	Optimiser la gouvernance en matière d'intégration africaine	Nombre d'instruments organiques de gouvernance fonctionnels	Nombre	2	1
			Nombre d'instruments de gouvernance évalués.	Nombre	2	2
		Renforcer le rôle de la Côte d'Ivoire en matière d'intégration africaine et de coopération régionale	Taux de réalisation des activités relatives à l'organisation du Forum de l'Intégration Régionale	%	50,0	6,0
			Taux de pénétration des produits ivoiriens sur les marchés africains	%	3,5	4,5
			Nombre d'entreprises ivoiriennes assistées et accompagnées sur les marchés africains	Nombre	5	1
			Taux de mise en œuvre du Plan Stratégique de l'Intégration Régionale 2021-2025	%	17,0	3,2
		Renforcer la contribution de l'intégration africaine au développement économique, social et durable de la Côte d'Ivoire	Taux de réalisation des projets intégrateurs d'investissement public	%	25,0	24,4
			Nombre d'agréments au SLE CEDEAO délivrés aux entreprises	Nombre	22	30
			Taux de mise en œuvre de la stratégie des Accords de Partenariat Economique intérimaires (APEi)	%	55,0	48,0
			Taux d'utilisation des préférences APE	%	60,0	60,4
	Programme 6 : Diaspora	Assurer une meilleure assistance sociale aux Ivoiriens de la Diaspora et lutter contre l'immigration irrégulière	Pourcentage des migrants réinsérés	%	50,0	25,0
			Proportion d'ivoiriens de la Diaspora assistés	%	60,0	100,0
			Proportion de demandes facilitées relativement aux besoins exprimés en matière de logement	%	71,0	56,0
			Taux d'installation des comités régionaux de lutte contre la migration irrégulière	%	55,0	0,0
			Taux de mise en œuvre des recommandations de la Diaspora (sur les 2 années après le Forum)	%	75,0	62,0
			Taux de réalisation des campagnes de sensibilisation programmées	%	65,0	100,0
			Taux des projets de réinsertion suivis	%	57,0	25,0

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
	Programme 6 : Diaspora	Promouvoir la contribution de la diaspora au développement économique de la Côte d'Ivoire	Montant des transferts de fonds de la Diaspora (en milliards en francs CFA)	Milliard de FCFA	173,5	308,0
			Taux d'ivoiriens de la Diaspora ayant des compétences mobilisées et valorisées	%	50,0	55,0
			Taux de projets financés ou suivis	%	70,0	75,0
2- Défense, Sécurité et Justice	Ministère d'Etat, Ministère de la Défense					
	Programme 1 : Administration Générale	Améliorer la coordination et le cadre institutionnel du Ministère	Proportion de réunions de suivi de la stratégie du Programme tenues	%	85	85
			Taux de réalisation des activités du plan d'actions global du Ministère	%	80	80
			Taux de réalisation des activités en matière de législation	%	85	60
		Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles du Ministère	Taux d'exécution du budget	%	91	97
			Taux de réalisation des activités en matière de santé	%	90	90
			Taux de satisfaction des besoins en formation des agents exprimés par les structures	%	90	85
			Taux de satisfaction des besoins en ressources humaines des structures	%	80	80
			Taux de traitement des requêtes de maintenance des engins fluvio-lagunaires et navires	%	80	80
			Renforcer le système de planification, d'information et la gestion de la logistique du Ministère	Taux de réalisation des activités de coordination du mécanisme de réponse à l'alerte précoce	%	80
		Taux de réalisation des activités du plan d'actions en matière de télécommunications et systèmes d'informations		%	45	95
		Taux de réalisation des activités en matière de développement et relations internationales		%	85	100
		Taux de réalisation des activités en matière de planification et de suivi		%	85	100
		Taux de réalisation des activités en matière de renseignement opérationnel		%	90	75
		Taux de traitement des besoins en équipements militaires		%	65	80
		Taux de traitement des besoins en infrastructures		%	85,0	35,0
		Taux de traitement des besoins en réparation des véhicules et engins spécifiques de l'administration centrale		%	80,0	80,0
	Programme 2 : Défense	Coordonner les activités des Armées et des Forces Spéciales	Proportion de réunions de suivi de la stratégie du programme tenues	%	80,0	85,0
			Taux de réalisation des activités du plan d'actions du ministère relevant de l'EMGA, des Armées et des Forces spéciales	%	80,0	82,0
		Accroître les capacités opérationnelles des Armées et des Forces Spéciales	Proportion d'éléments des Armées et des Forces Spéciales formés aux opérations intérieures	%	85,0	88,0
			Taux de traitement des besoins en réparation des véhicules et engins spécifiques des Armées et des Forces Spéciales	%	85,0	86,0
		Contribuer à la défense régionale et internationale	Proportion des éléments des Forces de Défense formés en missions extérieures	%	85,0	123,0
			Proportion des Forces de Défense déployées en missions extérieures	%	95,0	119,0

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
2- Défense, Sécurité et Justice	Programme 3 : Sécurité	Coordonner les activités de la Gendarmerie Mobile, territoriale et des unités Spécialisées	Indice Général Ivoirien de Sécurité (IGIS)	Indice	105	110
			Proportion de réunions de suivi de la stratégie du programme	%	70,0	61,0
			Taux de réalisation des activités du plan d'actions du Ministère relevant de la Gendarmerie	%	80,0	78,0
		Accroître les dispositifs de sécurité de la Gendarmerie Nationale	Proportion de gendarmes déployés aux opérations de sécurisation intérieure	%	60,0	48,0
			Taux de satisfaction en besoin d'équipements	%	75,0	60,0
		Contribuer à la défense régionale et internationale	Nombre de gendarmes déployables en missions extérieures	Nombre	300	260
			Nombre de gendarmes déployés en missions extérieures	Nombre	200	15
			Taux de fonctionnalité des infrastructures destinées à la formation des gendarmes à déployer en opérations extérieures	%	0,87	0,75
	Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme					
	Programme 1 : Administration Générale	Renforcer la coordination et l'animation du Ministère	Nombre de circulaires et de notes de services rédigées	Nombre	22	15
			Nombre de réunions de direction et de séances de travail avec les chefs de cours et de juridictions tenues	Nombre	43	43
			Nombre de missions d'inspections réalisées	Nombre	5	5
		Renforcer les capacités opérationnelles du système judiciaire	Nombre de structures équipées	Nombre	20	23
			Taux de satisfaction de besoin en personnel	%	95,0	97,7
		Moderniser le système d'information des services du ministère	Proportion de juridictions mises en réseau	%	12,0	4,8
	Proportion de juridictions informatisées		%	12,0	4,8	
	Programme 2 : Juridictions	Améliorer l'accès socio-économique et géographique du citoyen	Nombre de personnes ayant bénéficié d'assistance judiciaire	Nombre	250	94
			Taux de couverture des départements en juridictions	%	41,7	41,7
		Renforcer la protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse	Proportion de juridictions ayant un SPJEJ ouvert et fonctionnel	%	56	40
			Nombre d'enfants pris en charge par les établissements de la PJEJ	Nombre	8 500	8 664
		Améliorer la qualité du système judiciaire	Proportion des décisions de justice publiées	%	20,0	20,0
			Proportion de personnel judiciaire ayant bénéficié d'un renforcement de capacités	%	35,5	29,9
		Encadrer la bonne application de la législation	Nombre d'ateliers de renforcement des capacités organisés	Nombre	2	2
	Proportion d'irrégularités relevées à partir des notices transmises par les juridictions		%	5,0	4,7	
	Programme 3 : Etablissements pénitentiaires centres d'observation et de rééducation des mineurs	Améliorer le bien-être des détenus	Coût journalier alimentaire par détenu (ration)	FCFA	2000,0	1641,0
			Nombre de repas servis par jour	Nombre	2	2
			Proportion des détenus malades ayant bénéficié des soins	%	100,0	100,0
		Améliorer le cadre de vie des détenus	Proportion d'établissements pénitentiaires répondant aux normes internationales construites	%	14,7	11,1
			Proportion d'établissements pénitentiaires réhabilités	%	44,1	14,7
		Renforcer la réinsertion des détenus	Proportion des détenus ayant bénéficié d'une formation en milieu carcéral	%	40,0	3,4
			Proportion de détenus réinsérés	%	5,0	4,3
	Programme 4 : Droits de l'Homme	Vulgariser les droits de l'homme	Nombre d'officiers de police judiciaire, de leaders communautaires et membres des organisations des sociétés civiles formés	Nombre	300	602
			Nombre de campagnes de sensibilisation réalisées	Nombre	5	4
		Veiller à l'application rigoureuse de la législation en matière de Droits de l'Homme	Proportion de lieux de détention visités	%	70,0	84,0
			Nombre de cas de violation des Droits de l'Homme constatés et traités	Nombre	800	242

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
2- Défense, Sécurité et Justice	Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité					
	Programme 1 : Administration Générale	Améliorer la coordination et le fonctionnement des structures	Taux de réalisation des activités du Plan de Travail Annuel (PTA)	%	98,0	98,0
			Taux d'exécution du budget	%	99,0	95,0
			Taux de missions d'assistance-conseil réalisées	%	100,0	100,0
		Améliorer le système de planification, d'information, de communication du Ministère et d'archivage national	Taux des structures disposant d'un plan d'actions	%	95,0	95,0
			Taux de collecte et de traitement des données statistiques d'Etat-Civil	%	75,0	100,0
		Promouvoir et mettre en œuvre une politique de gestion optimale des ressources humaines, matérielles et financières	Taux d'acteurs formés au Budget-programmes	%	80,0	82,5
			Taux de satisfaction des besoins en personnel	%	95,0	95,0
	Programme 2 : Sécurité Intérieure	Renforcer les capacités opérationnelles des forces de sécurité	Taux de policiers logés par l'Etat	%	92,0	86,7
			Taux de policiers formés à la lutte contre la drogue	%	80,0	84,0
			Ratio Fonctionnaires de Police sur Population urbaine	Ratio	1 policier pour 697 habitants	1 policier pour 601 habitants
		Renforcer les dispositifs de sécurité	Indice Général Ivoirien de Sécurité (IGIS)	Indice	1,2	1,2
			Taux de policiers dotés en armes automatiques individuelles	%	94,0	94,0
			Proportion de Préfectures de Police couvertes par la vidéo-protection	Proportion	10/12	10/12
			Proportion de Commissariats de Police construits	Proportion	12/20	12/20
			Proportion d'armes obsolètes détruites parmi les armes identifiées	Proportion	1500/5000	1506/5000
	Programme 3 : Décentralisation	Améliorer le cadre institutionnel du processus de décentralisation	Taux de missions d'assistance conseil et de contrôle effectuées dans les collectivités territoriales et les Districts Autonomes	%	10,5	10,5
			Taux de satisfaction des demandes de partenariats des Collectivités Territoriales et des Districts Autonomes ayant introduit des demandes de partenariat et de coopération décentralisée	%	60,0	100,0
		Améliorer le système de gestion économique et financière des Collectivités Territoriales et des Districts Autonomes	Proportion de Collectivités Territoriales connectées à la plateforme de recouvrement par voie électronique	Proportion	75/232	28/232
			Taux de recouvrement des ressources propres des Communes	%	0,4	0,4
			Taux de recouvrement des ressources propres des Régions	%	0,4	0,4
			Proportion de communes transmettant les documents budgétaires dans les délais	Proportion	120/201	201/201
			Proportion de régions transmettant les documents budgétaires dans les délais	Proportion	20/31	31/31
	Programme 4 : Administration Territoriale et Identification	Renforcer les capacités opérationnelles des Autorités Préfectorales	Taux d'Autorités préfectorales bénéficiant de baux administratifs	%	100,0	100,0
			Taux d'Autorités préfectorales dotées en véhicule de commandement	%	90,0	90,0
		Assurer un fonctionnement optimal des services de l'Etat-Civil et de l'identification	Taux d'enrôlement	%	90,0	68,3
			Taux de production des titres d'identité (CNI)	%	75,0	86,0
			Taux de déploiement de la solution de l'Etat-Civil	%	60,0	21,5
			Taux de déploiement de la solution Flux migratoire	%	15,0	0,0
		Renforcer l'encadrement de la vie culturelle et promouvoir la laïcité de l'Etat	Taux de rencontres de sensibilisation avec les guides religieux à la cohésion sociale	%	50,0	50,0
			Taux de demandes d'attestations d'existence légale traitées	%	90,1	92,0
			Taux de pèlerinages encadrés	%	100,0	100,0

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
2- Défense, Sécurité et Justice	Programme 5 : Protection Civile	Améliorer l'offre des services de protection Civile	Proportion de Centres de Secours d'Urgence (CSU) construits	Proportion	26/30	28/30
			Proportion de Centres de Secours d'Urgence (CSU) fonctionnels	Proportion	26/30	27/30
			Nombre d'interventions effectuées	Nombre	50,6	60,0
		Renforcer les capacités du personnel de la protection civile	Taux de pompiers civils bénéficiant de la formation initiale	%	76,5	93,0
			Taux de pompiers civils bénéficiant de la formation continue	%	65,0	75,0
			Taux de pompiers civils dotés de tenues d'intervention	%	50,6	60,0
		Améliorer le dispositif de prévention des risques courants	Taux de couverture médiatique des activités d'information et de sensibilisation sur les risques	%	100,0	100,0
			Taux de campagnes d'information et de sensibilisation sur les risques courants effectuées	%	83,0	100,0
			Nombre de visites de préventions effectuées	Nombre	1 100	8 215
3-Administration Générale et Développement Economique	Ministère d'Etat, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration					
	Programme 1 : Administration Générale	Assurer une meilleure coordination et animation des activités du ministère	Taux de réalisation des réunions de coordination des programmes	%	90,0	90,0
			Taux de réalisation des activités du plan d'actions du ministère	%	99,0	99,0
			Taux d'exécution des saisines en matière de distinction honorifique et disciplinaire	%	88,0	88,0
		Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles du Ministère	Nombre d'actes de gestion du personnel traités ou délivrés	Nombre	500	3 093
			Taux de réalisation des activités prévues dans le budget	%	97,0	99,0
			Taux de satisfaction des besoins d'entretien du patrimoine	%	78,0	78,0
			Taux de satisfaction des besoins en ressources humaines des structures du ministère	%	85,0	98,0
			Renforcer le système de planification, d'information et de communication du Ministère	Pourcentage de services et de directions disposant d'un plan d'actions	%	95,0
		Taux de processus métiers modernisés		%	99,0	99,0
	Proportion des activités ayant bénéficié d'une couverture médiatique du ministère	%		80,0	80,0	
	Programme 2 : Fonction Publique	Recruter et gérer la carrière des fonctionnaires et agents de l'Etat	Taux de réalisation des activités planifiées du programme	%	80,0	80,0
			Taux de réalisation des concours administratifs	%	100,0	100,0
			Taux des admis aux concours administratifs mis à la disposition des ministères ayant effectivement pris service	%	80,0	83,6
			Taux d'absentéisme des fonctionnaires et agents de l'Etat à leur poste de travail	%	0,4	0,2
			Taux de projets d'actes transmis au contrôle financier	%	95,0	71,6
			Taux d'actes administratifs diffusés et archivés	%	98,0	89,1
		Renforcer les capacités du personnel de l'Administration Publique	Proportion d'auditeurs formés et mis à la disposition de l'Administration	%	100,0	100,0
			Taux de couverture en formation des fonctionnaires et agents de l'Etat en Côte d'Ivoire	%	99,0	99,6
			Taux de couverture en formation des fonctionnaires et agents de l'Etat hors Côte d'Ivoire	%	92,0	92,0
			Proportion d'élèves recrutés, formés et mis à la disposition de l'Administration	%	99,0	99,0
			Nombre de travaux de recherche menés dans le domaine de l'ingénierie administrative par l'ENA	Nombre	30	0

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023	
3-Administration Générale et Développement Economique	Programme 2 : Fonction Publique	Renforcer les capacités du personnel de l'Administration Publique	Proportion de fonctionnaires et agents du secteur privé formés	%	90,0	82,2	
			Nombre d'auditeurs formés en présentiel et en visioconférence	Nombre	950	814	
			Nombre d'accords de partenariat et de conventions signés avec les structures extérieures	Nombre	9	5	
	Programme 3 : Modernisation de l'Administration	Accroître le niveau de digitalisation des services offerts aux citoyens	Nombre cumulé de procédures dématérialisées	Nombre	200	246	
			Proportion cumulée de procédures administratives dématérialisées accessibles en ligne	%	100,0	63,4	
			Nombre cumulé de structures administratives utilisant la signature électronique	Nombre	6	11	
		Rationaliser l'organisation structurelle et fonctionnelle de l'Administration publique	Nombre de maisons du citoyen opérationnelles	Nombre	1	0	
			Nombre de postes de travail profilés et codifiés	Nombre	905	23 234	
		Promouvoir l'utilisation des outils et approches de modernisation de l'Administration	Nombre de campagnes de sensibilisation des usagers-clients à l'utilisation des produits de modernisation	Nombre	4	4	
			Nombre de services publics ayant bénéficié d'activités de conduite de changement sur les outils et approche de modernisation de l'administration	Nombre	25	0	
		Evaluer la qualité des services rendus aux usagers	Nombre de dispositifs mis en place pour l'enregistrement des saisines	Nombre	5	6	
			Taux de satisfaction des saisines enregistrées des usagers	%	99,0	90,6	
	Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance et de la Lutte contre la Corruption						
	Programme1 : Administration Générale	Renforcer le cadre institutionnel, réglementaire et la coordination des activités du ministère	Proportion d'unités administratives inspectées	%	65,0	80,0	
			Taux de réalisation des réunions de Cabinet planifiées	%	75,0	75,0	
		Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du ministère	Taux de réalisation des besoins en formation	%	50,0	50,0	
			Taux de gestionnaires de crédits formés en gestion budgétaire	%	70,0	75,0	
			Proportion des postes du ministère ayant reçu un ordinateur	%	30,0	390,0	
		Renforcer le système d'information et de communication interne et externe	Taux de réalisation du plan de communication	%	80,0	18,1	
			Taux d'interventions préventives sur le système d'information	%	60,0	83,8	
		Améliorer le dispositif de programmation et de suivi-évaluation du ministère	Taux des agents du ministère formés aux méthodes de planification et de suivi-évaluation	%	45,0	82,7	
			Proportion des activités du Plan d'Actions Annuel réalisées	%	60,0	56,8	
			Programme 2 : Renforcement des Capacités	Améliorer la coordination des actions de renforcement des capacités	Nombre d'instruments (Cadre institutionnel, documents stratégiques de coordination) fonctionnels	Nombre	100,0
		Proportion des actions de renforcement de capacités coordonnées			%	60,0	105,0
		Renforcer et valoriser les capacités nationales		Proportion de personnes bénéficiaires des actions de renforcement de capacités issues du secteur public	%	87,0	200,0
				Proportion de personnes bénéficiaires des actions de renforcement de capacités issues du secteur privé	%	70,0	100,0
				Proportion de personnes bénéficiaires des actions de renforcement de capacités issues de la société civile	%	98,0	102,4
				Nombre d'outils de valorisation et de promotion des compétences humaines	Nombre	100	100

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
3-Administration Générale et Développement Economique	Programme 3 : Promotion de la Bonne Gouvernance et de Lutte Contre la Corruption	Renforcer le dispositif national de lutte contre la corruption	Nombre d'organes opérationnels de lutte contre la corruption	Nombre	100	100
			Nombre d'instruments et mécanismes opérationnels de lutte contre la corruption	Nombre	300	200
			Proportion de cas de dénonciation des faits de corruption, d'infractions assimilées traitées, suivis par la plateforme SPACIA et publiés	%	50,0	44,0
		Renforcer le dispositif national de promotion de la bonne gouvernance	Nombre d'organes opérationnels de promotion de bonne gouvernance	Nombre	100	100
			Nombre d'instruments et mécanismes opérationnels de promotion de la bonne gouvernance	Nombre	300	200
		Renforcer la communication et intensifier les actions de sensibilisation et de formation en matière de promotion de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption	Taux de leaders d'opinion (journalistes, hommes politiques, responsables d'ONG, responsables de communautés) formés en matière de promotion de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption	%	60,0	30,0
			Proportion de campagnes de sensibilisation en matière de promotion de la bonne gouvernance et de lutte contre la corruption	%	30,0	25,0
	Ministère du Patrimoine, du Portefeuille de l'État et des Entreprises Publiques					
	Programme 1 : Administration Générale	Assurer une meilleure coordination et animation des activités du ministère	Taux de réalisation des activités du CONAFIP relevant du cabinet du MBPE	%	80,0	83,1
		Assurer une meilleure gestion des ressources humaines	Taux de couverture des besoins en personnel des programmes	%	55,0	100,0
	Programme 2 : Portefeuille de l'Etat	Améliorer la gestion de l'Administration du Portefeuille de l'Etat	Taux d'exécution du PAS du programme « Portefeuille de l'Etat »	%	80,0	89,0
		Assurer le positionnement du Portefeuille de l'Etat comme un accélérateur de développement	Nombre d'entreprises ayant conclu un contrat de performance avec l'Etat au cours de l'année	Nombre	10	14
			Nombre d'études réalisées dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie 2021-2025 de gestion du portefeuille de l'Etat	Nombre	6	7
			Nombre de Directeurs Généraux et de Directeurs Généraux adjoints d'entreprises publiques disposant d'un « certificat des Dirigeants d'Entités Publiques de Côte d'Ivoire »	Nombre	75	110
		Améliorer le dispositif de contrôle des entreprises publiques	Taux de réalisation du plan d'audits et de contrôles opérationnels des entreprises publiques	%	80,0	100,0
	Ministre de l'Economie, du Plan et du Développement					
	Programme 1 : Administration Générale	Renforcer le cadre juridique et institutionnel	Proportion des textes juridiques soumis	%	60,0	97,4
			Taux de contrôle des services au niveau central, régional et départemental	%	100,0	65,0
		Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Taux de satisfaction en besoins de personnel	%	95,0	100,0
			Taux d'exécution budgétaire	%	100,0	85,5
			Taux de passation des lignes à marchés	%	100,0	100,0

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
3-Administration Générale et Développement Economique	Programme 1 : Administration Générale	Améliorer le système d'information et de communication	Taux de mise en œuvre du schéma directeur informatique	%	65,0	41,7
			Taux de consultation sur la plateforme GED-MPD des documents stratégiques et de planification produits	%	90,0	56,0
			Nombre de visites du site web du ministère	Nombre	35 000	41 500
			Taux de satisfaction des services fournis répondant aux normes de qualité	%	30,0	0,0
			Taux de déploiement du logiciel de courrier GEC-MPD	%	75,0	76,0
			Taux de satisfaction en E-Services des structures du Ministère	%	50,0	0,0
	Programme 2 : Gestion Macroéconomique et Politique Economique et Financière	Renforcer le dispositif d'élaboration et de pilotage de la politique économique de la Côte d'Ivoire	Proportion des rapports de mise en œuvre des politiques économiques et financières transmis dans les délais	%	100,0	100,0
			Ecart de prévision sur le taux de croissance du PIB réel	En point de %	[-1 ; 1]	-0,8
			Proportion de modèles opérationnels	%	60,0	100,0
			Proportion des rapports d'études d'impact de politiques économiques transmis dans les délais	%	100,0	100,0
		Promouvoir le développement de la coopération économique régionale et internationale	Taux de production des rapports de suivi des activités des SPEE	%	100,0	100,0
			Taux de production de rapports sur la coopération économique bilatérale et multilatérale	%	100,0	100,0
			Délai moyen de transmission des documents communautaires (UEMOA, CEDEAO)	Jour	55	59
	Programme 3 : Prospective, Planification, Programmation, Suivi et Evaluation	Conduire les réflexions prospectives et stratégiques de l'Etat	Proportion de structures ayant bénéficié de communication pour le changement de comportement en matière de prospective	%	60,0	75,0
			Proportion de structures de l'administration territoriale ayant bénéficié de renforcement de capacités pour l'anticipation de l'action régionale (prospective territoriale)	%	60,0	60,0
			Nombre de ministères dotés d'un document de politique sectorielle, en lien avec le PND	Nombre	14	19
			Proportion de cellules sectorielles de veille produisant de l'information pour la prise de décision	%	25,0	25,0
			Taux de cellules de veille stratégique installées au niveau régional	%	100,0	100,0
			Proportion de ministères sectoriels disposant de PTA	%	100,0	100,0
		Veiller à la bonne conduite de l'action publique	Taux de production trimestrielle de rapports de veille	%	50,0	50,0
			Disponibilité du PIP dans les délais prescrits	Binaire	1	1
			Nombre de rapports de suivi du PND produits dans les délais prescrits (Rapports semestriels et annuels de suivi)	Nombre	2	2

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
3-Administration Générale et Développement Economique	Programme 4 : Aménagement du Territoire, Développement Régional et Local	Opérationnaliser la politique d'aménagement du territoire	Proportion cumulée des outils d'aménagement du territoire mis en place	Proportion	3/4	3/4
			Proportion cumulée des régions appuyées par le MPD pour la réalisation de leur SRADT	Proportion	10/33	6/33
			Proportion cumulée de districts autonomes appuyés par le MPD pour la réalisation de leur SATDA	Proportion	1/14	8/14
			Proportion de projets d'aménagement de l'espace national en cours ou achevés	Proportion	2/4	2/4
		Assurer un développement régional harmonieux	Proportion cumulée d'activités de mobilisation des investisseurs et de développement des PEC (forum, ateliers, colloques, séminaires, salons, journées, table ronde, etc.)	Proportion	4/7	4/7
			Proportion cumulée d'outils de planification du développement socio-économique au niveau infranational en cours ou achevés	Proportion	3/7	3/7
			Proportion cumulée de Plans de Développement Local (PDL) mis en place au niveau régional avec l'appui du MPD	Proportion	30/33	22/33
			Proportion cumulée des PDC mis en place au niveau des communes avec l'appui du MPD	Proportion	4/201	5/201
			Proportion cumulée des PDV mis en place au niveau des villages avec l'appui du MPD	Proportion	26/8000	34/8000
	Programme 5 : Coordination de l'aide, Population et Production Statistique	Mettre en œuvre la stratégie de coordination de l'aide et de partenariat	Nombre d'étapes de discussion avec les partenaires au développement réalisées	Nombre	2	2
			Nombre de participations aux revues des portefeuilles des PTFs (Canada, BAD, Allemagne, partenaires asiatiques)	Nombre	5	5
			Nombre de sessions dans le cadre du suivi des engagements financiers avec les principaux bailleurs pour une meilleure prévisibilité de l'aide	Nombre	3	0
			Nombre de participations aux sessions de négociation bilatérales et multilatérales en liaison avec le Ministère des Affaires Etrangères	Nombre	12	12
			Nombre de partenariats stratégiques établis avec les partenaires non traditionnels	Nombre	2	0
			Nombre de revues périodiques organisées	Nombre	2	2
			Nombre de projets mis en œuvre sous la modalité NIM	Nombre	6	5
	Programme 5 : Coordination de l'aide, Population et Production Statistique	Développer des politiques pour améliorer les connaissances sur les questions de population et développement et assurer l'autonomisation des personnes vulnérables	Nombre d'études en matière d'aides et développement réalisées	Nombre	1	1
			Nombre de visites sur la plateforme numérique de gestion des études	Nombre	500	0
			Nombre de rapports d'études et décisions produits	Nombre	5	6
			Nombre de rencontres de plaidoyers et de partage d'expériences ou de connaissance organisées	Nombre	5	5
			Nombre de sessions de formation sur les défis et enjeux en matière de population et développement organisées	Nombre	3	2
		Améliorer la production statistique	Taux d'efficacité interne ENSEA	%	80,0	96,7
			Taux d'efficacité externe ENSEA	%	80,0	100,0
			Nombre d'articles et de rapports d'études publiés par l'ENSEA	Nombre	8	10
			Proportion de statisticiens dans l'effectif de l'INS	%	36,0	61,9
			Taux de réalisation des activités techniques du plan d'actions opérationnel de l'INS	%	100,0	78,0
			Nombre d'enquêtes et d'études réalisées par l'INS	Nombre	12	16

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
3-Administration Générale et Développement Economique	Ministère des Finances et du Budget					
	Programme 1 : Administration Générale	Améliorer la coordination des activités du ministère	Taux de réalisation des activités du Plan d'Actions Opérationnel (PAO) du ministère	%	97,0	100,0
			Proportion des rapports trimestriels de suivi du PAO produits dans les délais	%	100,0	100,0
		Assurer une gestion optimale des ressources humaines	Taux de réalisation du plan de formation du MEF	%	80,0	100,0
			Taux de satisfaction des besoins en personnel	%	95,0	100,0
		Assurer la préparation et le suivi de l'exécution du budget du ministère	Proportion des rapports trimestriels de suivi de l'exécution du budget produits dans les délais	%	100,0	100,0
			Taux de réalisation des activités de suivi de l'exécution du budget du ministère	%	100,0	100,0
		Améliorer la planification, le suivi-évaluation des activités et la production des statistiques	Proportion des documents de planification et de programmation élaborés dans les délais	%	100,0	100,0
			Proportion de documents de suivi-évaluation produits et diffusés	%	100,0	100,0
		Améliorer la gestion des documents et archives du ministère	Proportion des documents numérisés et archivés au sein du fond documentaire de la DDAP	%	60,0	50,0
			Proportion des documents apurés dans le fond d'archives de la DDAP	%	80,0	65,0
		Améliorer la gestion du contentieux, l'assistance juridique et la réparation des préjudices subis du fait des activités de l'Etat	Taux de représentation directe de l'Etat	%	30,0	84,4
			Proportion d'avis juridiques émis par l'Agence Judiciaire de l'Etat	%	100,0	100,0
			Proportion de projets de décision et de notes de présentation pour les dossiers de réparation élaborés	%	80,0	100,0
		Améliorer le délai de traitement des dossiers soumis au contrôle Financier	Délai moyen de traitement des dossiers soumis au visa du CF	Jour ouvré	6	6
	Programme 2 : Trésor et Comptabilité Publique	Améliorer la gestion des ressources publiques	Délais de production du Compte Général de l'Administration des Finances (CGAF) en année n+1	Mois	6	6
			Taux de mobilisation des ressources publiques assignées au Trésor (fiscales et non fiscales et mobilisations sur le marché)	%	100,0	104,3
			Taux de paiement des fournisseurs en 90 jours à compter de la prise en charge	%	100,0	76,0
			Taux de paiement des salaires	%	100,0	99,0
			Taux de remboursement du service de la dette publique	%	100,0	100,0
		Superviser le secteur financier	Proportion de banques et établissements financiers n'ayant pas d'irrégularités majeures	%	95,0	88,0
			Proportion de compagnies d'assurance n'ayant pas d'irrégularités majeures	%	95,0	91,2
			Proportion des systèmes financiers décentralisés n'ayant pas d'irrégularités majeures	%	95,0	93,0
			Taux d'exécution des programmes d'audit, de contrôle et d'inspection des structures (assurances, banques, SFD, etc.)	%	90,0	97,9
	Programme 3 : Douanes	Mobiliser les recettes douanières	Taux de réalisation des objectifs de recettes douanières	%	98,0	91,9
		Améliorer la gestion de l'administration des douanes	Taux de réalisation du PAS du programme « Douanes »	%	80,0	83,3
		Renforcer la lutte contre la fraude	Taux de réalisation des visites des déclarations en circuit rouge déposées en douane	%	95,0	95,2
		Renforcer le système de recouvrement des droits et taxes douanières	Taux de recouvrement des droits et taxes	%	95,0	101,6

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
3-Administration Générale et Développement Economique	Programme 4 : Impôts	Mobiliser les recettes intérieures de l'Etat	Taux de contributeurs effectifs en ITS	%	53,0	62,2
			Taux de contributeurs effectifs en TVA	%	37,9	54,7
			Taux de recouvrement des émissions impôts fonciers	%	70,0	73,0
		Améliorer la gestion de l'Administration de la DGI	Taux de réalisation du PAS du programme Impôts	%	80,0	80,0
		Elargir l'assiette fiscale	Nombre de contribuables intégrés dans le fichier des impôts divers	Nombre	9 000	16 200
			Nombre de nouvelles parcelles intégrées dans le fichier d'impôt foncier	Nombre	19 000	31 846
		Réduire la fraude fiscale	Part des recettes issues du contrôle fiscal	%	3,7	4,7
			Part du personnel fiscaliste dédié au contrôle fiscal	%	9,1	12,7
			Taux d'exécution du programme annuel de contrôle	%	45,0	79,0
	Programme 5 : Budget	Améliorer la gestion de l'administration budgétaire	Taux de réalisation du PAS du programme « Budget »	%	95,0	100,0
		Assurer une gestion efficace et efficiente du budget de l'État	Taux d'audits réalisés	%	90,0	100,0
		Améliorer la gestion des ressources humaines et la qualité du service	Taux d'exécution du Plan de formation sur le budget	%	90,0	85,7
			Délai moyen de traitement des requêtes des opérateurs économiques	Jour	3,5	1,0
		Renforcer les outils d'élaboration et d'exécution budgétaires	Nombre de collectivités connectées assistées au système d'information budgétaire	Nombre	60	61
			Proportion d'EPN connectés au RIC1 centralisé	%	100,0	100,0
	Programme 6 : Marchés Publics	Améliorer la gouvernance de l'administration des marchés publics	Taux de réalisation du PAS du programme « Marchés Publics »	%	80,0	100,0
		Assurer une gestion efficace et efficiente des opérations de passation de marchés publics	Délai moyen de passation des marchés (jours)	Jour	94,0	92,2
			Taux de marchés de gré à gré dans les marchés publics	%	15,0	14,8
		Renforcer les outils de gestion des marchés publics	Proportion des collectivités connectées au SIGMAP	%	71,1	100,0
	Programme 7 : Gestion des Financements	Coordonner les activités du programme	Taux d'exécution des activités planifiées	%	85,0	71,6
		Mobiliser et gérer les financements	Taux de couverture des besoins de financement	%	100,0	96,4
			Taux de mobilisation des financements privés et de marché	%	100,0	93,3
			Taux d'exécution des mesures préalables des financements bilatéraux et multilatéraux	%	60,0	78,3
		Assurer le suivi et évaluation des projets et programmes et la production des statistiques	Nombre de rapports du suivi et évaluation des projets et programmes produits dans les délais	Nombre	4	1
			Nombre de bulletins statistiques publiés dans le délai	Nombre	4	4

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
4-Enseignement, Formation et Recherche	Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation					
	Programme 1 : Administration Générale	Améliorer le cadre institutionnel du secteur	Proportion de structures disposant d'un Contrat d'Objectif et de Performance (COP)	Proportion	41/1038	0/1038
			Proportion d'outils de gestion opérationnels	Proportion	7/9	7/9
			Taux de vulgarisation des activités réalisées du ministère	%	65,0	75,0
		Améliorer la gestion financière des ressources financières et humaines	Taux d'exécution du budget	%	98,0	98,8
			Nombre d'heures moyen de cours hebdomadaires dispensés par enseignant du secondaire 1er cycle (Norme : 21h)	Heures	19,4	19,5
	Programme 2 : Enseignement Préscolaire et Primaire	Améliorer la qualité de l'éducation préscolaire et primaire	Ratio élève-maître au primaire public	Ratio	41,5	42,0
			Taux de succès au CEPE	%	68,8	71,2
			Taux de redoublement au primaire	%	13,4	14,1
			Taux d'achèvement au primaire	%	85,4	78,6
		Améliorer l'accès à l'éducation préscolaire et primaire	Taux brut de préscolarisation	%	12,2	11,2
			Taux net d'admission au primaire	%	74,8	75,1
			Taux net de scolarisation au primaire	%	94,0	94,2
			Programme 3 : Enseignement Secondaire Général	Améliorer la qualité de l'enseignement secondaire général	Taux de réussite au BEPC	%
	Taux de réussite au BAC	%			36,0	32,1
	Taux de transition 3 ^{ème} /2 ^{nde} général	%			44,5	36,7
	Taux d'achèvement du 1 ^{er} cycle du secondaire	%			69,9	70,9
	Taux d'achèvement du 2 nd cycle du secondaire	%			41,4	38,1
	Améliorer l'accès à un enseignement secondaire général	Taux brut de scolarisation au 1 ^{er} cycle		%	79,1	66,5
		Taux brut de scolarisation au 2 nd cycle		%	43,7	30,7
		Taux brut d'admission dans le 1 ^{er} cycle		%	61,3	65,3
	Programme 4 : Alphabétisation et Education non Formelle	Accroître l'accès à l'alphabétisation et à l'éducation non formelle	Proportion d'animateurs d'alphabétisation formés par la DAENF à l'exécution des programmes nationaux d'alphabétisation du PSAENF du MENA	%	56,0	42,5
			Proportion de kits distribués par le MENA dans le PASENF	%	86,0	52,8
			Proportion d'apprenants formés par le MENA	%	84,0	45,6

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
4-Enseignement, Formation et Recherche	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique					
	Programme 1 : Administration Générale	Améliorer la gouvernance et le pilotage du Système d'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	Taux de réalisation des activités du Plan de Travail Annuel	%	100,0	90,0
			Proportion de services de l'administration centrale formés à la démarche qualité	%	75,0	75,0
			Proportion d'équipes qualité mises en place dans les services de l'administration centrale	%	80,0	25,0
			Taux d'avancement de la mise en place du Système d'Information et de Gestion (SIG)	%	20,0	20,0
		Assurer une gestion efficiente et efficace des ressources humaines, matérielles et financières	Taux d'encadrement (Ratio Etudiant/Enseignant)	Ratio	25	25
			Taux d'exécution du budget	%	100,0	96,9
	Programme 2 : Enseignement supérieur	Améliorer la qualité des formations des étudiants dans l'Enseignement Supérieur	Taux de mise en stage des diplômés	%	35,0	36,0
			Taux d'admissibilité à l'examen du BTS	%	53,0	41,0
			Proportion des filières professionnalisantes	%	20,0	25,0
			Taux de personnel PAT mis en formation	%	50,0	53,4
			Taux de promotion des enseignants chercheurs et chercheurs au CAMES	%	75,0	92,9
			Proportion d'UFR ayant terminé l'année académique précédente au démarrage de l'année académique en cours	%	85,0	95,0
			Taux de promotion des étudiants	%	55,0	56,0
			Proportion des étudiants en formation continue	%	8,0	8,4
		Améliorer l'accès à l'Enseignement Supérieur	Nombre d'étudiants pour 100 000 habitants	Nombre	1 036	963
			Ratio étudiant/salle de TD (Universités et grandes écoles publiques)	Ratio	34,0	35,0
			Ratio étudiant/salle de TP (Universités et grandes écoles publiques)	Ratio	30,0	30,0
			Pourcentage d'étudiants orientés dans les universités publiques	%	48,0	20,1
	Programme 3 : Œuvres universitaires et vie estudiantine	Améliorer la gestion des œuvres universitaires	Part des bourses dans le budget du MESRS	%	12,5	12,4
			Pourcentage d'étudiants boursiers	%	10,0	14,5
			Taux de réussite des étudiants boursiers	%	62,7	63,0
			Taux de satisfaction des demandes de bourses éligibles	%	93,0	93,3
			Nombre de campagnes de sensibilisation à la non-violence tenue	Nombre	6	8
			Nombre d'activités sportives et culturelles organisées	Nombre	6	7
			Proportion d'étudiants inscrits dans les clubs sportifs et culturels	%	1,0	1,0
			Nombre de plaintes pour cas d'agressions sexuelles et de cas de harcèlement	Nombre	15	14
		Accroître les capacités d'accueil des œuvres universitaires	Nombre d'infrastructures socio-culturelles et sportives	Nombre	13	13
			Ratio étudiant/lit	Ratio	6,0	8,0
			Taux de satisfaction des demandes en chambres dans les résidences universitaires	%	18,0	17,0
			Nombre de places assises dans les restaurants universitaires	Nombre	6 706	9 280
			Nombre de repas servis par an	Nombre	21 022 293	22 014 220

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
4-Enseignement, Formation et Recherche	Programme 4 : Recherche scientifique et innovation	Assurer une meilleure gestion (financement) de la recherche et de l'innovation	Proportion de programmes nationaux mis en œuvre	%	20,0	0,0
			Part de l'enveloppe de la recherche et de l'innovation dans le budget du MESRS	%	10,0	2,7
			Nombre de projets de recherche et d'innovation financés par les structures de financement	Nombre	30	85
			Nombre de résultats de recherche et d'innovation valorisés	Nombre	40	42
			Nombre de résultats de recherche et d'innovation vulgarisés	Nombre	18	18
			Nombre de Brevets acquis	Nombre	34	37
			Proportion des indicateurs ILD atteintes ou réalisés dans de la mise en œuvre des Centres d'Excellence Africains (CEA)	%	80,0	80,0
		Accroître les capacités infrastructurelles et matérielles (plateaux techniques), humaines et financières du système de recherche et d'innovation.	Taux d'exécution physique moyen des projets des centres et instituts de recherche	%	75,0	75,8
			Taux de réalisation des moyens communautaires	%	66,0	33,0
			Nombre de fermes agro-pastorales fonctionnelles	Nombre	5	3
	Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage					
	Programme 1 : Administration Générale	Améliorer le cadre institutionnel et réglementaire du secteur de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	Proportion de textes légaux et réglementaires soumis	Proportion	3/8	6/8
			Taux de réalisation des activités de la carte des formations professionnelles	%	80,0	80,0
		Assurer la gestion des ressources financières, matérielles, humaines en matière de formation professionnelle	Taux d'exécution du budget d'investissement	%	97,0	100,0
			Pourcentage d'enseignants en situation de classe, encadrés au cours de l'année	%	15,0	11,5
			Pourcentage du personnel administratif et technique ayant bénéficié d'un renforcement de capacités	%	30,0	19,3
	Programme 2 : Formation Professionnelle	Assurer une formation professionnelle de qualité	Taux d'insertion des diplômés du système de la formation professionnelle	%	50,0	40,0
			Taux de réussite aux examens de la formation professionnelle	%	70,0	56,1
			Pourcentage annuel des enseignants de spécialités ayant bénéficié d'une formation par immersion	%	10,0	10,0
			Proportion de curricula révisés sur les 50 curricula prévus	%	25/50	21/50
			Pourcentage d'enseignants de la formation professionnelle du public ayant bénéficié d'un renforcement de capacités	%	10,0	10,8
			Nombre de personnes formées dans le cadre de l'E2C	Nombre	25 000	27 164
			Proportion de personnes insérées dans le cadre de l'E2C	%	80,0	85,0
			Nombre de travailleurs certifiés grâce au processus de la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)	Nombre	1000,0	1000,0
		Accroître l'accès à la formation professionnelle	Taux de croissance des effectifs de la formation professionnelle	%	17,5	10,3
			Taux de croissance de la capacité d'accueil dans le public de la formation professionnelle	%	8,0	8,0

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
4-Enseignement, Formation et Recherche	Programme 3 : Enseignement Secondaire Technique	Accroître l'accès à l'Enseignement Technique	Taux d'accroissement des effectifs de l'Enseignement Technique	%	15,5	16,0
			Taux d'accroissement de la capacité d'accueil de l'Enseignement Technique du Public	%	7,0	8,6
		Assurer un Enseignement Technique de Qualité	Taux de réussite à l'examen du baccalauréat de l'Enseignement Technique (Public et Privé)	%	40,0	33,0
			Pourcentage des enseignants du technique public ayant bénéficié d'un renforcement de capacité	%	10,0	15,6
			Pourcentage des enseignants du technique privé ayant suivi une formation pédagogique	%	6,0	7,1
5-Santé et Actions Sociales	Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale					
	Programme 1 : Administration Générale	Assurer la coordination générale en matière d'Emploi, de Travail et de Protection Sociale	Proportion des structures du ministère inspectées	%	65,0	80,0
			Pourcentage des textes réglementaires élaborés	%	100,0	100,0
		Améliorer la planification et le système de suivi-évaluation des programmes, projets et activités	Taux de réalisation des activités de projets d'investissement budgétisés	%	75,0	100,0
			Pourcentage des activités programmées, réalisées	%	63,0	65,0
		Améliorer le système de gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Proportion des gestionnaires de crédits formés en matière de gestion des finances publiques	%	85,0	87,5
			Proportion de personnel formé	%	50,0	50,0
	Programme 2 : Emploi	Assurer la coordination nationale et la promotion de l'Emploi décent	Taux de réalisation des activités du programme « Emploi »	%	87,0	110,5
			Taux de personnes insérées du fait des initiatives propres au MEPS	%	90,0	148,9
		Améliorer la planification et contribuer à l'évaluation de la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi	Taux d'emplois vulnérables	%	65,2	69,9
			Taux de salarisation	%	28,0	23,1
			Taux combiné de chômage et de la main d'œuvre potentielle	%	11,1	12,3
	Programme 3 : Travail	Assurer la coordination des initiatives du secteur du Travail	Taux de réalisation des activités du programme « Travail »	%	75,0	78,0
			Taux de réalisation des cibles du programme	%	55,0	71,4
		Promouvoir le respect des normes d'un travail décent dans les entreprises formelles et les unités de production informelles	Proportion des entreprises inspectées	%	95,0	96,1
			Taux de dossiers de conflits individuels traités	%	98,0	98,1
			Pourcentage des recours hiérarchiques contre les décisions des Inspecteurs du travail traités	%	99,0	100,0
		Promouvoir le respect des normes d'un travail décent dans les entreprises	Proportion de dossiers de consultations de Santé et de Sécurité au Travail (SST) finalisés	%	85,0	80,0
			Proportion des entreprises de plus de 50 travailleurs disposant d'un Comité de Sécurité et de Santé au Travail (CSST)	%	50,0	70,0
		Renforcer la lutte contre le travail des enfants	Proportion des DR disposant d'une cellule fonctionnelle chargée de la lutte contre les pires formes de travail des enfants	%	0,8	1,0
			Proportion des départements disposant d'un Système d'Observation et de Suivi du Travail des Enfants en CI (SOSTECI) fonctionnel	%	70,4	100,0
			Proportion des Sous-préfectures disposant d'un Système d'Observation et de Suivi du Travail des Enfants en CI (SOSTECI) fonctionnel	%	69,4	25,4
			Proportion de villages disposant d'un comité de lutte contre le travail des enfants fonctionnel	%	71,4	29,4

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
5-Santé et Actions Sociales	Programme 3 : Travail	Promouvoir le dialogue social	Taux des partenaires sociaux formés par le CNDS	%	100,0	57,8
			Proportion des conflits collectifs majeurs réglés	%	100,0	100,0
			Taux d'avis rendus par le CNDS sur les licenciements collectifs pour motif économique	%	100,0	100,0
	Programme 4 : Protection Sociale	Assurer la coordination de la Protection Sociale	Taux de mise en œuvre des mesures de la SNPS	%	45,0	100,0
			Taux de réalisation des activités	%	59,3	100,0
		Renforcer la protection des groupes vulnérables en matière d'action sociale et de promotion des personnes handicapées	Taux de fréquentation des centres sociaux	%	15,0	20,0
			Proportion des personnes indigentes bénéficiaires de prise en charge	%	8,0	25,0
			Proportion des personnes âgées prises en charge	%	0,8	15,0
			Proportion des personnes handicapées prises en charge	%	0,6	2,4
		Renforcer la protection des groupes vulnérables en matière de sécurité sociale	Pourcentage de la population enrôlée à la CMU	%	21,0	34,5
			Pourcentage des personnes indigentes enrôlées à la CMU	%	90,0	27,0
			Pourcentage des travailleurs indépendants enrôlés au RSTI	%	15,1	6,4
	Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant					
	Programme 1 : Administration Générale	Assurer la coordination et l'animation des activités du ministère	Proportion des services inspectés	%	75,0	75,0
			Nombre de structures socio-éducatives évaluées	Nombre	60	42
		Optimiser la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Taux de réalisation du plan de formation du personnel	%	100,0	100,0
			Taux d'exécution du budget	%	100,0	85,1
		Renforcer le système de planification, d'informations, juridique et de communication du ministère	Existence de l'annuaire statistique de l'année N-1	Oui/Non	Oui	Oui
			Proportion d'applications web fonctionnelles	%	100,0	100,0
	Programme 2 : Promotion de la Femme et du Genre	Améliorer le cadre institutionnel et juridique en matière de promotion du genre et de justice sociale	Nombre de couvertures médiatiques réalisées	Nombre	93	102
			Proportion de régions et de districts ayant bénéficié de séances de sensibilisation sur les textes en matière de genre (31 régions et 02 districts)	%	42,4	51,5
			Nombre de cellules genres installées	Nombre	56	70
			Proportion d'acteurs clés formés en matière de genre	%	57,0	76,5
		Améliorer les mécanismes d'intégration et réinsertion des jeunes filles dans le tissu socio-économique	Nombre de femmes disposant de capacités en leadership politique pour les échéances électorales	Nombre	125	105
			Proportion d'auditrices ayant terminé leur formation	%	87,0	93,7
		Renforcer les mécanismes de protection contre les VBG	Nombre de femmes ayant bénéficié d'un programme d'alphabétisation dans les IFEF	Nombre	2 500	2 299
			Nombre de plateformes de lutte contre les violences basées sur le genre (PF-VBG) installées	Nombre	88	88
			Nombre de victimes de VBG ayant bénéficié d'une prise en charge	Nombre	6 350	7 121
			Pourcentage de femmes victimes de viol ayant bénéficié d'une prise en charge judiciaire	%	80,0	65,5
	Programme 3 : Promotion et Consolidation de la Famille	Consolider les valeurs familiales fondamentales	Nombre de ménages vulnérables soutenus	Nombre	3 000	2 620
			Nombre de réunifications familiales réalisées	Nombre	400	610
			Pourcentage des familles formées en compétence de vie familiale	%	40,0	40,3

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
5-Santé et Actions Sociales	Programme 3 : Promotion et Consolidation de la Famille	Renforcer le système de protection de la famille	Nombre de textes réglementaires élaborés en matière de protection des familles	Nombre	4	4
			Proportion de régions et de communes disposant d'une commission locale de la famille	%	20,0	100,0
	Programme 4 : Protection des Enfants et des Adolescents Vulnérables	Améliorer la prise en charge des enfants en situation de vulnérabilité	Nombre d'OEV et leur famille bénéficiant de soins et soutiens selon les normes AQ par an	Nombre	250 000	171 478
			Proportion d'enfants en situation de rue ayant bénéficié d'une assistance	%	70,0	78,4
			Nombre d'enfants encadrés dans les centres de protection de la petite enfance (CPPE)	Nombre	17 319	19 122
			Nombre d'enfants pris en charge dans les Etablissements de Protection de Remplacement (EPR)	Nombre	750,0	841,0
		Améliorer les pratiques communautaires en matière de protection de l'enfant	Nombre d'enfants victimes de violences et de négligences référés pris en charge	Nombre	5 150	5 465
			Nombre de localités disposant de mécanismes communautaires de protection des enfants	Nombre	1 960	2 901
	Programme 5 : Autonomisation des femmes	Former et sensibiliser sur le plan économique, social et juridique	Proportion de femmes bénéficiaires de programmes d'alphabétisation, de renforcement de capacité en leadership, management et compétences de vie sociale	%	18,6	32,3
			Proportion d'organisations de femmes ayant bénéficié de formation sur l'entrepreneuriat	%	44,0	43,0
		Améliorer l'appui financier et matériel	Proportion de femmes ayant bénéficié d'appuis pour l'acquisition et l'utilisation de technologies agropastorale, halieutique et artisanale	%	31,3	31,3
			Nombre d'organisations féminines ayant bénéficié d'appui en matériels	Nombre	35	35
			Nombre de partenariats obtenus avec les structures financières	Nombre	2	3
			Ministère de la Réconciliation et de la Cohésion Nationale			
	Programme 1 : Administration Générale	Améliorer la coordination et le fonctionnement des structures	Taux de réalisation des activités du Plan de Travail Annuel (PTA)	%	70,0	70,0
			Ratio de structures déconcentrées opérationnalisées	Ratio	150/597	0/579
			Taux d'actes règlementaires transmis au SGG	%	70,0	70,0
		Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Taux de réalisation du plan de formation	%	30,0	30,0
			Taux d'exécution du budget	%	80,0	80,0
			Taux d'exécution des marchés	%	95,0	95,0
		Améliorer le système de planification, d'information, d'archivage et de communication du Ministère	Taux des structures disposant d'un plan d'actions	%	80,0	80,0
			Taux de réalisation des activités d'informatisation	%	50,0	50,0
			Taux de couverture médiatique des activités du ministère	%	70,0	38,0
	Programme 2 : Réconciliation	Renforcer le dialogue	Proportion des Partis Politiques représentés au parlement, sensibilisés au dialogue	%	100,0	100,0
			Taux de Dialogues régionaux réalisés	%	30,0	30,0
			Proportion de femmes et de jeunes sensibilisés au dialogue	%	10,0	10,0
		Réparer les préjudices subis par les victimes	Taux de groupement de personnes bénéficiaires d'AGR à la suite de conflits	%	50,0	50,0
			Taux de localités bénéficiaires de réparations communautaires à la suite de conflits	%	45,0	45,0
			Taux de victimes bénéficiant d'une prise en charge psycho-sociale et médicale	%	50,0	50,0

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023	
5-Santé et Actions Sociales	Programme 2 : Réconciliation	Promouvoir les valeurs démocratiques	Pourcentage de populations en Côte d'Ivoire sensibilisées aux valeurs démocratiques	%	5,0	5,0	
			Pourcentage des acteurs sociaux formés aux valeurs démocratiques	%	10,0	10,0	
	Programme 3 : Cohésion Nationale	Assurer un climat de Paix	Taux de résolution des conflits survenus	%	65,0	80,0	
			Proportion de localités à risques touchées par les activités de cohésion sociale	%	75,0	85,7	
		Promouvoir la Sécurité Humaine	Taux d'actions de renforcement de la sécurité humaine réalisée	%	20,0	100,0	
			Nombre de personnes à la prévention et de lutte contre la sectarisation communautaire par région	Nombre	2 000	600	
		Consolider l'Unité Nationale	Taux d'actions de renforcement de l'unité nationale réalisées	%	20,0	80,0	
			Proportion de personnes sensibilisées aux valeurs de la paix	%	80,0	76,0	
			Taux de dialogues intercommunautaires réalisés	%	35,0	100,0	
			Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle				
	Programme1 : Administration générale	Renforcer le cadre institutionnel du système de santé	Proportion des textes relatifs à la réforme hospitalière diffusés	%	75,0	66,0	
			Nombre des établissements sanitaires privés visités	Nombre	200	1 121	
		Améliorer le cadre de gestion du système de santé	Proportion de structures de santé (CHR, HG, Espc) qui respectent les critères de gestion financière	%	60,0	61,2	
			Proportion de CHR appliquant la comptabilité de gestion dans le projet pilote	%	2/21	2/21	
		Améliorer l'articulation des orientations stratégiques avec la programmation budgétaire	Proportion des structures de santé (centrales, déconcentrées) ayant un Plan de Travail Annuel (PTA) validé	%	100,0	100,0	
			Proportion des structures de santé (centrales, déconcentrées) ayant un contrat de performance opérationnel (CPO) signé	%	50,0	50,0	
		Améliorer la disponibilité de l'information sanitaire	Taux de complétude des formulaires des rapports SIG	%	100,0	99,9	
			Taux de promptitude nationale des formulaires des rapports SIG	%	100,0	98,2	
		Programme 2 : Amélioration de l'offre et de l'accessibilité aux soins	Construire, Réhabiliter, étendre et équiper les infrastructures sanitaires	Proportion de la population habitant à moins de 5 Km d'un établissement de santé	%	80,0	100,0
				Proportion d'établissements sanitaires réhabilités et équipés	%	100,0	95,0
	Améliorer la disponibilité et l'accessibilité aux médicaments, aux vaccins et aux autres intrants stratégiques de qualité		Taux de disponibilité des médicaments essentiels	%	95,0	82,5	
			Taux de disponibilité d'intrants stratégiques	%	95,0	87,4	
	Faire la prise en charge des affections dans les établissements sanitaires selon la pyramide		Nombre de poches de sang collectées	Nombre	200 000	234 011	
			Nombre de patients traités pour l'hépatite B	Nombre	300,0	509,0	
			Nombre de patients pris en charge dans les UPEC pour les maladies métaboliques	Nombre	83 432	86 344	
			Nombre de régions sanitaires disposant d'au moins une unité de prise en charge pour les maladies métaboliques	Nombre	25,0	22,0	
			Taux de succès thérapeutique des nouveaux cas et rechutes de tuberculose confirmée bactériologiquement : patients guéris et traitement terminé	%	89,0	88,0	
			Proportion de cas de paludisme correctement pris en charge	%	100,0	97,0	
			Nombre d'Unité Nutritionnelle Thérapeutique, d'Unité Nutritionnelle Thérapeutique Ambulatoire et d'Unité Nutritionnelle de Supplémentation fonctionnelles	Nombre	2 343	2 427	
		Taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié	%	78,5	93,63		
	Proportion d'enfants malnutris (MASsc, MASc) guéris	%	91,3	88,2			

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023	
5-Santé et Actions Sociales	Programme 2 : Amélioration de l'offre et de l'accessibilité aux soins	Faire la prise en charge des affections dans les établissements sanitaires selon la pyramide	Proportion de PVVIH enfants et adultes de la cohorte encore en vie sous ARV maintenus dans les soins 12 mois après l'initiation du traitement	%	93,0	95,0	
			Proportion de nouveaux cas et rechutes toutes formes testées de tuberculose notifiée testés pour le VIH/SIDA	%	100,0	99,0	
		Renforcer le processus de réponse efficace aux situations d'urgence et de prévention des évènements de santé publique	Densité des prestataires de soins /habitants	%	10,9	10,5	
			Proportion de districts transmettant des informations basées sur la surveillance des évènements	%	23,0	100,0	
	Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie	Intensifier les interventions de prévention et de prise en charge du paludisme, de la tuberculose et du VIH/sida et Hépatite virale	Pourcentage de personnes clés ayant bénéficié de programme de prévention combinée (la sensibilisation, du dépistage et de la distribution de préservatifs) de lutte contre le VIH	%	95,0	50,7	
			Nombre de cas de tuberculose, toutes formes confondues notifiées	Nombre	25 754	21 865	
			Taux de couverture en MILDA en routine	%	80,0	60,0	
			Nombre de patients dépistés pour l'hépatite B	Nombre	5 000	8 000	
		Intensifier les interventions de lutte contre les autres maladies transmissibles, non transmissibles et les maladies tropicales négligées	Taux d'infirmité de « degré 2 » parmi les nouveaux cas de lèpre dépistés	%	21,0	21,1	
			Proportion de ménages ayant acquis les connaissances sur les Pratiques Familiales Essentielles (PFE)	%	40,0	53,2	
		Intensifier les interventions d'amélioration de la prévention des maladies et promotion de l'hygiène publique ainsi que des bonnes pratiques nutritionnelles	Taux de couverture en vitamine A des enfants de 6 à 59 mois en routine	%	80,0	95,0	
			Taux d'enfants complètement vaccinés avant 12 mois en DTC-HepB-Hib3	%	97,0	97,0	
		Maitriser les risques liés à la grossesse et améliorer la couverture en services de prévention et de prise en charge des maladies de l'enfant	Couverture en CPN1 fait au premier trimestre de la grossesse	%	37,5	25,7	
			Taux de prévalence contraceptive	%	32,7	24,1	
			Couverture en Sulfadoxine- Pyriméthamine (SP) 3 doses	%	65,0	51,0	
			Taux de transmission du VIH de la mère à l'enfant y compris la période de l'allaitement	%	4,0	10,6	
			Taux d'enfants âgés de 9 mois à 1 an vaccinés contre la rougeole	%	95,0	93,0	
		Ministère de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté					
		Programme 1 : Administration Générale	Améliorer la coordination et le système de planification et de suivi- évaluation	Nombre de rapports de suivi périodique produits (PAP, PND, Rapport général d'activités)	Nombre	6	6
	Nombre de rapports d'études/d'évaluations			Nombre	1	2	
	Nombre de rapports de missions d'inspections des structures			Nombre	27	5	
	Renforcer les capacités des ressources humaines, le cadre juridique et institutionnel au sein du ministère		Nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat formés.	Nombre	300	300	
			Nombre de textes juridiques et réglementaires élaborés	Nombre	12	26	

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
5-Santé et Actions Sociales	Programme 2 : Solidarité et Action Humanitaire	Renforcer le dispositif d'identification et de suivi des personnes sinistrées, vulnérables, victimes de catastrophes naturelles et de crises	Nombre de Rapports de suivi de l'état de la solidarité et de la cohésion sociale produits	Nombre	52	52
			Nombre de ménages vulnérables, victimes de sinistres et de catastrophes naturelles identifiés	Nombre	20 000	49 748
			Fréquence de la mesure de la valeur de l'Indice National de Solidarité et de Cohésion Sociale (INSCS)	%	100	100
		Renforcer l'assistance apportée aux ménages vulnérables, en détresse et sinistrés	Proportion de ménages sinistrés victimes de catastrophes naturelles et crises assistés	%	55,0	77,8
			Proportion de victimes de traite des personnes et de trafic illicite des migrants assistées	%	65,0	67,0
	Programme 3 : Lutte contre la Pauvreté	Renforcer l'inclusion sociale	Proportion de localités fragiles et vulnérables bénéficiant de Filets Sociaux	%	75,0	75,0
			Taux de satisfaction des personnes (hommes et femmes) vulnérables et extrêmement pauvres ayant bénéficié ou participé à au moins un programme social (PAFS, SWEED, PNDC)	%	50,0	80,0
			Proportion de personnes (hommes et femmes) vulnérables et extrêmes pauvres ayant bénéficié ou participé à au moins un programme social (PTMP, SWEDD, PNDC)	%	67,7	75,0
			Nombre de ménages ciblés bénéficiaires du Programme de Transferts Monétaires Productifs (PTMP)	Nombre	200 000	200 000
			Proportion de ménages inscrits dans le système d'information du Registre Social Unique (RSU)	%	54,5	54,5
			Proportion des personnes (hommes et femmes) bénéficiaires des programmes sociaux ayant un identifiant unique	%	40,0	40,0
		Contribuer au renforcement du capital humain et des actions communautaires	Proportion de femmes, de jeunes filles et d'adolescentes ayant des connaissances améliorées en compétences de vie, en santé sexuelle et reproductive	%	66,7	83,3
			Proportion de femmes, de jeunes filles et d'adolescentes ayant bénéficié d'au moins un appui (formation professionnelle, crédit, subvention d'actif productif)	%	66,7	29,8
			Proportion de personnes vulnérables, pauvres identifiées et encadrées par les ONG ; OSC et autres partenaires de mise en œuvre des programmes sociaux	%	40,0	90,0
6-Culture, Jeunesse, sport et Loisir	Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique					
	Programme 1 : Administration Générale	Améliorer l'environnement institutionnel des secteurs de la Communication et de l'Economie Numérique	Nombre de textes législatifs et réglementaires soumis	Nombre	35,0	29,0
			Proportion de missions de contrôles effectuées	%	33,0	45,0
		Renforcer la gestion des ressources financières, humaines et matérielles	Proportion d'agents ayant leurs capacités renforcées	%	35,0	38,0
			Taux d'exécution du budget	%	100,0	99,2
			Proportion de biens mobiliers acquis	%	33,0	40,0
			Proportion de biens immobiliers acquis	%	33,0	40,0

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
6-Culture, Jeunesse, sport et Loisir	Programme 1 : Administration Générale	Améliorer le système d'archivage de planification, de suivi -évaluation et de la mise en œuvre de la politique du ministère	Taux de réalisation des activités planifiées	%	33,0	33,0
			Taux d'exécution des missions de suivi des activités	%	33,0	33,0
			Taux de documents numérisés	%	40,0	45,0
			Taux de réalisation des activités du plan de communication	%	33,0	33,0
	Programme 2 : Communication et Médias	Renforcer la production et la diffusion de l'information	Taux de couverture de la diffusion en radios nationales	%	80,0	80,0
			Taux de couverture de la population en TNT	%	100,0	95,0
			Part d'audience du groupe RTI/ Audience TV	%	28,0	26,5
			Taux de départements couverts par les postes de collecte de l'AIP	%	77,1	77,1
			Taux annuel d'accroissement de la production	%	2,1	3,1
			Part d'audience du groupe RTI/ Audience Radio	%	27,0	27,0
		Réguler et professionnaliser le secteur de la communication et des médias	Proportion de journalistes ayant la carte d'identité professionnelle	%	33,0	40,0
			Nombre d'entreprises du secteur dont les emprunts sont garantis	Nombre	14	14
			Taux des structures subventionnées	%	31,0	35,0
			Nombre de supports régulés / PIN 80	Nombre	130	90
			Nombre de supports régulés / Presse Imprimée 69	Nombre	69	74
			Taux de panneaux réguliers	%	30,0	30,0
	Programme 3 : Economie Numérique et Poste	Développer l'économie numérique et le secteur postal	Classement Afrique au Global Cyber Security Index	Nombre	7/54	11/54
			Classement Global Cyber Security Index (GCI)	Nombre	70/175	75/175
			Taux d'exécution des travaux du projet d'aménagement de la zone franche de Grand-Bassam	%	100,0	100,0
			Taux de mise en œuvre du Service Postal Universel	%	30,0	82,0
			Taux de pénétration du haut débit fixe	%	3,0	5,0
			Nombre de diplômés aux métiers postaux numériques	Nombre	285	22
			Nombre de bureaux de postes opérationnels	Nombre	172	180
			Taux de la population couverte par le mobile 4G	%	63,0	91,0
			Nombre de cabinets ministériels utilisant la plateforme e-cabinet	Nombre	15	12
			Nombres de diplômés (licences et Master) en TIC à l'ESATIC	Nombre	235	235
			Nombre d'entreprises installées au VITIB	Nombre	25	80
			Taux d'exécution du projet Ecom@Africa	%	50,0	25,0
			Taux de femmes formées dans le numérique en Côte d'Ivoire	%	20,0	23,0
			Nombre d'emplois créés par le secteur de l'offshoring	Nombre	10 000	1 200

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
6-Culture, Jeunesse, sport et Loisir	Ministère de la Culture et de la Francophonie					
	Programme 1 : Administration Générale	Améliorer la coordination et le cadre institutionnel	Durée moyenne de traitement des requêtes des usagers du ministère	Jour ouvrable	8	10
			Pourcentage d'activités culturelles soutenues par les collectivités locales	%	50,0	55,9
		Assurer une gestion efficiente des ressources humaines, matérielles et financières.	Taux de réalisation du plan de formation du ministère	%	40,0	66,7
			Taux de rejets et des différés des dossiers soumis au CF	%	25,0	13,4
		Améliorer la planification et le suivi-évaluation des activités	Taux de réalisation des activités inscrites au Plan de Travail Annuel (PTA) du ministère	%	55,0	70,0
			Taux de réalisation physique de Projets d'Investissements Publics (PIP) du ministère	%	70,0	72,9
	Programme 2 : Animation Culturelle et Industries Culturelles et Créatives	Renforcer la compétitivité des Industries Culturelles et Créatives (ICC)	Evolution du nombre d'entreprises culturelles créées par an	Nombre	868	1 150
			Evolution du montant des droits d'auteur perçus par le BURIDA par an	FCFA	5 150 000 000	5 015 383 319
		Promouvoir l'expression des diversités culturelles	Nombre de festivals culturels sur le territoire national réalisés par an	Nombre	600	753
			Proportion des communes disposant d'au moins une salle de spectacles artistiques fonctionnelle	Proportion	150/201	115/201
	Programme 3 : Patrimoine Culturel	Sauvegarder les biens du patrimoine culturel national	Taux de numérisation des pièces muséales conservées (musées nationaux)	%	28,9	31,2
			Nombre cumulé de documents patrimoniaux conservés et numérisés (bibliothèque nationale)	Nombre	1 578	1 591
			Nombre cumulé d'éléments et de biens culturels inscrits sur la liste du patrimoine culturel national	Nombre	27	95
		Exploiter les biens et les éléments du patrimoine culturel national sauvegardés	Nombre d'usagers et de visiteurs à la bibliothèque nationale et dans les musées nationaux.	Nombre	53 284	54 216
			Taux de croissance cumulé des ressources générées par l'exploitation du patrimoine culturel (la bibliothèque nationale, les musées nationaux et l'OIPC)	%	34,0	-56,0
	Programme 4 : Enseignement Artistique et Culturel	Améliorer l'accessibilité à l'éducation-formation artistique et culturelle	Nombre de salles de classes disponibles et fonctionnelles	Nombre	95,0	95,0
			Pourcentage de régions disposant d'établissements artistiques et culturels (publics ou privés)	%	9,4	9,4
		Améliorer la qualité de la formation artistique et culturelle	Nombre d'enseignants évalués dans le secondaire artistique et culturel public	Nombre	50,0	60,0
			Ratio élèves par enseignant	Ratio	12/1	9,4/1
			Taux moyen d'enseignants permanents qualifiés en arts et en culture	%	72,0	72,0
	Programme 5 : Francophonie	Valoriser l'usage et l'influence de la langue française dans un contexte de diversité linguistique et culturelle	Evolution du nombre de postes occupés par les Ivoiriens dans les instances de la Francophonie	Nombre	15	11
			Nombre d'actions de promotion de la langue française en Côte d'Ivoire	Nombre	4	5
		Renforcer l'ancrage de la Francophonie au sein des populations jeunes et femmes	Nombre de projets financés par la Francophonie en Côte d'Ivoire	Nombre	20	29
			Nombre d'associations de jeunes et de femmes bénéficiaires de formations en activités génératrices de revenus	Nombre	25	38

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
6-Culture, Jeunesse, sport et Loisir	Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique					
	Programme 1 : Administration Générale	Améliorer le cadre juridique et institutionnel du secteur jeunesse	Nombre de textes législatifs et réglementaires soumis	Nombre	27	53
			Nombre d'accords et de conventions signés et exécutés dans le secteur jeunesse	Nombre	40	54
		Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Proportion d'agents du ministère ayant bénéficié d'une formation au niveau national	%	65,0	82,4
			Proportion d'agents du ministère ayant bénéficié d'une formation à l'étranger	%	65,0	20,0
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés	%	100,0	100,0
		Améliorer l'image du ministère	Taux d'exécution de la stratégie de communication 2021-2025	%	50,0	100,0
			Proportion de rencontres d'échanges organisées avec les jeunes	%	60,0	129,0
		Améliorer le dispositif de planification, programmation et de suivi-évaluation du Ministère	Taux de réalisation des missions d'inspection effectuées	%	55,0	55,0
			Taux de production des rapports de suivi-évaluation	%	60,0	60,0
	Programme 2 : Promotion de la Jeunesse	Assurer la participation des jeunes au processus de prise de décision pour le développement communautaire, local et national	Nombre de fédérations de jeunesse affiliées au CNJCI et bénéficiaires des subventions	Nombre	8,0	7,0
			Proportion des associations de jeunesse ayant renouvelé leurs bureaux exécutifs	%	60,0	105,0
		Favoriser l'adoption par les jeunes de comportements adéquats face aux fléaux sociaux	Proportion de jeunes sensibilisés pour le changement de comportement	%	68,5	70,8
			Proportion de nouveaux inscrits sur la plateforme d'information U-report	%	90,0	101,9
		Faciliter l'accès des jeunes aux services sociaux de base adaptés à leurs besoins	Proportion d'Institutions Socio-Educatives de jeunesse (ISE) réhabilitées et équipées	%	5,0	7,0
			Proportion d'Institutions Socio-Educatives de jeunesse (ISE) construites et équipées	%	3,0	0,0
	Programme 3 : Emploi des Jeunes	Améliorer la représentativité de l'AEJ sur l'étendue du territoire national	Taux de couverture nationale en agences régionales	%	75,0	70,0
			Taux de couverture nationale en guichets emplois jeunes	%	100,0	100,0
		Améliorer les compétences des jeunes à travers des programmes de formations et de stages correspondant aux besoins du marché du travail	Proportion de jeunes ayant obtenu leurs certificats, attestations d'aptitudes à l'issue du programme formation complémentaire qualifiante	%	90,0	98,0
			Proportion de jeunes ayant obtenu leurs certificats, attestations d'aptitudes, à l'issue du programme apprentissage et chantiers écoles	%	90,0	90,0
			Proportion de jeunes ayant obtenu leurs attestations de fin de stage de qualification	%	90,0	100,0
			Proportion de jeunes ayant obtenu leurs attestations de fin de stage école	%	90,0	100,0
	Programme 4 : Service Civique	Renforcer la culture civique et citoyenne	Proportion de jeunes marginalisés formés et insérés	%	100,0	70,0
		Promouvoir le volontariat et le bénévolat des jeunes	Proportion de jeunes formés au volontariat et au bénévolat	%	100,0	99,0
			Proportion de jeunes mis en mission dans le cadre du volontariat et du bénévolat	%	100,0	75,1
		Améliorer les compétences des jeunes à travers des programmes de formations et de stages correspondant aux besoins du marché du travail	Proportion de jeunes marginalisés formés à travers le dispositif de service civique	%	100,0	145,2

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
6-Culture, Jeunesse, sport et Loisir	Programme 4 : Service Civique	Construire et rendre opérationnels les centres de service civique sur l'ensemble du territoire national	Proportion de jeunes ayant bénéficié du programme Service National des Jeunes (SNJ)	%	100,0	148,1
			Proportion de Centres de Service Civique (CSC) construits et équipés	%	33,3	25,0
	Ministère Délégué auprès du Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, chargé des Sports et du Cadre de Vie					
	Programme 1 : Administration Générale	Renforcer le cadre juridique et institutionnel	Proportion de textes règlementaires élaborés	%	66,0	66,0
			Proportion de fédérations ayant signé une convention d'objectif	%	92,0	90,6
		Développer l'offre de formation adaptée aux métiers du sport	Proportion de jeunes formés aux emplois du sport	%	70,0	72,0
			Proportion de jeunes formés aux métiers du sport	%	60,0	100,0
		Assurer la coordination générale en matière de sport	Proportion d'unités administratives inspectées	%	47,0	47,0
			Proportion d'unités administratives respectant les règles de gestion administrative et financière	%	90,0	100,0
		Améliorer la planification et le système de suivi-évaluation des programmes et projets	Taux de réalisation physique des projets d'investissement en cours	%	80,0	92,1
			Proportion de missions de suivi- évaluation réalisées	%	47,0	47,0
		Améliorer le système de gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Proportion des agents ayant bénéficié d'un renforcement de capacités conformément au plan de formation	%	27,0	27,6
			Taux de satisfaction des demandes en personnel émises par les unités administratives	%	50,0	100,0
			Taux d'exécution budgétaire	%	87,0	94,5
	Programme 2 : Sports	Développer l'offre d'infrastructures adaptées aux activités sportives	Taux de réalisation d'infrastructures sportives civiles aux normes internationales	%	80,0	100,0
			Taux de réalisation d'infrastructures sportives civiles de proximité	%	23,2	26,3
			Taux de réalisation d'infrastructures sportives scolaires et universitaires	%	70,0	68,4
		Mettre en place un système de maintenance des infrastructures sportives	Proportion d'infrastructures sportives civiles entretenues	%	100,0	100,0
			Taux d'infrastructures sportives civiles fonctionnelles	%	100,0	100,0
		Promouvoir les sports scolaires, universitaires, de masse et de haut niveau	Taux de participation des établissements scolaires et universitaires aux compétitions OISSU	%	44,0	44,2
			Taux de participation des populations aux activités d'animation sportive	%	40,0	46,0
			Taux de participation des fédérations sportives aux compétitions internationales statutaires	%	100,0	100,0
			Proportion des médailles remportées lors des participations aux compétitions internationales statutaires	%	40,0	58,8

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
	Ministère du Tourisme et des Loisirs					
6-Culture, Jeunesse, sport et Loisir	Programme 1 : Administration Générale	Améliorer la gouvernance et le cadre institutionnel du secteur de tourisme	Taux de projets de textes transmis au SGG	%	85,0	100,0
			Taux de réalisation des activités planifiées	%	90,0	82,6
		Améliorer les actions de communication et de documentation du ministère	Taux de couverture médiatique des activités planifiées du secteur	%	73,0	90,0
			Taux de fréquentation des réseaux sociaux du ministère	%	70,0	80,0
			Taux de numérisation des documents	%	35,0	10,0
		Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, financières et matérielles	Taux d'exécution du budget	%	89,7	95,0
			Nombre d'agents ayant bénéficié d'un renforcement de capacités conformément au plan de formation	Nombre	120	226
	Programme 2 : Tourisme	Améliorer l'environnement du secteur du tourisme	Taux de suivi des services extérieurs du tourisme	%	50,0	50,0
			Nombre d'établissements touristiques évalués ou immatriculés	Nombre	500	500
			Nombre de commissions de classement organisées	Nombre	4	10
		Améliorer l'offre de service du tourisme	Nombre de partenariats noués dans le cadre de la formation	Nombre	1	1
			Nombre d'acteurs du secteur dont les capacités professionnelles ont été renforcées	Nombre	50	100
		Promouvoir le tourisme international récepteur et le tourisme interne	Taux de croissance du flux de touristes internationaux	%	11,0	128,6
			Taux de croissance du flux de visiteurs résidents	%	9,0	57,1
			Nombre de manifestations ayant bénéficié d'un appui de l'Administration Nationale du Tourisme	Nombre	10	158
			Taux de croissance du nombre de vues des pages/sites en ligne et réseaux sociaux	%	30,0	80,0
	Programme 3 : Loisir	Développer des infrastructures de loisirs sur le territoire national	Taux d'implémentation de l'offre de loisirs au plan national	%	3,0	3,0
			Taux d'infrastructures mises aux normes	%	20,0	35,0
		Répertorier les jeux traditionnels	Nombre de jeux traditionnels collectés	Nombre	321	270
			Taux de régions ayant fait l'objet de collecte des jeux traditionnels	%	45,0	52,0
		Vulgariser la pratique des jeux traditionnels	Nombre d'établissements scolaires abritant les clubs de jeux traditionnels	Nombre	20,0	15,0
			Nombre d'élèves inscrits dans les clubs de jeux traditionnels	Nombre	700	525
		Promouvoir la pratique des loisirs sains	Taux de croissance des personnes sensibilisées à la pratique des activités de loisirs	%	20,0	266,7
			Taux de fréquentation des espaces de loisirs agréés	%	14,0	20,0

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
7- Développement des Infrastructures et Equipements Collectifs	Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier					
	Programme 1 : Administration Générale	Améliorer le cadre légal et institutionnel de gouvernance des infrastructures routières et ouvrages d'art	Nombre de textes légaux et réglementaires soumis	Nombre	2	2
		Assurer une gestion efficace, moderne et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du ministère	Taux d'exécution du plan de formation	%	70,0	110,0
			Taux d'exécution du budget du ministère	%	60,0	60,8
			Nombre de bâtiments réhabilités	Nombre	3	2
		Améliorer le système de planification et de suivi-évaluation des activités du ministère	Taux d'exécution des activités planifiées	%	70,0	60,0
			Taux de projets suivis et évalués	%	60,0	45,0
		Améliorer la gestion du domaine public de l'État	Proportion des dossiers de demande de domaines publics traités	%	95,0	123,4
			Délai de traitement des avis techniques d'instruction des dossiers du domaine public	Nombre	13	15
		Améliorer le système d'information et de communication du ministère	Taux de couverture médiatique des activités du ministère	%	90,0	90,0
			Taux de diffusion des activités du ministère sur le site web	%	80,0	80,0
			Taux de couverture médiatique des travaux structurants	%	70,0	80,0
	Programme 2 : Infrastructures Routières et Ouvrages d'Art	Assurer une gestion efficace et efficiente du Programme	Nombre de réunions trimestrielles de coordination organisées par le RProg avec les RUO	Nombre	4	4
			Taux moyen de réalisation physique des projets d'investissement	%	70,0	67,0
		Développer et assurer une bonne conservation et un bon niveau de service du patrimoine routier et autoroutier	Taux de routes neuves bitumées conformément au plan annuel	%	50,0	52,0
			Taux de routes renforcées conformément au plan annuel	%	50,0	91,1
			Taux d'ouvrages réalisés conformément au plan annuel	%	75,0	75,0
	Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme					
	Programme 1 : Administration Générale	Améliorer la performance des structures	Taux de réalisation globale des activités du ministère	%	80,0	81,1
			Taux de satisfaction des usagers du MCLU	%	60,0	62,5
			Taux de réalisation du Système Intégré de Gestion du Foncier Urbain (SIGFU)	%	100,0	93,0
			Taux de couverture médiatique des activités du ministère	%	65,9	87,0
		Assurer la gestion optimale des ressources humaines, matérielles et financières du ministère	Taux de couverture des besoins en personnel techniques des services du ministère	%	23,5	28,2
			Taux d'exécution des crédits alloués au ministère	%	95,0	96,9
			Taux de satisfaction du personnel du MCLU	%	75,0	72,0
	Programme 2 : Foncier et Urbanisme	Moderniser les villes ivoiriennes	Taux de régularisation des lotissements irréguliers dans le District d'Abidjan	%	90,0	63,1
			Taux de réalisation ou d'actualisation des Schémas et Plans d'Urbanisme Directeurs	%	72,0	60,0
			Taux de régularisation des lotissements appliqués, habités et non-approuvés	%	35,0	25,24
			Taux de réalisation des Plans d'Urbanisme de détails du Schéma Directeur du Grand Abidjan	%	100,0	50,0
			Taux de réalisation de l'adressage des voies et unités d'occupation	%	50,0	52,0

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023	
7- Développement des Infrastructures et Equipements Collectifs	Programme 2 : Foncier et Urbanisme	Faciliter l'accès à la propriété foncière	Nombre d'ACD signés (Guichet Central)	Nombre	83 872	83 089	
			Nombre d'ACD signés (Guichets déconcentrés)	Nombre	81 235	108 085	
			Taux de délimitation des territoires des villages du grand Abidjan	%	70,2	88,4	
			Superficie des réserves constituées en ha	ha	213	213	
	Programme 3 : Construction et Maintenance	Elaborer et faire le suivi-évaluation des projets de construction, de maintenance et de réhabilitation des édifices publics	Nombre de chantiers de constructions et de réhabilitations suivis	Nombre	351	210	
			Nombre de chantiers d'entretien et de maintenance suivis	Nombre	19	29	
		Assurer une meilleure gestion des baux administratifs et du patrimoine immobilier de l'Etat	Taux de paiement des baux courants	%	1,0	1,0	
			Taux d'apurement du passif des baux	%	0,5	0,3	
			Nombre de biens immobiliers de l'état inscrits au livre foncier avec cause d'indisponibilité a la section IIB	Nombre	200	37	
			Nombre de biens immobiliers de l'Etat évalués	Nombre	30	25	
		Faire respecter la réglementation en matière de construction	Délai de traitement du permis de construire	Jour	15	15	
			Taux de régularisation des constructions contrôlées	%	0,5	0,5	
			Nombre de permis de construire délivrés	Nombre	2 200	2 308	
			Nombre de bâtiments effondrés	Nombre	0,0	2,0	
		Programme 4 : Logement et Cadre de Vie	Faciliter l'accès au logement et à la propriété immobilière	Nombre de logements implantés	Nombre	100 000	36 351
				Nombre de logements livrés	Nombre	50 000	17 906
	Taux de réalisation des voiries et réseaux divers primaires sur les 4 principaux sites			%	1,0	1,0	
	Superficie de foncier acquis			ha	1 000	938	
	Améliorer le cadre de vie des populations		Nombre de syndicats créés et mis en place	Nombre	250	107	
			Nombre de syndic professionnels formés	Nombre	90	46	
	Ministère des Transports						
	Programme 1 : Administration Générale	Améliorer la gouvernance du secteur des transports	Taux annuel des textes réglementaires signés par le Ministre	%	80,0	100,0	
			Améliorer la Planification des investissements du ministère	Taux de planification des investissements du ministère	%	75,0	53,3
		Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Taux d'exécution du budget du ministère	%	85,0	86,7	
			Taux d'agents formés	%	65,0	134,4	
		Améliorer le système d'information et de communication du Ministère des Transports	Taux de couverture médiatique des activités du secteur des transports	%	85,0	80,0	
			Taux de progression de la fréquentation du site web et des plateformes d'informations du ministère	%	65,0	65,0	

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023	
7- Développement des Infrastructures et Equipements Collectifs	Programme 2 : Transport Aérien	Coordonner le développement des activités du Transport Aérien	Taux de réalisation des missions de coordination	%	100,0	100,0	
			Taux de satisfaction des usagers des services du transport aérien	%	75,0	0,0	
		Réhabiliter, construire et moderniser les infrastructures aéroportuaires	Nombre d'aéroports exploités	Nombre	7	7	
		Obtenir et maintenir la classification de l'ANAC en catégorie 1 de la FAA	Taux de réalisation des exigences FAA	%	70,0	50,0	
		Développer les vols domestiques et internationaux d'AIR COTE D'IVOIRE	Taux annuel de croissance des passagers transportés par AIR COTE D'IVOIRE	%	10,0	2,0	
	Programme 3 : Transport Terrestre	Offrir des services de transport routiers et ferroviaires durables et de qualité	Taux annuel de bureaux opérationnels de Centre de Gestion Intégrée (CGI)	%	92,0	83,0	
			Taux annuel de traitement des incidents ferroviaires	%	100,0	100,0	
			Nombre de campagnes de sensibilisation à la sécurité ferroviaires réalisées	Nombre	2	2	
			Nombre de campagnes de sensibilisation à la sécurité routière réalisées	Nombre	20	50	
			Nombre d'acteurs formés	Nombre	1 350	3 395	
		Faciliter la mobilité terrestre des personnes et des biens	Nombre maximum de barrages routiers au 100 km	Nombre	3	4	
	Programme 4 : Transport Maritime et Fluvio-Lagunaire	Accroître la mobilité des personnes et des marchandises par voie d'eau dans les meilleures conditions de sécurité et de sûreté	Taux d'accroissement annuel du nombre d'usagers du transport lagunaire à Abidjan	%	4,0	38,8	
			Taux de navires aux normes de sécurité	%	98,2	98,6	
			Taux d'alertes (accidents et incidents) traitées	%	75,0	91,0	
			Taux d'embarcations répondant aux normes de sécurité	%	76,5	96,9	
		Accroître la formation des personnels de sécurité et de sûreté maritimes	Proportion des personnels de navigation de sécurité et de sûreté maritime formée (PF)	%	28,3	16,8	
			Taux de formations dispensées (FD)	%	28,0	25,2	
		Accroître la compétitivité des ports ivoiriens	Taux d'accroissement du trafic global marchandises	%	9,1	19,5	
			Taux d'accroissement du trafic conteneurs	%	29,6	35,4	
			Taux d'accroissement du trafic navires	%	-2,5	7,7	
	Ministre des Mines, du Pétrole et de l'Energie						
	Programme 1 : Administration Générale	Renforcer la gouvernance du ministère	Taux de réalisation du plan d'actions prioritaires du ministère	%	100,0	82,2	
			Proportion des services inspectés	%	50,0	0,0	
			Taux de réalisation des Inspections des dépôts et établissements pétroliers par les structures déconcentrées	%	100,0	100,0	
			Taux de réalisation des missions de répression de fraude par les structures déconcentrées	%	100,0	102,6	
			Taux de réalisation des inspections des installations électriques par les structures déconcentrées	%	100,0	89,0	
			Taux de réalisation des missions inopinées par les structures déconcentrées	%	100,0	100,1	

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
7- Développement des Infrastructures et Equipements Collectifs	Programme 1 : Administration Générale	Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Disponibilité d'un plan de formation continue	Oui/Non	Oui	Oui
			Taux d'exécution budgétaire	%	100,0	81,9
			Taux de couverture des besoins en matériels	%	100,0	165,2
		Optimiser le système de planification, d'information et de communication du ministère	Proportion de documents de planification produits et diffusés	%	100,0	100,0
			Taux de couverture médiatique des activités du ministère	%	100,0	100,0
	Programme 2 : Hydrocarbures	Renforcer la gouvernance du secteur des Hydrocarbures	Taux de textes législatifs et réglementaires transmis	%	0,3	0,3
			Taux de réalisation d'audit des coûts pétroliers	%	0,5	0,3
			Taux de réalisation des inspections des champs pétroliers	%	0,5	1,0
			Taux de réalisation des missions de contrôle (subvention butane, établissements pétroliers, stations-services)	%	1,0	1,0
		Accroître la recherche et la production pétrolière et gazière	Taux de réalisation des forages	%	0,9	0,7
			Taux d'évolution de la production de pétrole brut	%	0,4	0,2
			Taux d'évolution de la production du gaz naturel	%	0,1	0,0
		Assurer la disponibilité des produits pétroliers	Taux de réalisation physique de l'unité d'hydrodésulfuration	%	0,3	0,5
			Taux d'évolution de la consommation de produits pétroliers	%	0,1	0,0
			Pourcentage d'autorisations d'exploitation des stations-services accordées	%	1,0	1,0
	Programme 3 : Energie	Renforcer la gouvernance du secteur de l'énergie	Proportion de textes législatifs et réglementaires adoptés	%	100	50
		Assurer la disponibilité de l'énergie	Puissance de production installée (MW)	MW	3 049	2 907
			Taux de perte	%	14,0	11,0
			Taux de réserve à la pointe	%	36,5	33,8
			Contribution des ENR dans le mix énergétique	%	37,0	31,3
		Améliorer l'accès des populations à des services énergétiques de qualité	Nombre d'abonnés à l'électricité	Nombre	3 600 000	4 048 259
			Nombre de bâtiments publics audités	Nombre	10	0
			Proportion de bâtiments publics réhabilités conformément aux recommandations du rapport d'audit	%	0,0	0,0
			Taux de couverture	%	95,0	88,1
			Taux d'accès à l'électricité	%	99,0	97,2
	Programme 4 : Développement des Mines et de la Géologie	Améliorer la gouvernance du secteur des Mines et de la Géologie	Taux de textes juridiques soumis (lois, décrets, arrêtés)	%	100,0	100,0
			Pourcentage des exigences ITIE satisfaites	%	100,0	100,0
			Proportion des exigences du processus de Kimberley satisfaites	%	100,0	100,0
			Taux de réalisation des investissements par rapport au PDLM	%	50,0	87,5

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
7- Développement des Infrastructures et Equipements Collectifs	Programme 4 : Développement des Mines et de la Géologie	Renforcer le contrôle et le suivi de l'application de la législation et de la réglementation dans le secteur minier	Taux de réalisation des inspections des permis d'exploitation	%	100,0	52,6
			Taux de réalisation des contrôles des permis de recherche	%	91,0	40,0
			Taux de réalisation des inspections des autorisations d'exploitation de substance de carrière	%	100,0	83,0
			Taux de réalisation des inspections des autorisations d'exploitation semi-industrielles et artisanales	%	85,0	10,5
			Taux de réalisation d'inspection des équipements sous pression	%	100,0	53,7
			Taux de réalisation d'inspection de dépôts de substances explosives	%	100,0	100,0
		Développer la recherche géologique et minière	Taux de couverture en cartes géologiques du territoire national à l'échelle 1/200000	%	55,0	0,0
			Taux de vectorisation de cartes photo-géologiques	%	50,0	50,0
			Nombre de permis de recherche délivrés	Nombre	18	27
		Créer un environnement propice à l'essor de l'exploitation minière et minière	Nombre de site d'orpaillage illégal démantelés	Nombre	200	1 255
			Nombre de sites d'exploitation de carrière illégale démantelés	Nombre	65	20
			Niveau de production des matières premières minières en tonne / Bauxite	t	315 000	200 010
			Niveau de production des matières premières minières en tonne / Coltan	t	36	0
			Niveau de production des matières premières minières en tonne / Nickel	t	2 100 000	2 480 548,22
Niveau de production des matières premières minières en tonne / Or	t		45,0	51,2		
Niveau de production des matières premières minières en tonne /Manganèse	t	1 164 000	1 175 300,94			
8-Production, Développement Industriel et Commercial	Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières					
	Programme 1 : Administration Générale	Améliorer la gouvernance et la visibilité des actions dans le secteur agricole	Taux de textes soumis	%	97,0	132,0
			Taux d'organisation des activités promotionnelles	%	100,0	80,0
			Taux de réalisation des missions d'inspections	%	97,0	37,0
		Améliorer le système de planification, de programmation et de suivi-évaluation des programmes et projets (la chaine PPBSE)	Taux de missions de suivi-évaluation réalisées	%	100,0	116,7
			Nombre de rapports fournis dans le délai de production des publications (annuaires statistiques)	Nombre	100,0	0,0
			Proportion des agropoles ayant un financement sur la période du PNIA 2	%	66,0	78,0
		Améliorer la formation agricole, la gestion des ressources budgétaires et le cadre de travail	Taux de réussite des élèves des écoles de l'INFPA	%	98,0	93,9
			Taux de couverture en matériel de mobilité des directions régionales et départementales (acquisition et renouvellement)	%	100,0	97,3
			Taux d'exécution du Plan de Passation des Marchés (PPM)	%	90,0	77,0
			Taux de bâtiments livrés	%	90,0	50,0

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
8-Production, Développement Industriel et Commercial	Programme 2 : Productions et Sécurité Alimentaire	Développer les productions des filières agricoles	Taux d'accroissement moyen de la production des cultures annuelles (céréales, féculents, légumineuses etc.)	%	3,1	4,0
			Taux d'accroissement moyen de la production des cultures pérennes	%	9,0	6,7
			Taux annuel d'agréments délivrés aux opérateurs d'engrais	%	92,0	100,0
			Taux de consommation d'engrais par les exploitations agricoles (Coton, Cacao, Palmier, Hévéa, Riz, Banane dessert, Ananas)	%	18,0	20,4
			Proportion de produits phytosanitaires homologués sur l'étendue du territoire	%	90,0	92,0
			Taux de consommation des produits phytosanitaires homologués	%	85,0	89,0
		Renforcer les services de recherche, d'appui-conseil et de contrôle qualité	Proportion des exploitants agricoles ayant bénéficié d'un appui-conseil ou de formation	%	42,0	49,0
			Quantité de semences certifiées (tonnes)	t	1 200	22,1
			Taux d'utilisation de semences certifiées	%	5,5	2,0
	Programme 3 : Développement Rural	Promouvoir le métier d'agriculteur	Taux de sociétés coopératives immatriculées et enregistrées	%	100,0	100,0
			Taux d'apprenants qualifiés à l'exercice du métier d'agriculture	%	87,0	82,8
			Taux de jeunes qualifiés ayant bénéficié d'une insertion socio-économique	%	40,0	0,0
			Taux de reconnaissance d'interprofessions créées	%	90,0	76,9
		Améliorer la gestion du foncier rural	Taux de territoires de villages délimités	%	65,0	78,2
			Taux de superficies des terres objet de certificats fonciers	%	5,2	2,5
			Taux d'intervenants formés dans les projets de sécurisation foncière	%	95,0	100,0
			Taux annuel de villages sensibilisés	%	90,0	100,0
		Promouvoir la modernisation de l'agriculture	Taux de projets comprenant un volet sur la mécanisation	%	60,0	42,0
			Proportion de superficies aménagées par les projets bénéficiant d'un système d'irrigation	%	97,0	88,0
		Promouvoir les agro- industries	Taux de transformation de produits agricoles ciblés / Anacarde	%	17,0	21,2
			Taux de transformation de produits agricoles ciblés / Cacao	%	50,0	35,0
			Taux de transformation de produits agricoles ciblés /Hévéa	%	80,0	79,0
			Taux de transformation de produits agricoles ciblés /Palmier à huile	%	100,0	100,0
			Taux d'occupation des zones agro-industrielles	%	7,0	20,0
	Programme 4 : Promotion de la Riziculture	Accroître les superficies exploitées sous maîtrise de l'eau	Superficies rizicoles exploitées sous maîtrise de l'eau	ha	45 000	30 213
			Taux d'exploitation des sites aménagés	%	70,0	67,0
			Proportion de la production de paddy sous maîtrise de l'eau	%	16,0	13,0
		Accroître la productivité des exploitations rizicoles	Taux de couverture des besoins en semence certifiée / Riz Irrigué (RI)	%	65,0	65,0
			Taux de couverture des besoins en semence certifiée / Riz Pluvial (RP)	%	15,0	10,0
			Rendement moyen des exploitations rizicoles (RPB : Riz Pluvial de Bas-fond)	t/ha	3,7	3,7
			Rendement moyen des exploitations rizicoles (RPP : Riz Pluvial de Plateau)	t/ha	1,7	1,7
			Rendement moyen des exploitations rizicoles (RI : Riz Irrigué)	t/ha	5,0	4,6
			Quantité produite de paddy	t	2 700 000	2 011 532
			Proportion d'usines aux normes de qualité	%	55,0	54,0
		Améliorer la valorisation du riz	Quantité de riz local blanchi disponible	t	1 750 000	1 307 496

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
8-Production, Développement Industriel et Commercial	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques					
	Programme 1 : Administration Générale	Améliorer la gouvernance du secteur	Taux de réalisation des contrôles des structures	%	100,0	100,0
			Proportion de textes législatifs et réglementaires soumis	%	100,0	100,0
			Pourcentage de conférences, séminaires et salons internationaux suivis	%	100,0	100,0
			Proportion d'organisations professionnelles fonctionnelles	%	40,0	35,0
			Taux annuel de transformation des produits animaux et halieutiques	%	55,0	55,0
			Taux annuel des investissements privés dans le secteur des ressources animales et halieutiques	%	8,0	1,0
			Proportion d'acteurs formés à la commercialisation	%	50,0	49,0
			Proportion de structures du ministère formées aux outils de planification, programmation, suivi-évaluation et collecte de données	%	25,6	26,4
			Taux de couverture médiatique des activités du MIRAH	%	80,0	100,0
		Assurer une gestion efficace des ressources humaines, Matérielles et financières	Taux de formation annuelle des agents du MIRAH	%	100,0	100,0
			Taux de construction de services	%	13,8	13,8
			Taux de réhabilitation de services	%	26,9	26,9
	Programme 2 : Développement des Productions Animales	Accroître la production des ressources animales	Taux d'accroissement annuel de production nationale de viande et abats	%	5,5	8,0
			Taux d'accroissement annuel de production nationale de viande de volailles modernes	%	6,5	15,0
			Taux d'accroissement annuel de production nationale de viande et abats de bovins	%	2,7	3,0
			Taux d'accroissement annuel de production nationale de viande et abats de petits ruminants	%	8,8	8,5
			Taux d'accroissement annuel de production nationale de viande et abats de porcs	%	4,0	3,8
			Taux d'accroissement annuel de production nationale de lait	%	2,8	3,0
			Taux d'accroissement annuel de production nationale d'œufs de consommation	%	2,0	14,0
		Améliorer la gestion de l'espace pastorale	Taux d'accroissement des superficies de pâturages artificielles	%	24,3	25,0
			Taux de réduction des conflits entre agriculteurs et éleveurs	%	12,0	12,0
	Programme 3 : Gestion Durable des Ressources Halieutiques	Accroître la production halieutique	Taux d'accroissement annuel des productions aquacoles nationales	%	37,0	20,0
			Taux d'accroissement annuel des productions de la pêche nationale	%	11,0	5,0
			Taux d'accroissement annuel des productions halieutiques nationales	%	13,0	7,0
			Taux de couverture des besoins en ressources halieutiques par la production nationale	%	19,0	13,0
			Proportion des navires en situation d'infractions	%	8,0	5,0

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
8-Production, Développement Industriel et Commercial	Programme 4 : Renforcement de la santé publique vétérinaire	Objectif spécifique 1 : Améliorer la santé animale	Taux de contrôle et d'élimination des épizooties	%	90,0	100,0
			Taux de couverture vaccinale par an pour la PPCB	%	65,0	36,0
			Taux de couverture vaccinale par an pour la PPR	%	55,0	22,0
			Taux de couverture vaccinale par an pour la maladie hémorragique virale du lapin (MHVL)	%	40,0	25,0
		Renforcer l'hygiène publique et la qualité sanitaire des denrées animales et d'origine animale	Taux de couverture vaccinale par an pour la rage	%	8,0	4,0
			Taux de délivrance des agréments sanitaires par an	%	95,0	87,0
			Taux de réalisation des contrôles et inspections vétérinaires	%	64,0	100,0
	Ministre du Commerce et de l'Industrie					
	Programme 1 : Administration Générale	Améliorer l'efficacité des services du ministère	Taux de mise en œuvre des activités de planification à temps	%	80,0	92,3
			Taux de texte transmis au SGG	%	55,0	70,4
			Taux de mise en œuvre des recommandations des missions d'inspection et d'audit	%	65,0	88,9
		Améliorer les systèmes d'informations et de communication du ministère	Taux d'équipement des agents en kit de connexion (ordinateur + internet)	%	60,0	60,1
			Nombre moyen de publication télé, radio, presse écrite, presse en ligne	Nombre	475	253
		Assurer une gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières	Taux de renforcement de capacités du personnel	%	3,0	6,3
			Taux de satisfaction des services en besoin de matériels	%	45,0	24,0
	Programme 2 : Commerce Intérieur	Promouvoir les activités Commerciales	Nombre d'OPA accompagnées	Nombre	600	600
			Taux d'accroissement des infrastructures commerciales modernes (hypermarchés et supermarchés)	%	5,0	5,1
			Taux d'accroissement des e-commerçants dans le commerce électronique	%	20,0	22,1
		Renforcer la surveillance du marché	Taux de respect des prix des produits homologués	%	97,0	97,0
			Taux de variation du volume des produits saisis (cible décroissante, cible non atteinte, indicateur plafond)	%	40,0	50,0
	Programme 3 : Commerce Extérieur	Faciliter les échanges commerciaux	Taux de conformité des marchandises à destination de la Côte d'Ivoire	%	97,0	98,9
			Taux de variation des attributions des codes import-export	%	94,0	104,0
			Taux de participation aux négociations commerciales	%	40,0	93,8
		Promouvoir le commerce extérieur	Proportion d'entreprises accompagnées à l'Export	%	10,0	125,0
			Proportion d'entreprises formées	%	90,0	100,0
	Programme 4 : Industriel	Améliorer la production et la compétitivité du secteur industriel	Taux d'entreprises restructurées et mises à niveau	%	67,0	100,0
			Taux de croissance des volumes transformés : Anacarde	%	34,0	18,7
			Taux de croissance des volumes transformés : Cacao	%	5,0	1,3
			Taux de croissance des volumes transformés : Hévéa	%	8,0	22,3
			Taux de croissance des produits certifiés NI	%	14,0	38,1
			Taux de croissance des brevets émis par la Côte d'Ivoire	%	100,0	15,0
		Promouvoir les investissements industriels	Taux de croissance des investissements industriels	%	12,0	14,1
			Taux de croissance des investissements nationaux dans le secteur industriel	%	45,0	21,8

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
8-Production, Développement Industriel et Commercial	Programme 4 : Industriel	Développer les infrastructures industrielles	Taux de réalisation des travaux d'aménagement : BIRD ENCLAVE / Aménagement de 28 ha à Korhogo	%	65,0	100,0
			Taux de réalisation des travaux d'aménagement : PK 24 / 127 ha en MOP par CHEC	%	100,0	100,0
			Taux de réalisation des travaux d'aménagement : BIRD ENCLAVE / Aménagement de 15 ha à Bondoukou	%	50,0	100,0
			Taux de réalisation des travaux d'aménagement :PK 24 / 234 ha (phase 1 de 59 ha en aménagement)	%	100,0	100,0
			Taux de réalisation des travaux de construction du centre de secours d'urgence du GSPM à la zone industrielle de Yopougon	%	60,0	90,0
	Programme 5 : PME-Artisanat	Moderniser et promouvoir le secteur de l'artisanat	Nombre d'artisans immatriculés	Nombre	21 250	5 015
			Nombre d'artisans assistés en termes de renforcement de capacités techniques	Nombre	350	550
			Taux de participation de la Côte d'Ivoire aux salons internationaux promotionnels de l'artisanat	%	28,0	40,0
		Promouvoir et rendre compétitives les PME	Nombre de PME assistées en termes de renforcement de capacités techniques et managériales	Nombre	8 000	6 464
			Taux de participation des PME aux activités promotionnelles	%	30,0	45,5
			Taux de PME encadrées pour l'accès aux financements ayant obtenu un financement	%	70,0	71,0
		Formaliser les acteurs de l'informel et encadrer les entrepreneurs	Nombre d'attestations d'entrepreneurs délivrées	Nombre	20 000	20 439
			Proportion d'entrepreneurs enregistrés disposant d'une attestation	%	75,0	77,0
			Taux d'entrepreneurs formés	%	2,5	65,0
9-Environnement, Cadre de vie et Protection de la Nature	Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique					
	Programme 1 : Administration Générale	Améliorer le cadre de coordination et le fonctionnement des structures	Proportion de textes règlementaires et législatifs (lois et décrets) soumis au SGG	%	60,0	60,0
			Taux de réalisation des activités	%	86,0	80,0
		Assurer une gestion efficiente des ressources humaines, techniques, matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	70,0	82,9
			Taux de traitement des actes administratifs du personnel	%	85,0	100,0
		Améliorer le système de planification de suivi évaluation et de communication	Nombre d'actions de presses réalisées	Nombre	20	25
			Proportion de documents de suivi évaluation élaborés	%	100,0	100,0
	Programme 2 : Environnement et développement durable	Maitriser les impacts liés aux activités anthropiques sur les matrices environnementales	Nombre de bilans de pollution industrielle réalisé	Nombre	30	10
			Taux d'inspections réalisées dans les installations classées	%	60,0	67,0
		Encourager les populations à adopter les modes de productions et de consommations durables	Nombre d'acteurs formés aux technologies vertes	Nombre	230	517
			Nombre d'organisations sensibilisées autour de la démarche Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE)	Nombre	220	25
			Nombre des parties prenantes (population, structures) mobilisées autour des activités institutionnelles (JFAC- QNEDD...)	Nombre	450	500

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
9- Environnement, Cadre de vie et Protection de la Nature	Programme 2 : Environnement et développement durable	Valoriser le réseau des aires protégées	Nombre de touristes reçus dans les aires protégées	Nombre	15 600	20 000
			Pourcentage des aires protégées disposant d'un système de protection efficace	%	85,0	88,9
			Superficie de mangroves restaurée et protégée (ha)	ha	3 650	15,0
			Superficie de nouvelles réserves naturelle volontaire créées	ha	200,0	67 541
		Assurer la veille environnementale	Proportion des Études d'Impact Environnemental et Social (EIES) réalisées	%	90,0	100,0
			Proportion des Evaluations Environnementales Stratégiques (EES) réalisées	%	85,0	80,0
		Renforcer la lutte contre les effets du changement climatique de l'érosion côtière et améliorer la résilience des populations	Nombre d'acteurs formés sur les thématiques de changement climatique	Nombre	425	500
			Nombre de documents de notification élaborés	Nombre	4	3
			Nombre MRV (outils de suivi des activités) en matière de changement climatique élaborés	Nombre	1	3
		Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité				
	Programme 1 : Administration Générale	Améliorer la gouvernance du ministère	Nombre de textes législatifs et réglementaires soumis	Nombre	5	4
			Taux d'exécution budgétaire	%	70,0	80,6
			Taux d'inspections réalisées	%	42,0	25,0
			Taux de réalisation des besoins en formation	%	44,0	75,0
			Taux de satisfaction des besoins en matériels roulants des entités administratives	%	45,0	84,0
		Assurer une planification et un suivi efficace des actions du MINASS	Taux d'exécution physique des activités	%	80,0	85,0
			Taux de mise en œuvre des outils de planification	%	65,0	75,0
		Assurer la gestion des systèmes d'information et de communication	Taux de couverture médiatique des activités du MINASS	%	70,0	79,5
			Taux des demandes en assistance informatique traitées	%	70,0	86,0
			Programme 2 : Infrastructures de l'Hydraulique Humaine	Améliorer l'opérationnalité du secteur de l'eau potable	Taux moyen d'exécution financière des projets	%
	Taux moyen d'exécution physique des projets	%			90,0	87,0
	Améliorer l'accès des populations à l'eau potable	Taux d'accès à l'eau potable en milieu rural		%	74,8	60,0
		Taux d'accès à l'eau potable en milieu urbain		%	78,0	75,0
	Programme 3 : Assainissement et Drainage	Assurer l'Assainissement et le Drainage tant en milieu urbain que rural	Linéaire de réseau d'assainissement réalisé	Kml	147,0	7,8
			Linéaire de réseau de drainage réalisé	Kml	20,0	41,7
			Nombre de stations de pompage des eaux usées réalisées	Nombre	0	3
			Nombre de stations de traitement des boues de vidanges réalisées	Nombre	0	0
			Proportion de latrines réalisées	%	70,0	12,0
		Réhabiliter les réseaux et ouvrages d'assainissement et de drainage	Linéaire de réseau d'assainissement réhabilité	Kml	17,0	17,0
			Linéaire de réseau de drainage réhabilité	Kml	30,0	0,0
			Nombre de stations de pompage des eaux usées réhabilitées	Nombre	0	0
	Nombre de stations de traitement des boues de vidanges réhabilitées	Nombre	1	0		

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
9- Environnement, Cadre de vie et Protection de la Nature	Programme 4 : Salubrité et Lutte contre les Nuisances	Promouvoir des infrastructures modernes gestion et de valorisation des déchets	Nombre de sites acquis pour la construction d'infrastructures de gestion et de valorisation des déchets	Nombre	7	2
			Proportion des collectivités territoriales (chefs-lieux de région et districts) bénéficiant de décharges contrôlées	%	30,0	0,0
		Réduire les nuisances (sonores, olfactives, visuelles, auditives, installations anarchiques)	Nombre d'installations anarchiques démantelées	Nombre	130	1 598
			Nombre de comités locaux d'assainissement, de salubrité et d'hygiène installés	Nombre	20	2
			Nombre de saisines en matière de nuisances	Nombre	624,0	544,0
			Taux de réclamations client traitées	%	95,0	99,7
	Ministère des Eaux et Forêts					
	Programme 1 : Administration Générale	Améliorer le cadre légal et institutionnel de gouvernance des Eaux et Forêts	Nombre de textes législatifs et réglementaires élaborés et transmis au SGG	Nombre	3	0
			Nombre de missions de contrôle et de surveillance effectuées	Nombre	575	3 631
		Assurer une gestion moderne et efficace des ressources humaines, matérielles et financières du MINEF	Pourcentage des agents techniques formés à la Formation Commune de Base (FCB)	%	80,0	100,0
			Pourcentage d'agents techniques affectés	%	70,0	100,0
			Pourcentage d'actions de formation réalisées	%	50,0	40,0
			Proportion de projets suivis et évalués	%	75,0	100,0
		Améliorer le système d'information et de communication interne et externe du MINEF	Taux d'opérationnalisation des systèmes d'information collaboratifs	%	70,0	40,0
			Taux de couverture médiatique des activités du ministère	%	90,0	90,0
			Taux de réponse aux demandes d'informations	%	90,0	99,0
	Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières	Accroître la couverture forestière	Nombre de forêts du domaine privé de l'Etat disposant d'un Plan d'Aménagement (PA)	Nombre	20	8
			Nombre de forêts du domaine rural dotées d'un plan d'aménagement simplifié ou de plan de gestion par an	Nombre	2	0
			Nombre de missions annuelles d'appui et d'encadrement effectuées	Nombre	3	6
			Nombre de sessions du comité de pilotage et des comités techniques organisées au niveau de l'ICF	Nombre	4	3
			Nombre d'emplois verts créés (hommes/femmes)	Nombre	6 000	3 331
			Superficie annuelle reboisée (ha)	ha	72 670	42 622
		Renforcer le cadre d'exploitation, de transformation et de commercialisation des produits forestiers	Nombre d'acteurs formés sur les nouvelles orientations d'exploitation, de transformation et de commercialisation des produits forestiers adoptées	Nombre	65	110
			Nombre d'outils de politique adoptés pour la mise en œuvre de l'APV-FLEGT	Nombre	1	0
			Nombre de comités villageois de lutte contre les feux de brousse installés	Nombre	269	551
			Nombre de missions annuelles de contrôle et de surveillance	Nombre	450	915

Missions	Programmes	Objectifs spécifiques	Indicateurs	Unité	Prévision 2023	Réalisation 2023
9- Environnement, Cadre de vie et Protection de la Nature	Programme 3 : Gestion durable des ressources fauniques	Restaurer et valoriser la faune sauvage	Nombre d'espèces de faune menacées d'extinction bénéficiant de programme de restauration	Nombre	1	0
			Nombre d'espèces de faune valorisées en élevage	Nombre	1	0
			Nombre d'agents formés à la gestion de la faune, la lutte anti-traffic et anti-braconnage	Nombre	30	102
			Nombre de conflits homme-faune résolus	Nombre	1	1
			Nombre de documents de politique, de stratégie et de plans d'actions adoptés	Nombre	2	1
			Nombre d'éléphants équipés de dispositif de protection et de suivi GPS	Nombre	2	2
		Valoriser le Zoo National d'Abidjan	Evolution de l'effectif des animaux du ZNA	Nombre	407	740
			Evolution du nombre d'éléments attractifs	Nombre	7	3
			Evolution du nombre d'espèces animales dans le ZNA	Nombre	58	58
			Evolution du nombre de visiteurs du ZNA	Nombre	360 000	250 000
	Programme 4 : Gestion Intégrée des Ressources en Eau	Protéger les ressources en eaux	Nombre de missions de mesure de police	Nombre	4	3
			Nombre de régions touchées par la campagne de sensibilisation et d'information	Nombre	3	3
			Pourcentage d'autorisations de prélèvement d'eau traitée	%	100	76
			Proportion de bassins concernés par la campagne de la qualité des eaux	Proportion	2/11	2/11
			Proportion de bassins disposant d'un répertoire d'ouvrages hydrauliques inventoriés	Proportion	4/11	4/11
		Mettre en place un cadre de gestion durable des ressources en eau et des ouvrages hydrauliques	Nombre d'agences de bassins créées par an	Nombre	1	0
			Nombre d'agents formés à la gestion durable des ressources en eau	Nombre	24	200
			Nombre de retenues d'eau réhabilitées par an	Nombre	9	0
			Nombre de stations hydrométriques mises à niveau	Nombre	5	0

Source : RAP 2023 des ministères